

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

n° 44 – 28 novembre 2025



Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Trasversales (Madrid) et Presse-toi à gauche (Québec), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org>

Centre Tricontinental: www.cetri.be

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org>

Éditions Spartacus: www.syllepse.net/cahiers-spartacus-_r_88_va_1.html

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info>

New Politics: newpol.org

Presse-toi à gauche!: www.pressegauche.org

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Trasversales: www.trasversales.net

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0353-0

Illustration de couverture: Katya Gritseva.

Iconographie: Syndicat KVPU des cheminots de Kyiv et Kryvyi Rih (p.8, 86, 90); Éditions Bogdan (p.10); Darya Tsymbalyuk (p.17); Priama Diia (p.27); collections particulières (p.31, 38, 45, 56, 57, 94, 97, 100, 103); Union syndicale Solidaires (p.48, 49, 51); Ukraine CombArt (p.55, 56, 83, 84, 85); David Chichkan (p.60, 61, 63, 66, 69, 74); Posle (p.88, détail); Ukraine Solidarity Campaign (p.42); Coité belge du RESU (p.117).

Table des matières

Envers et contre tout, résister !

PATRICK LE TRÉHONDAT

5

PAROLES D'UKRAINE

L'Ukraine face à un choix insupportable

OLEKSANDR KYSELOV

12

« Travaillleurs, vous êtes importants pour l'avenir de l'Ukraine »

SOTSIALNYI RUKH

18

« Poutine est le véritable ennemi des russophones en Ukraine »

ENTRETIEN AVEC OLEKSII NIKITIN, PROPOS RECUEILLIS PAR DAVIDE MARIA DE LUCA

23

L'espace étudiant de l'Université de Lviv : lieu d'étude ou lieu de lutte ?

PRIAMA DIIA

26

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

CORRESPONDANTS

30

Le personnel soignant s'oppose à la réduction du nombre d'hôpitaux en temps de guerre

SOYEZ COMME NOUS SOMMES

36

Les soignantes victimes de bombardements ne reçoivent pas leurs indemnités

OLENA TKALITCH

37

SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE

Pas de paix sans l'Ukraine, pas de paix contre l'Ukraine !

COMITÉ FRANÇAIS DU RESU

44

Des syndicats ukrainiens à la 6^e rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes

CHRISTIAN MAHIEUX

46

Aidez-nous à faire venir des artistes ukrainiennes en France

UKRAINE COMBART

55



ÉCLAIRAGES

Comment la démocratie des soldats alimente la résistance ukrainienne

ADAM NOVAK

59

De Kherson à Gaza : Pastèques de tous les pays, unissez-vous !

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

82

PRISES DE POSITION

Hier la Nuit de cristal, aujourd'hui la dé-ukrainistion

ROBI MORDER

87

Comment négocier avec la Russie : tenir compte de l'histoire, du droit et surtout de l'Ukraine

TIMOTHY SNYDER

89

Lettre à la gauche occidentale avec frustration, depuis l'Europe centrale et orientale

GALINA RYMBU

93

Lettre ouverte à Zarah Sultana

GALINA RYMBU

96

Intimidations impérialistes

UKRAINE SOLIDARITY NETWORK (USA)

106

CARNETS DE GUERRE

Sommes-nous à un tournant ?

ANTOINE RABADAN

111

BOÎTE ALERTE

Poésie ukrainienne dans la guerre

VLADIMIR CLAUDE FIŠERA

115

Le cinéma d'Ukraine après-Maïdan

LAURENT VOGEL

117

Envers et contre tout, résister !

Patrick Le Tréhondat¹

La nouvelle péripétie du plan Trump, plan russe écrit sous pavillon américain, affole les capitales européennes timorées depuis le début de la guerre à grande échelle dans leur soutien volontairement limité à la résistance de l'Ukraine et effrayés devant le matamore de la Maison-Blanche.

Derrière le rideau de fumée diplomatique genevois, c'est la capitulation sans conditions qui est demandée. On ne sait pas à l'heure qu'il est l'avenir de ce coup de poignard qui, s'il aboutissait, serait un nouveau drame historique pour l'Ukraine et coûterait tout aussi cher à l'Europe.

De son côté, le pouvoir de Kyiv, déstabilisé par une affaire de corruption qui a fissuré le bloc présidentiel, tergiverse et cherche une voie de sortie. Tout en n'abandonnant pas la lutte contre l'ennemi russe. Le front résiste et l'armée des dronistes continue de frapper l'économie de guerre russe, s'interdisant de toucher des cibles civiles. Cependant, à la suite de ses tentatives en juillet dernier de s'en prendre aux organes anticorruption, NABU et SAP, auxquelles avaient répondu des manifestations massives dans tout

le pays, cette nouvelle affaire a affaibli Zelensky et son clan². Face à la pression, le président a démis le ministre de l'énergie et de la justice, mais a refusé à ses députés de démettre Andriy Yermak, chef tout-puissant de l'administration présidentielle, lui aussi mis en cause.

Que le ministre de l'énergie soit impliqué dans une affaire de corruption portant sur 100 millions de dollars suscite une large indignation dans l'opinion publique soumise à des coupures d'électricité quotidiennes qui peuvent durer jusqu'à seize heures voire vingt-quatre heures. Les Ukrainien·nes consultent chaque jour le programme des coupures annoncées dans leur ville pour organiser une difficile vie quotidienne (notamment à l'aide de générateurs ou de batteries externes mais qui sont d'une efficacité limitée).

Symboliquement au moment même où l'on apprenait ce détournement de fonds publics par le ministère de l'énergie, des habitants de Zaporijjia se rassemblaient près de l'administration régionale, puis bloquaient une route, pour exiger des coupures de courant plus équitables, partageant le sentiment que des privilégiés y échappaient.

La question de l'équité dans le « fardeau énergétique » en raison des bombardements russes a déjà provoqué des protestations dans d'autres villes. De son côté, la confédération syndicale KVPU annonçait au même moment que « bien que nous soyons déjà dans la seconde moitié de novembre, les employés de l'entreprise publique Lvivvugol, dont les unités de production

1. Patrick Le Tréhondat est membre des Brigades éditoriales de solidarité et du Comité français du RESU.

2. Voir [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 41, 11 août 2025.

abritent des sections importantes du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (IPMU-KVPU), n'ont perçu que 57 % de leur salaire d'octobre. Le retard dans le paiement des salaires provoque une vague d'indignation parmi les travailleurs. L'hiver approche et l'argent gagné par les mineurs est absolument essentiel pour eux et leurs familles».

L'année dernière, ce sont plusieurs mois de salaires non payés qui avaient conduit les mineurs de Lviv à manifester devant le ministère de l'énergie. Le syndicat des mineurs KVPU avait alors souligné que «les salaires impayés aggravaient non seulement les difficultés financières des familles minières, mais affectaient également négativement l'état moral et psychologique des employés et augmentaient les tensions sociales dans les équipes de production et dans la région, et privaient de la possibilité d'aider plus de 800 employés de l'entreprise qui sont dans les forces armées ukrainiennes et auxquels ils [les mineurs] fournissent tout le nécessaire (munitions, drones, voitures, etc.)».

Le syndicat soulignait clairement que la politique antisociale du gouvernement affaiblissait le front et ses combattant·es ouvrier·es qui luttent contre l'impérialisme russe, les privant de l'aide matérielle que les syndicats apportent constamment aux travailleur·euses en uniforme.

Une situation désastreuse qui se vérifie malheureusement aussi dans le secteur de la santé, pourtant vital pour un pays en guerre. Dans les colonnes de *Soutien à l'Ukraine résistante*, nous donnons régulièrement la parole au syndicat du personnel soignant ukrainien Soyez comme nous sommes, qui témoigne sur les

dégâts dramatiques que provoque l'«optimisation» néolibérale à marche forcée, sans pause depuis le 24 février 2022, des hôpitaux. Fermeture d'hôpitaux et licenciements de personnel qui affectent, outre la population civile, les soins prodigués aux soldats blessés.

Cette organisation syndicale, qui défend les droits sociaux des personnels soignants, notamment celles et ceux engagé·es sur le front, propose des alternatives au mode de gestion capitaliste actuel du système de santé. Elle met en avant la nécessité d'un contrôle des salarié·es en blouse blanche sur l'organisation du système de santé. Sur le problème des primes auxquelles ont droit les infirmières (particulièrement celles qui risquent leur vie au plus près du front) et qui leur sont refusées, le syndicat explique que leur calcul transparent et équitable n'est possible que si des mécanismes de contrôle réels sont mis en place, et dans lesquels la convention collective jouerait un rôle clé... C'est dans ce document que doivent être clairement inscrits les droits du collectif [de travail] à recevoir des rapports sur le financement, la répartition des fonds et les modalités de versement des primes.

«Gérer et contrôler les hôpitaux est possible», nous déclarait dans ces colonnes Ok-sana Slobodiana, présidente du syndicat indépendant. Cette volonté de contrôle et de prise en main de ses propres affaires est profonde dans la société ukrainienne depuis Maïdan, mais plus encore depuis le 24 février 2022, date de l'agression à grande échelle du pays avec la large automobilisation du peuple ukrainien qui a mis en échec l'agresseur russe. Comme l'expliquait une infirmière: «Nous avons Maïdan



dans le sang.» Une analyse qui s'est révélée juste quelques mois avant les manifestations de juillet.

Loin des cénacles diplomatiques, des rodomontades des dirigeants européens et des sinistres bêlements capitulards des «campistes» de gauche, la résistance ukrainienne tire sa force dans cette mobilisation permanente populaire qui lutte sur deux fronts : contre l'impérialisme russe et contre un système oligarchique cupide qui gave une minorité de possédants à ses dépens et épuise la résistance. «Seules une organisation massive et la solidarité permettront de remporter la guerre et d'assurer une reconstruction équitable après celle-ci. L'histoire montre que toutes les transformations sociales importantes ont été obtenues par la lutte venue d'en bas, et non accordées par le haut», rappelle l'organisation socialiste Sotsialnyi Rukh.

Envers et contre tout, l'Ukraine résiste. Elle perturbe le jeu mondial des principales puissances impérialistes (États-Unis, Fédération de Russie, Chine). Elle est un caillou dans leurs chaussures qu'elles n'arrivent pas à enlever. Contrairement à ce que pense Trump, il n'est pas certain que l'Ukraine n'ait pas de cartes de main. Sûrement pas celle du valet, mais celle d'un peuple mobilisé pour sa souveraineté, la défense de ses acquis démocratiques et de ses droits sociaux et politiques et, en définitive, de son droit à l'existence.







Une maison d'édition en deuil

Iryna Chornenka, éditrice aux éditions Bogdan, a été tuée le 19 novembre lors du bombardement de la ville de Tchernopil par l'armée russe.

Cette nuit-là, ce sont 33 personnes, dont six enfants, qui ont trouvé la mort.

La maison d'édition Bogdan a été fondée en 1997 et occupe depuis lors une place de choix sur le marché du livre ukrainien.

Spécialisée à ses débats dans les ouvrages pédagogiques et méthodologiques, elle a considérablement élargi son champ d'action et publie désormais les plus grands classiques mondiaux ainsi que les œuvres les plus intéressantes et pertinentes d'auteurs contemporains, ukrainiens et étrangers.

www.facebook.com/bohdanbooks



PAROLES D'UKRAINE

L'Ukraine face à un choix insupportable

Oleksandr Kyselov¹

Il est important d'entendre la voix des Ukrainien·nes, des militant·es progressistes d'abord. Comme dit l'auteur : «Si les mots seuls pouvaient mettre fin à l'oppression, les grèves et les révolutions auraient été remplacées par des concours d'éloquence.» De plus, il permet une réflexion plus globale introduite par la députée européenne finlandaise Li Andersson qui s'adresse à ceux qui se réclament de la gauche émancipatrice : «Il est grand temps de proposer une alternative crédible dans les débats sur la sécurité, qui ne cède pas au néolibéralisme militarisé et ne fétichise pas la pureté.»

Michel Lanson

Épuisés par plus de trois ans d'attaques russes, les Ukrainiens sont de plus en plus prêts à accepter des compromis politiques injustes et des concessions territoriales sévères pour mettre fin à la guerre. Pourtant, il est loin d'être certain que ce choix difficile apportera réellement une paix durable.

Alors que les spéculations vont bon train au sujet d'un autre plan de paix négocié par Trump pour l'Ukraine, une grande partie du débat actuel donne une impression de déjà-vu. On retrouve les mêmes dénonciations des «intérêts particuliers» dans le conflit, les condamnations des bellicistes et les appels à des «pourparlers urgents». En Ukraine, nous n'avons pas seulement entendu ces arguments. Nous les avons nous-mêmes formulés.

À l'été 2014, après l'annexion de la Crimée par la Russie et alors que la guerre dans le Donbass faisait déjà rage, des militants ukrainiens, russes et biélorusses ont publié une déclaration «New Zimmerwald» critiquant la montée du chauvinisme et de la xénophobie dans leurs pays. Ils ont appelé à un vaste mouvement antiguerre, à un cessez-le-feu immédiat et à un désarmement mutuel. Le mouvement ukrainien Sotsialnyi Rukh, nouvellement formé, s'est fait l'écho de cet esprit en 2015, préconisant des négociations directes impliquant des syndicalistes et des défenseurs des droits humains des deux côtés, ainsi que la dissolution des agences de sécurité. Il s'agissait d'une véritable tentative de paix internationaliste – qui a échoué.

Rien de tout cela n'a empêché l'agression russe en 2022. Pourtant, à l'exception d'une courageuse minorité, les gauchistes russes se sont à nouveau retranchés derrière des formules pacifistes, rejetant la responsabilité de la guerre sur les deux camps et pointant du doigt l'OTAN, Boris Johnson et le «régime oligarchique néonazi de Kiev». Les Ukrainiens, sous le feu des bombardements, n'avaient pas ce luxe. Ils ont

1. Oleksandr Kyselov est militant de Sotsialnyi Rukh. Ukrainien originaire de Donetsk, il est assistant de recherche à l'université d'Uppsala. Article publié par *Jacobin*, le 22 novembre 2025. Traduction française par Michel Lanson et publié sur le site du [Réseau Bastille](#).

résisté aux troupes d'occupation, et trop nombreux sont ceux qui ont déjà perdu la vie.

Au niveau international, lorsque la gauche ne se limite pas à de brèves déclarations stéréotypées, elle oscille largement entre une répulsion instinctive face à l'injustice et un appel désespéré à la paix. Mais l'un ou l'autre peut-il servir de guide pour l'action ?

Le prix de la justice

Nombreux sont ceux qui dénoncent tout compromis avec le Kremlin comme une trahison pure et simple qui créerait un précédent en récompensant l'agression. En termes absolus, ils ont raison. Pourtant, la justice a toujours un prix : si ce n'est pour les militants qui la réclament, c'est pour quelqu'un d'autre.

Les ressources de l'Ukraine sont poussées à leur limite. Les dépenses de défense en 2025 ont atteint les 70 milliards de dollars, dépassant les recettes fiscales nationales. Le déficit budgétaire oscille autour de 40 milliards de dollars, et la poursuite de l'aide étrangère n'est pas acquise. Le coût de la reconstruction a déjà grimpé à plus d'un demi-billion de dollars. La dette publique s'élève à 186 milliards de dollars et continue d'augmenter.

Près des deux tiers des Ukrainiens s'attendent à ce que la guerre dure plus d'un an, et les experts partagent cet avis. Le président Volodymyr Zelensky souligne que son pays aura besoin de tout le soutien possible pour combattre l'armée russe pendant encore deux à trois ans. Dans le même temps, les forces armées ukrainiennes sont mises à rude épreuve non seulement par le

manque d'armes et de munitions, mais aussi par la diminution des effectifs.

Plus de 310 000 cas de désertion et d'absence sans permission ont été enregistrés depuis 2022, dont plus de la moitié en 2025. De nombreux soldats qui ont quitté l'armée invoquent l'épuisement, le manque de préparation psychologique à l'intensité extrême des combats, les déploiements sans fin et la corruption des commandants qui les traitent comme des pions jetables. Certains sont prêts à revenir dès que les conditions s'amélioreront, mais seule une fraction d'entre eux l'ont fait dans le cadre de l'amnistie.

Plus de la moitié des hommes ukrainiens se disent prêts à se battre, mais un million et demi d'entre eux n'ont toujours pas mis à jour leur dossier militaire. Après l'introduction du recrutement en 2024, seuls 8 500 se sont portés volontaires en un an. Même l'offre d'une prime d'inscription de 24 000 dollars pour les contrats d'un an aux jeunes n'a pas réussi à en attirer beaucoup. Une fois que les restrictions de voyage pour les 18-22 ans ont été assouplies, près de 100 000 hommes ont traversé la frontière au cours des deux premiers mois, beaucoup pour partir définitivement.

La triste réalité est que la résistance ukrainienne repose sur la «busification», c'est-à-dire le fait de saisir de force des hommes dans la rue ou sur leur lieu de travail et de les enrôler de force dans l'armée. Le médiateur a reconnu que ces abus sont désormais systémiques. Malgré cela, la Cour suprême ukrainienne a jugé que la mobilisation restait juridiquement irréversible, même lorsqu'elle était effectuée de

manière illégale. Pendant ce temps, les réseaux sociaux font de plus en plus souvent état d'affrontements violents avec les agents chargés de la conscription.

L'opinion publique reflète cette lassitude, et les récents scandales de corruption impliquant les plus proches collaborateurs du président n'arrangent rien. Les sondages montrent que 69 % des Ukrainiens sont désormais favorables à une fin négociée de la guerre et près des trois quarts sont prêts à accepter le gel de la ligne de front, même si ce n'est pas selon les conditions de la Russie. Les Ukrainiens continuent d'insister sur des garanties de sécurité, qui pour eux incluent des livraisons d'armes et l'intégration à l'UE.



Le rêve de «se battre jusqu'à la victoire», quoi qu'il arrive, ignore ces limites. À moins que le «soutien indéfectible» de l'Occident n'inclue la volonté d'ouvrir un deuxième front, à quoi devons-nous nous attendre ? La logique du désespoir conduit à abaisser l'âge de la conscription, à étendre le service militaire aux femmes, à expulser les réfugiés ukrainiens en âge d'être appelés depuis l'étranger pour remplir les tranchées, puis à mettre en place des troupes de barrage et des exécutions sur le terrain pour empêcher les désertions.

L'illusion pacifiste

Cette situation sombre n'est pas seulement un échec national. Elle reflète l'épuisement de porter seul le fardeau le plus lourd et de se battre bec et ongles pour obtenir le soutien matériel de ceux qui pensent que des condamnations fermes et une aide humanitaire suffisent pour

mettre fin à l'invasion russe. Plus la situation devient difficile, plus il est tentant pour certains à l'étranger d'imaginer que la lutte elle-même est le problème.

Si les mots seuls pouvaient mettre fin à l'oppression, les grèves et les révolutions auraient été remplacées par des concours d'éloquence.

D'où l'idée que les armes occidentales ne font que «prolonger les souffrances» et que couper cette bouée de sauvetage à l'Ukraine la pousserait à accepter les «concessions nécessaires». C'est une illusion reconfortante fondée sur un raisonnement erroné. Si les mots seuls pouvaient mettre fin à l'oppression, les grèves et les révolutions auraient été remplacées par des concours d'éloquence.

Les livraisons d'armes n'entravent pas la diplomatie, mais permettent à l'Ukraine de participer aux négociations. Le président Zelensky a fait part de son ouverture à des discussions et même à des décisions difficiles. Mais seule une partie capable de tenir bon peut négocier sur un pied d'égalité. Désarmer l'Ukraine reviendrait à la forcer à céder. Moscou le sait et exploite les contradictions pour semer la confusion et diviser les rangs.

Le Kremlin a rejeté à plusieurs reprises un cessez-le-feu, indiquant clairement qu'il ne s'intéressait qu'à la capitulation effective de l'Ukraine. Même si le maximalisme de la Russie est en partie un bluff, un conflit «gelé» ou même la cession du Donbass par l'Ukraine ne «s'attaquerait pas aux causes profondes» de la guerre, comme l'affirme Vladimir Poutine. Moscou a sécurisé son pont terrestre vers la Crimée, mais manque de ressources pour s'emparer du

reste des oblasts de Kherson et de Zaporijjia, qu'elle revendique également. L'Ukraine ne reconnaîtra jamais ses pertes, même si elle y est officiellement contrainte. Le ressentiment fera de la Russie un ennemi éternel, créant ainsi le risque d'une nouvelle flambée de conflit.

La maxime de Poutine lui-même – «Si le combat est inévitable, frappe le premier» – rend la prochaine étape prévisible, à en juger par la carte. Une poussée vers l'avant-poste russe en Transnistrie piégerait la Moldavie, sécuriserait le corridor de la mer Noire et étranglerait ce qui reste du commerce maritime ukrainien, tout en livrant Odessa, autrefois joyau de l'empire russe, au cœur de la mythologie du «printemps russe».

L'abandon de l'Ukraine par les États européens n'apporterait aucune détente. Les nouveaux membres de l'OTAN, la Finlande et la Suède, ont abandonné leur neutralité précisément en raison de la nouvelle manière dont la Russie «résout les différends». Cinq pays se sont retirés de l'interdiction des mines terrestres prévue par le traité d'Ottawa en 2025 pour la même raison. Les dépenses militaires de la Pologne sont en passe de tripler depuis 2022, et les pays baltes se précipitent vers un niveau de dépenses de défense représentant 5 % du PIB. Voir un voisin démembré par un ancien suzerain ne les apaiserait pas, mais les pousserait à s'armer davantage.

Angle mort

L'ultimatum lancé par Moscou en décembre 2021 a clairement affiché ses ambitions : l'OTAN doit se retirer aux frontières de

1997 et reconnaître la sphère d'influence russe en Europe centrale et orientale. Cette exigence semblait absurde jusqu'à ce que les coups de feu éclatent en février 2022. Mais la guerre éclair de Poutine contre l'Ukraine a échoué, et il en tient les «élites dirigeantes européennes» pour responsables.

Personne ne s'attend à ce que les chars russes atteignent Berlin. Mais les États baltes, coincés entre la Russie et son enclave militarisée de Kaliningrad, correspondent au schéma. Les anciennes provinces impériales, qui séparent Moscou de son territoire côtier, constituent une cible tentante. La rhétorique sur les «nations non historiques» en proie à la russophobie est déjà en place.

Si le Kremlin décidait de combler le fossé de Suwałki – l'étroite bande de territoire polonais et lituanien entre Kaliningrad et la Biélorussie, alliée de la Russie – alors que l'Occident est à nouveau en proie à des querelles internes sur les sanctions, la politique énergétique ou la



stratégie de défense commune, qui prendrait le risque d'une troisième guerre mondiale ?

À un moment donné, une partie de la gauche a perdu la capacité de distinguer la résistance du militarisme. En considérant l'expansion de l'OTAN comme la cause de la guerre – et en trouvant ainsi une solution dans son simple recul – les antimilitaristes concèdent discrètement que de vastes régions au-delà de la Russie appartiennent à son domaine «naturel».

La question centrale est la suivante : si la Russie peut régler ses griefs historiques et répondre à ses «préoccupations légitimes en matière de sécurité» par la force, pourquoi les autres ne le pourraient-ils pas ? La véritable victoire pour le complexe militaro-industriel ne serait pas les livraisons à l'Ukraine ni même les programmes de réarmement, mais une Europe en crise permanente, où chaque frontière devient contestable et où les dépenses de défense augmentent sans fin.



Révisionnisme rancunier

La véritable menace n'est pas le nationalisme ukrainien. Il n'est ni plus sinistre ni plus chauvin que celui de n'importe quel petit État assiégé. Même les personnes les plus touchées par la guerre se soucient plus souvent de survivre aux frappes de missiles et aux attaques de drones. Cela ne signifie pas pour autant que l'on approuve la création de mythes nationalistes. Mais se focaliser sur les excès de la politique culturelle de l'Ukraine est une distraction commode, une excuse pour relativiser l'agression et se distancier de ce qui est réellement en jeu.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à un empire pétrolier militarisé et expansionniste qui dissimule son ressentiment derrière des discours sur la «justice historique», drapant sa renaissance néotraditionnelle contre «l'Occident décadent» et prêt à utiliser tous les moyens pour revendiquer sa «place légitime dans le monde». Cette politique de révisionnisme rancunier n'est pas propre à Moscou, mais trouve un écho de Washington à Pékin, et doit être combattue avant que tout discours sur le désarmement ne prenne tout son sens.

Il est grand temps de proposer une alternative crédible dans les débats sur la sécurité, qui ne cède pas au néolibéralisme militarisé et ne fétichise pas la pureté.

Li Andersson, ancienne présidente de l'Alliance de gauche finlandaise, a déjà appelé à une politique de sécurité et étrangère antifasciste. Elle rejette l'illusion selon laquelle on peut raisonner le fascisme, accepte le renforcement des capacités de défense et de l'autonomie stratégique des États membres de l'UE comme condition préalable à la paix, et défend le droit international comme mécanisme de prévention contre la subversion autoritaire.

L'extrême droite progresse dans les sondages, les budgets de défense gonflent tandis que les dépenses sociales, l'adaptation au changement climatique et l'aide au développement sont réduites. Pourtant, le problème ici, ce sont les élites qui exploitent cette crise pour faire avancer leur programme, et non les Ukrainiens qui refusent de se plier à la volonté de Poutine.

Pour résister à cette tendance, il faut insister sur deux points. Premièrement, des institutions

sociales résilientes et des infrastructures publiques solides sont essentielles pour résister aux chocs et à ceux qui peuvent les utiliser comme des armes. Deuxièmement, la démocratie économique, l'inclusion politique et le contrôle public rendent toute cause digne d'être défendue. Comme le montrent les leçons tirées de l'Ukraine, sans cela, tout discours sur la solidarité est une imposture.

Pas de solution toute faite

Tout le monde souhaite la fin de la guerre, mais personne n'a de solution toute faite – peut-être n'y en a-t-il pas. Nous nous devons

mutuellement l'honnêteté que ce moment exige. Tout ce qui n'est pas le retrait complet de la Russie d'Ukraine est profondément injuste et carrément dangereux, mais la recherche intransigeante de la justice peut également nous mener à un point de non-retour.

La survie elle-même – perdurer en tant que nation indépendante malgré les leçons d'histoire de Poutine – est déjà une victoire pour l'Ukraine. Mais l'histoire ne s'arrêtera pas là. Les États cupides attaquent non pas parce qu'ils sont provoqués, mais parce qu'ils en ont la possibilité. Il faudra plus que la force morale pour les arrêter.



« Travailleurs, vous êtes importants pour l'avenir de l'Ukraine »

Sotsialnyi Rukh¹



L'Ukraine se trouve actuellement dans une impasse due à un néolibéralisme corrompu qui retarde la fin de la guerre et maintient la population dans la pauvreté. Le fonctionnement de toutes les institutions publiques est imprégné par la recherche du profit personnel, l'absence de planification et le manque de transparence vis-à-vis du grand public. Un tel système ne peut pas être efficace. Les travailleurs ukrainiens résistent massivement et avec abnégation à l'ennemi, ce qui contraste avec le modèle d'État qui dépend d'un cercle restreint de personnes et qui est incapable de veiller au bien commun.

Les ressources du pays sont épuisées non seulement par les occupants, mais aussi par des hommes d'affaires avides qui tirent profit des besoins essentiels de la société, notamment dans les domaines de l'énergie et de l'industrie de la défense. La réaction de la société à ces abus a donné lieu à des manifestations en juillet 2025 avec leurs slogans anticorruption.

1. Texte adopté le 28 septembre 2025 par la conférence annuelle du Sotsialnyi Rukh.

Le soi-disant « remaniement » du gouvernement n'a fait qu'accélérer le risque d'adoption de lois favorables aux oligarques. L'arrivée à des postes clés de Yulia Svyrydenko, Oleksiy Sobolev, Taras Katchka et d'autres adeptes du capitalisme effréné de la Kyiv School of Economics (KSE) en est une démonstration évidente. La plus grande menace provient du ministère dirigé par M. Sobolev, qui cherche à priver les travailleurs de leurs droits en élaborant un projet de Code du travail et qui, dans le même temps, s'est arrogé des pouvoirs dans le domaine de l'écologie, facilitant ainsi l'exploitation des ressources naturelles par les entreprises. Notre pays devient peu propice à la vie, et les espoirs d'une reconstruction équitable s'amenuisent de jour en jour.

Cette situation reflète les tendances mondiales. La montée en puissance des forces réactionnaires dans le monde et le comportement inapproprié de l'administration américaine ont conduit tous les Ukrainiens à ressentir un manque de sécurité. Les interruptions dans la livraison d'armes destinées à repousser l'agresseur russe modifient l'équilibre mondial des forces en faveur des oppresseurs. Cependant, la sécurité ne se résume pas à la question de l'armement. Elle concerne également la sécurité sociale, le fonctionnement stable des infrastructures essentielles, une rémunération équitable pour un travail consciencieux, ainsi que la protection à long terme de ceux qui se trouvent dans des situations difficiles. Tout cela constitue le fondement sur lequel peut reposer une défense efficace.

La défense et le bien-être sont les principales fonctions de l'État. Le capital privé n'y trouve aucun intérêt en raison de son orientation vers le profit et de sa volonté de verser le moins possible au budget. Malgré les espoirs du peuple ukrainien de voir l'État se soucier davantage de la résolution des problèmes des citoyens, c'est le contraire qui s'est produit. Les scandales se succèdent, impliquant des hommes d'affaires qui tirent profit de tout, y compris de la production d'armes. Tout cela est le résultat de la centralisation du pouvoir, de la dissimulation d'informations sous le « brouillard de la guerre » et de l'érosion des principes démocratiques. Malheureusement, l'État n'agit pas comme un bouclier social pour le peuple, mais comme une superstructure corrompue. Le manque de soutien est ressenti de manière aiguë par tous, en particulier les militaires, les personnes contraintes de quitter leur foyer, ainsi que celles qui élèvent les nouvelles générations d'Ukrainiens en cette période d'incertitude.

La classe ouvrière, dont le potentiel politique n'est pas exploité, a été et reste une force massive capable de changer le cours de l'histoire à un moment critique. Les masses laborieuses ont été écartées de la politique, devenant les jouets des classes dominantes. Si les travailleurs s'unissent, ils peuvent changer les règles de la politique et, à terme, retirer le pouvoir aux élites actuelles. En effet, l'influence sociale des cheminots, du personnel soignant, des énergéticiens et des enseignants s'est considérablement accrue grâce à leur importante contribution au bien-être. La vie quotidienne dépend de l'accomplissement rigoureux de leurs devoirs, c'est



pourquoi il sera difficile pour les autorités de contester leur opinion.

À l'inverse, le capital ne joue aucun rôle dans le maintien à flot de la société. Le budget de l'État n'est pas alimenté par les impôts sur les bénéfices : ceux-ci ont toujours été dissimulés dans des paradis fiscaux et, depuis le début de l'invasion, ils ont chuté en raison de l'effondrement des exportations.

Le budget repose en grande partie sur les impôts sur les salaires (13,11 % des recettes), qui financent la défense, ainsi que sur l'aide internationale, qui financent le secteur social. Le rôle des secteurs d'infrastructure critiques, qui fonctionnent en dehors de la logique du marché mais sont essentiels à la stabilité sur le champ de bataille et à l'arrière, s'est accru.

Les travailleurs employés dans ces secteurs sont souvent victimes des attaques russes, mais

le Fonds de pension ukrainien ne leur verse pas les indemnités promises en raison de problèmes bureaucratiques liés à l'obtention du statut d'infrastructure critique. L'existence de ce problème annule toute prétention à une politique axée sur l'humain.

Le faible niveau de soutien aux retraités et aux personnes handicapées, compte tenu des énormes volumes d'aide financière internationale, est inacceptable. Pour justifier les normes sociales médiocres, des clichés idéologiques erronés sur la menace d'une montée des «sentiments paternalistes» (tant au sein du pouvoir que dans le camp de l'«opposition») sont largement répandus.



L'absence d'évolutions positives dans le domaine de l'aide sociale, combinée à de faibles salaires, entraîne un exode massif vers l'étranger, en particulier chez les jeunes de moins de 22 ans.

Pendant des décennies, l'État s'est adapté aux investisseurs et aux hommes d'affaires, car ils génèrent des profits. Cependant, il devient évident qu'il est actuellement impossible de réaliser des profits dans une économie dévastée par la guerre. Il est temps pour de larges couches de la population de faire valoir leurs besoins, car tout repose sur elles. Le niveau de bien-être ne sera pas déterminé par l'efficacité économique, mais par la mesure dans laquelle la population exigera d'être traitée avec humanité. L'influence disproportionnée que l'oligarchie continue d'exercer sur le pouvoir doit disparaître afin de ne pas entraver le développement de l'Ukraine.

Considérant que seule la suppression du capitalisme permettra de garantir pleinement les intérêts des travailleurs, Sotsialnyi Rukh souligne la priorité des revendications suivantes :

1. Une économie commune pour une victoire commune. Nationalisation sous contrôle ouvrier des secteurs de l'infrastructure, de l'industrie de défense et des entreprises exploitant les ressources minérales. Un quota de 50 % pour les représentants des collectifs de travailleurs au sein des conseils de surveillance de ces entreprises constituera un garde-fou contre les abus de corruption et l'usurpation du pouvoir par les serviteurs du capital. Cela permettra de contrôler les ressources pouvant être utilisées pour la défense. La socialisation des entreprises du secteur énergétique permettra, entre autres, de prévenir la crise écologique qui se traduit par la détérioration de la qualité de l'eau, des sols et de l'air. Il est particulièrement nécessaire de nationaliser à 100 % le complexe militaro-industriel afin d'empêcher les particuliers de tirer profit des commandes et d'assurer des conditions de travail stables au personnel. Pendant la période de l'état d'urgence, il ne peut y avoir de marché de location de logements, du médicament ou de technologies militaires : tous les processus doivent être réglementés par des organismes publics indépendants, qui ne sont pas guidés par la recherche du profit. Il convient de refuser le financement des établissements médicaux sur la base de critères d'efficacité, car cela conduit à transfor-

mer l'aide médicale d'un droit garanti en une marchandise. L'expansion du secteur public dans l'économie constituera un pont vers le plein-emploi, à condition que les services de l'emploi et les syndicats coopèrent. Le système fiscal doit remplir une fonction sociale en luttant contre la différenciation excessive des richesses par le biais de l'imposition des fortunes.

2. Relancer l'État social. Une guerre prolongée doit être considérée comme un facteur de risque social pour l'ensemble de la population, et la protection sociale doit être reconnue comme une obligation de l'État. Les organismes de protection sociale doivent être proactifs et proposer eux-mêmes leur aide aux familles des militaires, aux travailleurs sinistrés et aux couches vulnérables de la population, avant même que ces personnes ne s'adressent à eux. Les logements neufs inoccupés doivent être mis à la disposition des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des militaires tant que la crise du logement persiste. En temps de guerre, l'État ne peut pas imposer à la population le paiement des dettes liées aux services publics et l'augmentation des tarifs. La période de résidence dans les zones frontalières, ainsi que le statut de personne déplacée à l'intérieur du pays après le 24 février 2022, doivent être pris en compte comme période d'assurance, indépendamment de l'emploi officiel. Afin d'éviter le risque d'un manque éducatif de la population, il convient d'encourager le travail dans l'éducation, en garantissant à tous

les enseignants un salaire au moins égal à la moyenne nationale et l'accès à des abris sûrs et confortables. Il convient de mettre en place un suivi indépendant des pertes éducatives, en particulier dans les régions proches du front.

3. Renaissance de la démocratie de masse. Les autorités doivent écouter les citoyens lors de la mise en œuvre des politiques à tous les niveaux, en créant de nouvelles institutions de représentation publique et en élisant des représentants du personnel pour gérer les entreprises. Il est nécessaire de garantir aux travailleurs le droit à un congé payé annuel de 14 jours pour des activités bénévoles, afin qu'ils puissent soutenir l'armée et résoudre les problèmes sociaux. Le Parlement, dont le mandat a expiré, n'a pas le droit d'examiner les projets de loi pour lesquels les représentants de la société civile ont exprimé des craintes quant à la restriction de leurs droits et libertés. Il convient de garantir la force juridique des pétitions adressées aux autorités publiques. Des élections doivent être organisées dès que possible après la levée de l'état d'urgence. Afin d'empêcher l'arrivée au pouvoir de politiciens qui se sont discrédités par leurs liens avec les oligarques, il convient de supprimer les cens de propriété, d'abaisser le seuil d'éligibilité des partis politiques à 1 % et de garantir la liberté de se présenter aux élections². La résolution des problèmes

2. Pour être élu (Parlement, conseils régionaux, de districts et municipaux) un-e candidat-e doit nécessairement recueillir au minimum 5 % des voix.

sociaux quotidiens doit devenir à la fois un objectif politique et une incitation à une plus large participation des masses à la vie politique. Les contradictions accumulées dans la société doivent être résolues par le renforcement de la concurrence politique réelle, à condition que les droits humains et le pluralisme idéologique soient respectés.

Ce sont précisément les travailleurs - ouvriers, enseignants, médecins, cheminots, énergéticiens - qui doivent devenir le moteur du renouveau de l'Ukraine. Vous créez toute la richesse du pays, vous le défendez, vous avez le droit de décider comment le diriger.

Sotsialnyi Rukh appelle tous les travailleurs à s'unir. Créez des syndicats dans vos entreprises. Exigez de participer aux décisions qui vous concernent. Organisez des conseils dans vos communautés. N'attendez pas l'autorisation d'en haut - prenez ce droit vous-mêmes.

Seules une organisation massive et la solidarité permettront de remporter la guerre et d'assurer une reconstruction équitable après celle-ci. L'histoire montre que toutes les transformations sociales importantes ont été obtenues par la lutte venue d'en bas, et non accordées par le haut.



« Poutine est le véritable ennemi des russophones en Ukraine »

Entretien avec Oleksii Nikitin, propos recueillis par Davide Maria De Luca¹

Né le 7 janvier 1967 à Kiev, Oleksii Nikitin est un écrivain ukrainien et russe. Physicien de formation, il travaille de 1990 à 1992 au Centre national de recherche de l'Académie nationale de médecine. Il est ensuite journaliste, contribue à *Fabula* et à *Arrière-garde*. Il écrit ses romans en russe². Il vit à Kyiv.

Ma rédaction me recommande de transcrire le nom d'Oleksii Nikitin en utilisant l'orthographe ukrainienne : il vaut mieux ne pas utiliser le russe « Aleksej », la langue que l'écrivain ukrainien et russophone a utilisée pour écrire son dernier roman, *Di fronte al fuoco* (Face au feu), l'histoire d'Ilja Goldinov, boxeur et agent secret en Ukraine occupée par les nazis. Pour compliquer encore davantage le tableau linguistique, outre le russe dans les contextes formels et l'ukrainien utilisé dans la vie quotidienne, il parlait en privé

le yiddish, la langue des Juif-ves d'Europe de l'Est.

La question de la langue n'a jamais été neutre en Ukraine, et aujourd'hui moins que jamais, avec une guerre déclenchée sous prétexte de « protéger » les russophones comme Nikitin. Non pas qu'il y ait de réels risques à utiliser la transcription russe, comme l'a fait l'éditeur italien Volland sur la couverture du livre, mais il vaut mieux ne pas prendre de risques, surtout maintenant que Nikitin attend toujours son visa pour se rendre en Italie où, dimanche, il s'entretiendra avec la traductrice Laura Pagliara au festival Pordenonelegge [la rencontre a eu lieu le 21 septembre 2025].

Davide Maria De Luca

Que pensez-vous des restrictions imposées aux hommes âgés de 22 à 60 ans qui, en raison de la loi martiale, ne peuvent pas quitter l'Ukraine ?

Je pense qu'une certaine forme de restriction est nécessaire en temps de guerre, mais comme d'habitude, les autorités prennent des décisions étranges. Quitter le pays est beaucoup plus difficile pour moi aujourd'hui qu'en 2022. Mais il faut dire que toute autre personne à ma place qui aurait vraiment voulu quitter le pays pour aller en Europe aurait trouvé le moyen de le faire.

D'où vient la sensibilité à la question linguistique en Ukraine ?

De très loin. Il y a environ un siècle, l'Ukraine était un pays multiculturel. Il y avait quatre grandes cultures : polonaise, juive, ukrainienne et russe, auxquelles s'ajoutaient celles des Tatars et des Allemands. À l'époque, la culture

1. Publié dans *Domani*, reproduit dans *Valigia Blu* avec l'aimable autorisation du directeur Emiliano Fittipaldi. Traduit par Didier Epzstajn.

2. En français, *Victory Park*, Paris, Noir et Blanc, 2017.

polonaise était probablement la plus élevée, car c'était une culture très riche et noble. Deux de ces quatre cultures, la culture polonaise et la culture juive, ont disparu au cours des cinquante premières années du 20^e siècle.

La disparition de la culture polonaise est le résultat de la guerre soviéto-polonaise de 1919-1921. Après cette guerre, il n'y avait plus de littérature polonaise en Ukraine, et les Polonais-es qui étaient resté-es se sont ukrainisé-es ou russifié-es. On peut dire aujourd'hui que les Polonais-es ont été les premier-es à être réprimé-es en Union soviétique.

La deuxième culture à disparaître fut la culture juive. Cette disparition fut le résultat de la Seconde Guerre mondiale : les Allemands ont tué les Juif-ves et Staline a tué les écrivain-es.



Ainsi, deux cultures ont disparu, et seules les cultures russe et ukrainienne sont restées. La situation était encore très particulière au cours de la première année de l'indépendance de l'Ukraine où nous avons vu la culture russophone se développer comme jamais auparavant. Dans les années 2010, il y avait beaucoup d'écrivain-es et de poètes qui écrivaient en russe, un nombre bien plus important qu'à l'époque soviétique ou pré-soviétique.

Mais ensuite, Poutine a annexé la Crimée et envoyé des troupes dans le Donbass. Vous avez autrefois qualifié le président russe de pire ennemi des russophones ukrainiens. Pourquoi ?

C'est vrai. La situation est paradoxale. Depuis 2014, lorsque la Russie a déclaré vouloir défendre les russophones en Ukraine, beaucoup

d'entre elles et eux ont cessé d'utiliser le russe. Sur les réseaux sociaux, on pouvait lire des messages tels que : « À partir d'aujourd'hui, je ne parlerai plus russe, je n'écrai plus en russe. Je n'ai pas besoin de votre défense. » C'était le résultat direct de la politique d'expansion de Vladimir Poutine. La protection des russophones n'était, bien sûr, qu'un prétexte. Poutine ne fait pas la distinction entre la vérité et le mensonge. Il dit seulement ce qui lui sert aujourd'hui pour atteindre ses objectifs, et demain, il dira le contraire pour atteindre les mêmes objectifs. Tout ce qu'il dit n'est que propagande, et même lorsque nous répétons ses paroles, nous contribuons en quelque sorte à la diffuser.

Poutine a utilisé la langue comme un outil politique. Selon vous, y a-t-il quelqu'un-e d'autre en Ukraine qui fait de même ?

Probablement oui, mais tout dépend du contexte. La différence essentielle est que, même si la culture russe disparaissait d'Ukraine, elle survivrait en Russie, dans la diaspora aux États-Unis et au Canada. En revanche, si la culture ukrainienne disparaissait d'Ukraine, elle disparaîtrait complètement. C'est pourquoi il faut être très prudent lorsqu'on parle de langue : les enjeux sont beaucoup plus importants pour l'ukrainien.

Il y a beaucoup de russophones dans l'armée ukrainienne. La question linguistique a-t-elle été exagérée à dessein ?

Bien sûr. À Kyiv, aujourd'hui encore, au moins un quart des conversations dans la rue se font en

russe. Il est impossible d'interdire à quelqu'un-e de parler une langue dans sa vie privée. Mais la vie quotidienne est une chose, la culture en est une autre. L'attention que la Russie a suscitée en Europe n'était pas seulement le résultat de sa culture, mais d'une politique de pouvoir précise : la culture russe a été utilisée comme un instrument de *soft power*. Aujourd'hui, la Russie tente de détruire la civilisation ukrainienne : la langue, la littérature, la mémoire historique. C'est pourquoi nous demandons à l'Europe de porter une attention particulière à la culture ukrainienne.

Comment se porte la culture ukrainienne ?

Elle est vivante et très active. Il y a de nouveaux livres, de nouveaux auteurs, de nouvelles expositions et de nouveaux événements littéraires. Parfois, à Kyiv, il y a trois ou quatre événements importants le même jour et je ne sais pas lequel choisir. La scène culturelle est beaucoup plus animée qu'il y a trente ou quarante ans.

Dans votre dernier livre, vous racontez l'histoire d'un boxeur juif des années 1940. Comme nous l'avons vu, la culture juive a fait partie intégrante de la culture ukrainienne pendant des siècles. Dans des villes comme Odessa, la moitié de la population était de religion juive. Mais après la guerre, la situation a changé. Quelle est la place de la culture juive dans l'Ukraine d'aujourd'hui ?

Il n'existe plus en Ukraine de littérature contemporaine en yiddish ou en hébreu. Cependant, il existe des traductions et de nouvelles

éditions d'œuvres d'auteur-es juif-ves qui ont travaillé entre le 19^e et le 20^e siècle. En ce sens, la mémoire de la culture juive est revenue en Ukraine, même si ce n'est pas la culture vivante telle qu'elle était à l'époque.

En Ukraine, on a l'impression que la «dérussification» finit parfois par effacer la mémoire juive, car de nombreuses et nombreux Juifs ukrainiens parlaient russe. À Odessa, la volonté des autorités d'effacer la mémoire d'écrivains juifs tels qu'Isaac Babel suscite la polémique. S'agit-il d'un risque réel ?

Je ne parlerais pas de «dérussification», mais il est vrai que le processus de dérussification est douloureux, surtout à Odessa. La ville ne peut s'imaginer sans le monde russe, et encore moins sans la Russie qui la bombarde aujourd'hui presque toutes les nuits. C'est un traumatisme énorme, et les personnes essaient de faire ce qu'elles peuvent pour réagir.

Quel type de littérature pensez-vous qu'on écrira en Ukraine après cette guerre ?

Personnellement, je souhaite écrire un roman sur ce thème : l'avenir de la culture russe en Ukraine, entre passé et perspectives.

Dans quelle langue l'écrirez-vous ?

Jusqu'à présent, j'ai écrit en russe, car je maîtrise mieux cette langue. Mais je suis bilingue et j'ai utilisé l'ukrainien dans des essais et d'autres articles que j'ai écrits. Ce sera peut-être un défi d'essayer d'écrire en ukrainien. Nous verrons bien.

L'espace étudiant de l'Université de Lviv : lieu d'étude ou lieu de lutte ?

Priama Diia¹



Depuis six mois déjà, nous menons une campagne pour la création d'un espace étudiant, un lieu où nous, les étudiants, pourrions nous détendre, communiquer et étudier entre les cours. Au cours de cette campagne, nous avons traversé de nombreuses épreuves : discussions avec l'administration, pétitions, plaintes auprès du ministère de l'Éducation et de la Science, performances. Allons-nous atteindre notre objectif ? Et dans combien de temps ? Essayons de comprendre.

L'idée est venue lorsque nous avons remarqué que de nombreux étudiants, après les cours, pendant les pauses ou même pendant les cours en ligne, se rendaient dans des boulangeries coûteuses, s'asseyaient sur des bancs froids ou des escaliers inconfortables. La boulangerie Lviv Bakery, située à proximité de l'université, affiche même des panneaux demandant aux étudiants de ne pas rester plus de trente minutes.

Au printemps 2025, des élections ont eu lieu pour désigner le recteur. Roman Gladychovsky,

qui avait inscrit dans son programme l'agrandissement des espaces étudiants, a remporté les élections. Cela nous a semblé être une excellente occasion de résoudre le problème, nous sommes donc allés lui parler.

En effet, le nouveau recteur était ravi d'entendre parler de notre initiative. Nous avons organisé environ cinq réunions avec lui sur le thème de l'espace étudiant. Au cours de ces réunions, nous avons convenu que cet espace serait la grande salle n° 217, qui sert actuellement d'entrepôt près de la salle de spectacle. À sa demande, nous avons même préparé plusieurs visualisations en 3D et une liste des éléments nécessaires. Cependant, tout a changé cet été, lorsque le recteur a officiellement pris ses fonctions : les réunions ont cessé et il a cessé de communiquer avec nous.

Le désespoir face à l'échec n'est pas la stratégie de notre syndicat. Au contraire, nous continuons à nous battre, mais à un autre niveau. Nous avons donc commencé à recueillir des signatures pour une pétition visant à créer un espace étudiant dans l'amphithéâtre n° 217. En une semaine, nous avons recueilli 338 signatures en ligne et hors ligne, ce qui témoigne du grand intérêt des étudiants pour la question de l'espace étudiant. Après avoir envoyé la pétition au début de l'été, nous n'avons reçu de réponse qu'en août, ce qui enfreint directement la loi ukrainienne « sur les recours des citoyens », selon laquelle une réponse doit être fournie dans un délai maximum de trente jours ouvrables. Nous avons donc déposé des plaintes auprès du ministère de l'Éducation et de la Science et du médiateur pour l'éducation.

1. 11 novembre 2025.

La réponse tant attendue s'est avérée insatisfaisante : la proposition a été rejetée.

Il s'est avéré que la demande avait été transmise à la directrice du Centre culturel et de loisirs, Myroslava Bulatova. Nous l'avons rencontrée et avons appris qu'elle n'aimait pas notre idée, car la salle n° 217 est utilisée pour se changer pendant les représentations dans la salle de spectacle. Elle a proposé comme « compromis » la création d'un espace étudiant dans le sous-sol.

Plus tard, nous avons discuté avec les membres des groupes qui utilisent la salle n° 217 pour se changer, et il s'est avéré qu'ils ne le font que deux à trois fois par mois, et qu'ils sont souvent obligés d'y rester longtemps dans le froid. Ainsi, la création d'un espace étudiant contribuera au confort de ces étudiants, même s'il faut peut-être répartir le temps d'utilisation de l'amphithéâtre.

La situation était dans l'impasse, car l'administration ne faisait clairement aucun effort pour créer un espace étudiant, alors que nous avions déjà accompli toutes les démarches juridiques et communicationnelles nécessaires pour atteindre notre objectif. Nous avons décidé qu'il fallait faire quelque chose pour nous faire entendre et voir, alors nous avons aménagé un espace étudiant directement dans les escaliers !

Certains lisaient Franko², d'autres travaillaient sur leur ordinateur, d'autres encore faisaient

2. Ivan Iakovytych Franko (1856-1916) écrivain et poète ukrainien, critique littéraire et social, ethnographe, journaliste, économiste et fondateur du mouvement socialiste ukrainien du royaume de Galicie et de Lodomélie.



des performances artistiques et d'autres attendaient simplement que la pluie cesse. Les profs serraient la main des étudiants actifs, tandis que les gardes s'agitaient, ne sachant pas trop quoi faire. À un moment, le recteur lui-même est passé devant la manifestation, mais il est vite reparti sans rien dire.

Après plusieurs performances «dans les escaliers», l'administration nous a finalement invités, ainsi que les étudiants intéressés, à une réunion avec le recteur, la vice-rectrice, les présidents du conseil étudiant.

L'administration a proposé d'aménager un espace étudiant dans la salle d'exposition. Cependant, personne n'était d'accord avec cette idée, car cet espace ressemble davantage à un couloir qu'à un espace étudiant, puisqu'il n'est même pas possible d'y installer un projecteur. L'idée d'aménager cet espace à proximité du bâtiment principal a également été évoquée, mais les étudiants présents à la réunion étaient convaincus que l'espace étudiant devait être situé au cœur de l'université, accessible à tous.

Nous avons insisté pour utiliser l'amphithéâtre n° 217 ou un amphithéâtre similaire au deuxième étage, où se trouve actuellement le buffet pour les invités d'autres universités. À notre avis, l'espace étudiant ne doit pas être aménagé n'importe comment, en périphérie ou «derrière» l'université. Sinon, personne ne le connaîtra et il restera inutilisé, comme cela s'est produit avec l'espace Open space.

Bien sûr, nous pourrions accepter une salle d'exposition ou une autre salle périphérique, mais cela irait à l'encontre de notre objectif

initial: créer un espace étudiant de qualité et confortable.

Les négociations n'ont abouti à rien, nous avons donc poursuivi nos actions avec des rassemblements, attirant de plus en plus de monde. À un moment donné, les escaliers centraux étaient complètement remplis. La dernière «assemblée» a eu lieu le 2 octobre, avant la rencontre avec le recteur dans la salle de réunion, où il a promis d'organiser un vote général à la fin du mois d'octobre et une conférence afin d'impliquer le plus grand nombre possible d'étudiants dans la discussion.

Les paroles du recteur se sont avérées des mensonges: le vote général n'a pas eu lieu en octobre. Et la conférence étudiante sur l'espace étudiant, que Priama Diia a dû organiser seule, a été perturbée par une attaque de l'extrême droite.

L'avenir de l'espace étudiant reste incertain, malgré tous les efforts déployés au cours des six derniers mois. D'un autre côté, l'administration ne peut pas simplement «oublier» toutes les réunions et les promesses qu'elle a faites. Il y aura donc probablement une décision. Mais laquelle? Ils pourraient simplement créer un autre «espace» au sous-sol ou allouer une petite pièce dans l'un des départements.

Nous avons obtenu la reconnaissance de la nécessité de créer un espace étudiant, mais nous ne savons toujours pas à quoi il ressemblera exactement. C'est pourquoi nous continuerons à lutter pour obtenir un espace de qualité et confortable pour tous les étudiants du bâtiment principal.



PENDANT LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

Correspondants

13 OCTOBRE 2025

Ivano : en défense de la maison des artistes

Le 12 octobre, à l'occasion de la Journée des artistes, une action a été organisée à Ivano-Frankivsk en soutien à l'organisation régionale de l'Union nationale des artistes d'Ukraine, qui défend actuellement la propriété de ses locaux que la mairie réactionnaire d'Ivano veut saisir. Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées près de la Maison des artistes, rue Nejalejnosti, avec des affiches et des tracts. Elles ont scandé des slogans et chanté des chansons. Le conflit avec la mairie a éclaté début septembre. Volodymyr Kovaltchuk, un habitant de Frankivsk, est venu à l'événement parce que, selon lui, la Maison de l'artiste est importante non seulement pour les artistes. «Ce bâtiment a été construit pour les artistes et doit leur être utile. Il est également important pour moi car la réunion fondatrice du Mouvement populaire d'Ukraine s'y est tenue le 13 août 1989. Une plaque commémorative y est apposée. Ce lieu doit être au service du peuple, du peuple d'Ivano-Frankivsk», explique Volodymyr Kovaltchuk.



14 OCTOBRE 2025

Kharkiv : militante LGBTQ+ agressée

Le 11 octobre, un inconnu à Kharkiv a harcelé la co-organisatrice de KharkivPride et KyivPride, la militante LGBTQ+ Vira Tchernyhina. Un homme inconnu a commencé à poursuivre la militante à la station de métro Levada lorsqu'il a remarqué des symboles arc-en-ciel sur ses vêtements, selon un rapport de KharkivPride. Il a demandé à Vira Tchernyhina si elle était LGBT, ajoutant qu'il était d'extrême droite. Il a ensuite commencé à la menacer. «Et si je te baise tout de suite? Et si je te tire dessus?», après quoi il a pointé un engin inconnu ressemblant à un pistolet sur la militante. Selon Vira Tchernyhina, l'homme a bloqué le passage, l'empêchant de partir, et a continué à la poursuivre lorsqu'elle a tenté de prendre la direction opposée. Lorsque la militante a crié pour appeler la police, l'homme a pris la fuite. La militante n'a pas été blessée.

21 OCTOBRE 2025

Sous les drones Shahed, salaire de misère

Le personnel médical de l'établissement public Hôpital central régional de Shostka [*oblast de Soumy*] tire la sonnette d'alarme. Est-il possible de survivre avec un salaire de misère? Selon les professionnelles de santé, leur salaire a encore été réduit de 20 % le mois dernier. Les médecins quittent la région, et il existe désormais un risque réel que Chostka se retrouve sans personnel médical moyen. Ces femmes courageuses travaillent dans des conditions

extrêmement difficiles, sous les bombardements constants des drones Shaheds, au péril de leur vie, mais elles ne quittent pas leur poste.

[Syndicat indépendant du personnel soignant Soyez comme nous sommes](#)

22 OCTOBRE 2025

Jumelles syndicales

L'Association juridique Favorit de Kryvyi Rih qui fait partie de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), aide non seulement nos membres – travailleurs et vétérans – à lutter pour la justice dans les conflits du travail avec les employeurs et à gagner des affaires devant



les tribunaux, mais ne rompt pas non plus les liens avec les militants syndicaux qui sont allés défendre le pays contre l'invasion de l'ennemi russe, et les soutient activement et efficacement. «Avec les fonds de l'Association des avocats, nous avons acheté et remis des jumelles modernes et puissantes Nikon Aculon A211 10-22x50mm Zoom à notre compatriote, chef de la branche primaire du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NPGU) de PJSC «Sukha Balka», explique le syndicat. Serhiy Barabachuk, qui combat actuellement les envahisseurs au front et qui, dans une vie paisible, défendait activement les droits des employés de l'entreprise», a déclaré Oleksandr Motuz.

[Confédération syndicale KVPU](#)

23 OCTOBRE 2025

Tchernobyl : les retraités toujours mobilisés

Le 22 octobre, à Korosten, dans l'oblast de Jytomyr, des retraités de Tchernobyl ont organisé un rassemblement devant le conseil municipal pour exiger le rétablissement des prestations sociales et l'annulation de la vérification des certificats de Tchernobyl, qu'ils jugent illégale. Selon les manifestants, les normes législatives sont violées et leurs appels restent sans réponse. Natalia, l'une des participantes au rassemblement, a déclaré que les habitants de Tchernobyl se battent pour leurs droits depuis deux ans. «Nous nous rassemblons autour du sujet le plus douloureux : Tchernobyl. Nous sommes en guerre contre nos autorités, qui violent la loi à tous les niveaux. Les appels sont nombreux,

mais sans résultat. Tous les programmes sociaux destinés aux survivants de Tchernobyl, afin de préserver la population touchée, sont systématiquement détruits», a déclaré Natalia.

Privatisation illégale de refuge

Dans le district d'Ouman, un refuge accaparé par une entreprise locale a été restitué à l'État par décision de justice. Le tribunal a déclaré sa privatisation illégale. Selon l'enquête, l'abri a une superficie de 44 mètres carrés. L'abri, qui aurait pu protéger les employés de l'entreprise, a été illégalement aliéné et transformé en propriété privée. «Après avoir établi le fait de la vente illégale de biens de l'État, le parquet régional de Tcherkassy a déposé une plainte auprès du tribunal pour récupérer sur une propriété privée un bâtiment de la défense civile d'une superficie de 44 mètres carrés, situé dans le district d'Ouman.»

24 OCTOBRE 2025

Extrême droite contre étudiants

Au cours d'une réunion des jeunes inconnus ont commis un acte de provocation. Une trentaine d'étudiants, dont certains n'étaient pas membres de Priama Diia, syndicat étudiant, ont été retenus de force dans l'amphithéâtre n° 216 pendant la discussion sur la création d'un espace étudiant.

Les individus à l'origine de la provocation se sont présentés comme des «opposants au mouvement LGBT» et ont fait à plusieurs reprises le salut nazi, bien que l'événement fût consacré à l'espace étudiant et n'abordât aucun

sujet politique. Ils ont également précisé qu'ils n'étaient pas étudiants à l'université.

Les militants d'extrême droite se sont affrontés avec les agents de sécurité, les représentants de l'administration et les étudiants, avant d'être arrêtés par la police. Au cours de l'incident, ils ont sorti un couteau et une bombe lacrymogène, et plusieurs participants ont été blessés par des coups.

Nous sommes indignés par le fait que le président du conseil étudiant de la faculté des relations internationales, Denis Krestynitch, se trouvait parmi les agresseurs, les a ouvertement soutenus et leur a serré la main.

La violence n'a pas sa place à l'université. Nous appelons le conseil étudiant de l'Université nationale de Lviv à réagir aux actions de son collègue de la faculté des relations internationales, car il a mis en danger la sécurité de dizaines d'étudiants.

Il ne s'agit pas seulement de la sécurité des participants de Priama Diia, mais de celle de tous les étudiants et employés de l'université.

[Priama Diia](#)

6 NOVEMBRE 2025

Contestation à Poltava

Dans le centre de Poltava, des retraités et des anciens représentants des forces de l'ordre ont bloqué la circulation. Ils ont agi ainsi car, selon eux, leurs retraites ne sont pas versées intégralement. Les retraités militaires exigent que leurs pensions soient recalculées, contrairement aux décisions du Conseil des ministres qui limitent le montant des pensions des militaires. Selon



les manifestants, le Fonds de pension affirme que la réduction des paiements, y compris pour les forces de l'ordre, est due à un manque de fonds dans le budget.

Droit à l'avortement

En juin dernier le conseil municipal d'Ivano-Frankivsk avait voté un appel demandant aux autorités d'interdire l'avortement en Ukraine. La raison principale invoquée était la démographie du pays. Il évoquait également que «la préservation du patrimoine génétique du peuple ukrainien était une obligation de l'État». Immédiatement Khrystyna Stavnytcha, une habitante d'Ivano-Frankivsk, lançait une pétition contre cet appel. «Ma position est la suivante: les femmes ne doivent pas être privées de leur droit de vote et de leurs droits fondamentaux. Frankivsk n'est pas un trou noir. Le fanatisme religieux ne peut pas l'emporter sur le bon sens ici», expliquait-elle. De son côté, en août 2025 l'organisation féministe Марш Жінок (Marche des femmes) décidait de poursuivre en justice le conseil municipal d'Ivano-Frankivsk pour son appel visant à interdire l'avortement. Quelques mois plus tard, le 5 novembre, l'organisation féministe annonçait sa victoire devant les tribunaux: «Le tribunal administratif régional d'Ivano-Frankivsk a annulé la décision du conseil municipal qui appelait en fait à l'interdiction de l'avortement. Il s'agit de la première décision judiciaire en Ukraine qui confirme que: les autorités locales ne peuvent pas s'immiscer dans les droits reproductifs; les droits des femmes sur leur propre corps font partie des libertés constitutionnelles; les déclarations politiques

ne peuvent pas restreindre l'accès aux services médicaux.»

13 NOVEMBRE 2025

Indignation à Marioupol

«L'indignation est à son comble»: dans la ville temporairement occupée de Marioupol, la confiscation des logements des habitants s'intensifie. Les appartements où vivent des familles sont désormais inscrits sur les listes des «biens sans propriétaire». Des personnes indignées se sont rassemblées devant le bâtiment du service municipal du logement, où elles doivent prouver leur droit de propriété sur leur logement. Les habitants de Marioupol affirment que l'administration locale d'occupation «confisque» illégalement les appartements.

[Conseil municipal de Marioupol \(en exil\)](#)

14 NOVEMBRE 2025

Les proches des soldats de la 102^e brigade ont manifesté à Frankivsk

Ils se sont rassemblés pour la deuxième fois devant le bâtiment administratif d'Ivano-Frankivsk. Lesya Verdech, participante au piquet, est venue de Kolomyia. Elle explique que son frère et son beau-frère combattent dans la 102^e brigade. «Qu'ils aillent à la rencontre de la population, qu'ils nous disent où sont nos hommes. Qu'ils nous expliquent ce qu'ils font pour les mettre en sécurité. Les gens sont épuisés, ils subissent des bombardements incessants depuis trois semaines. Nous nous battons pour eux, pour leurs vies, tout comme ils

se battent pour les nôtres depuis plus de trois ans», déclare Lesya Verdech. Les chefs adjoints de l'information militaire régionale sont venus à la rencontre de la population. «Notre dernière réunion était due à un problème concernant le 5^e bataillon. Ce problème est désormais résolu : le bataillon a été retiré. Des représentants de la brigade, de la direction régionale Ouest et du commandement des Forces de défense territoriale seront présents à la prochaine réunion. Les points que nous aborderons seront précis et nous ne pourrons les évoquer que de manière générale», a déclaré Volodymyr Babanin. Plus de 150 personnes ont signé une pétition. Lesya Verdech a déclaré : «En l'absence de réponse, nous adresserons un appel aux autorités supérieures.»



15 NOVEMBRE 2025

Faute de goût

À Zaporijjia, le département municipal des politiques relatives aux anciens combattants a invité ces derniers, les membres de leur famille et les familles des soldats tombés au combat à la pièce *La veuve joyeuse* au Théâtre musical. L'épouse du soldat décédé, Maryna Avotytny, estime que les invitations à des spectacles aux titres similaires minimisent la douleur des femmes endeuillées. De son côté, le théâtre a souligné que le spectacle n'avait aucun lien avec l'actualité. Le Département aux anciens combattants a lui-même présenté ses excuses pour la publication d'un spectacle au titre ambigu. «Personnellement, je suis profondément contrariée, car cela pourrait amener les gens à

considérer que nous ne vivons pas notre perte aussi intensément qu'il n'y paraît. En effet, de l'extérieur, on pourrait penser que nous ne souffrons plus, que nous allons mieux, mais en réalité, cette douleur est toujours présente en nous, elle ne s'estompe pas. On a l'impression qu'on nous a jeté de la boue dessus», a déclaré une autre veuve de guerre.

Attaques sociales contre les enseignants

La commission de l'éducation, des sciences et des innovations de la Verkhovna Rada d'Ukraine, dans son avis relatif au projet de loi ukrainien «Sur le budget de l'État ukrainien pour 2026», a proposé de mettre fin aux contrats de travail à durée indéterminée du personnel enseignant et conclure avec eux des contrats de travail d'une durée d'un à cinq ans, et licencier ceux qui ne consentent pas à ces conditions de travail... La charge de travail pédagogique standard d'un enseignant est passée de 18 à 22 heures d'enseignement par semaine, ce qui menace de réduire de 22,2 % les salaires des enseignants et, par conséquent, de licencier plus de 70 000 enseignants. Des modifications ont été proposées qui entraîneront une réduction des primes d'ancienneté pour les enseignants ayant entre dix et vingt ans d'expérience. Les enseignants ayant entre cinq et six ans d'expérience sont privés de leur droit à ces primes.

Confédération syndicale FPU

16 NOVEMBRE 2025

Pour des coupures de courant équitables

Une action intitulée «Pour des coupures de courant équitables» s'est déroulée à Zaporijjia. Des manifestants se sont rassemblés le 14 novembre près de l'administration régionale, puis ont bloqué la route et exigé une révision des horaires de coupure. Ihor, un habitant de Zaporijjia, qui a été le premier à arriver au rassemblement, a déclaré qu'il exigeait des coupures de courant plus courtes: «Ce qui se passe à Zaporijjia est tout simplement honteux et déshonorant. Nos soldats nous protègent, et nos familles restent chez elles, transies de froid. Si nous restons silencieux... Il faut agir, trouver un accord. Voilà le temps qu'il fait, et s'il gèle, comment survivre? Nous comprenons cette guerre, nous comprenons que des missiles tombent, mais ce n'est pas acceptable. Si c'était l'été, nous supporterions. Et maintenant, c'est l'hiver...» Le Conseil régional de défense a examiné la question de «l'équité dans l'application des calendriers de coupures horaires». Le chef de l'administration militaire régionale, Ivan Fedorov, a déclaré que cette situation était injuste.

17 NOVEMBRE 2025

Les mineurs de la région de Lviv réclament le paiement de leurs salaires

Bien que nous soyons déjà dans la seconde moitié du mois de novembre, les employés de l'entreprise d'État «Lvivvugol», dont les unités de production abritent des sections principales du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine

(IPMU-KVPU), n'ont reçu que 57 % de leur salaire d'octobre... Dans leur appel, les syndicats de mineurs de la région de Lviv soulignent à juste titre que les mineurs ne doivent pas devenir les otages des processus politiques, des fluctuations et des luttes internes. «Le retard de paiement des salaires provoque une vague d'indignation parmi les travailleurs», indique l'appel. «L'hiver approche et l'argent gagné par les mineurs est absolument indispensable à eux et à leurs familles.»

[Confédération syndicale KVPU](#)

20 NOVEMBRE 2025

Agression homophobe à Zaporijjia

Hier, le 19 novembre, à Zaporijjia, un nouvel incident d'intimidation et d'entrave aux activités éducatives visant à soutenir la communauté LG-BTI+ s'est produit. La coordinatrice de la représentation régionale d'Insight à Zaporijjia devait donner une conférence sur le thème «Surmonter les préjugés et les stéréotypes à l'encontre des membres de la communauté LGBTI+ » à l'université nationale de Zaporijjia, à l'invitation de l'établissement lui-même. L'événement a été perturbé par un groupe d'hommes qui ont bloqué l'accès à la salle aux auditeurs intéressés, ont exercé une pression psychologique sur eux et ont retenu les personnes présentes dans la salle.

[Insight LGBTQ NGO](#)

Le personnel soignant s'oppose à la réduction du nombre d'hôpitaux en temps de guerre

Soyez comme nous sommes¹



Le syndicat ukrainien du personnel soignant *Soyez comme nous sommes* a organisé à Vinnytsia une conférence consacrée aux risques liés à la réduction du nombre d'établissements médicaux en temps de guerre. L'accent a été mis sur la réorganisation des établissements de lutte contre la tuberculose.

Selon Oksana Slobodyana, présidente de *Soyez comme nous sommes*, son organisation poursuit son combat pour la médecine ukrainienne, le personnel soignant et les patients. Elle a souligné qu'il y avait une pénurie importante d'infirmières en Ukraine, alors que le nombre de patients augmente en raison de la guerre et du vieillissement de la population. Elle a donc critiqué les tentatives des autorités de réduire le réseau hospitalier par le biais d'une réorganisation.

«Je pense que les hôpitaux qui, selon les autorités, ne sont pas rentables ou ne fournissent pas des soins de qualité suffisante, doivent être

restructurés. Cependant, il ne faut en aucun cas les fermer ou les détruire, car cela entraînerait la perte de personnel médical qualifié», a souligné Oksana Slobodyana.

De son côté, l'infirmière Irina Slatvytska, qui avec ses collègues s'oppose depuis plus de deux ans à la réorganisation du centre clinique régional de traitement et de diagnostic de la tuberculose et des maladies pulmonaires de Zaporijjia, a souligné qu'à partir du mois d'octobre, leur établissement serait rattaché à un dispensaire psychoneurologique. Cela limitera considérablement les capacités de l'établissement, qui réalise actuellement 150 à 200 interventions chirurgicales diverses par an sur des patients atteints de formes graves de tuberculose. Depuis le début de l'invasion à grande échelle, il est devenu le seul service de la région Sud-Est où les patients atteints de tuberculose peuvent bénéficier d'un traitement chirurgical. Selon elle, la perte de ce personnel lors de la réorganisation augmente les risques de propagation de la tuberculose tant parmi les civils que parmi les militaires, ce qui aura un impact sur la capacité de défense de l'État.

De son côté, une autre employée du centre de pneumologie de Zaporijjia, Iryna Boronylo, a souligné que la législation prévoit qu'en cas d'état d'urgence, aucune réorganisation du réseau des établissements médicaux ne doit être effectuée dans les zones frontalières et occupées. Cependant, les dirigeants de Zaporijjia ignorent cette règle. En outre, il existe une loi spéciale sur le service antituberculeux, de sorte que même dans le cadre d'une fusion, les autres

1. 3 novembre 2025.

établissements médicaux auraient dû se joindre à leur centre, et non l'inverse.

Pour sa part, Roksolana Lemik, juriste du mouvement médical Soyez comme nous sommes, a rappelé que l'article 49 de la Constitution ukrainienne stipule que la santé est garantie par l'État.

«Cependant, avec une telle liquidation, ma santé, votre santé, la santé de n'importe qui est remise en question, car l'État, par ses actions, remet en question le respect de cet article 49», souligne la juriste.



Les soignantes victimes de bombardements ne reçoivent pas leurs indemnités

Olena Tkallitch¹

Le personnel médical ukrainien, malgré les normes du droit international humanitaire, est régulièrement exposé aux attaques russes. Près de 200 ont perdu la vie. L'État prévoit que ce risque doit être indemnisé : en cas de blessures, le personnel médical a droit à des indemnités pouvant atteindre 800 000 UAH, et en cas de décès, leurs familles devraient recevoir un million. Cependant, dans la pratique, peu y parviennent. Socportal a cherché à comprendre pourquoi.

Pourquoi la loi fonctionne-t-elle mal ?

La loi ukrainienne «Sur l'aide financière forfaitaire pour les dommages causés à la vie et à la santé des travailleur·euses des infrastructures critiques, des fonctionnaires et des représentants des autorités locales à la suite de l'agression militaire de la Fédération de Russie contre l'Ukraine» (n° 2980) prévoit :

1. Olena Tkallitch, journaliste, rédactrice en chef de l'agence d'information Socportal qui a publié cet article (15 octobre 2025). Traduction Patrick Le Tréhondat.



En cas d'invalidité d'un·e travailleur·euse médical·e, une somme comprise entre 800 000 et 200 000 UAH est versée en fonction de la gravité, et en cas de décès d'un soignant à la suite d'une attaque russe, sa famille a droit à un million de hryvnias. Ces droits s'appliquent également aux autres travailleur·euses des infrastructures critiques, notamment les travailleur·euses du secteur de l'énergie, les cheminot·es et les employé·es des entreprises de défense.

Cependant, la loi mise en œuvre est inefficace en raison d'obstacles bureaucratiques : en mai, 60 % des demandes ont été rejetées. Et ce, malgré l'allocation d'un budget distinct pour les

indemnités versées aux victimes, qui reste largement inutilisé. En effet, les paiements doivent être effectués par la Caisse de retraite ukrainienne. Conformément à la procédure établie, celle-ci exige que l'entreprise ou l'institution où travaillait l'employé·e blessé·e ou décédé·e soit inscrite dans un registre spécial des infrastructures critiques. Si l'entreprise n'y figure pas (et la plupart d'entre elles n'y figurent pas, car la procédure d'inscription est peu coordonnée et compliquée), les blessé·es ou les familles des victimes se voient refuser l'indemnisation. Il est absurde que la Caisse de retraite ne considère pas une usine de chars comme une infrastructure critique. Ou qu'elle refuse de verser une indemnisation au commandant de bord des

transports d'évacuation, qui a été décoré du titre de « Légende nationale de l'Ukraine » par le président Zelensky.

La situation des travailleur·euses de la santé ne fait pas exception : au début de l'année 2025, on dénombrait 194 décès parmi les professionnel·les de santé civils. Interrogé par Socportal, le ministère de la santé a refusé de fournir des données indiquant si toutes les victimes étaient en service au moment des faits, ainsi que le nombre de membres du personnel médical devenus invalides à la suite des bombardements russes. Cependant, les registres des tribunaux font état d'un nombre croissant de cas où des familles ont décidé de faire appel de la décision du Fonds de retraite de refuser de verser des millions de hryvnias à titre d'indemnisation.

Combien de soignant·es font valoir leur droit à une indemnisation devant les tribunaux ?

Le 14 juillet 2022 est l'un des jours les plus sombres pour l'Ukraine. Ce jour-là, 29 personnes ont été tuées lors d'une frappe russe sur Vinnitsa, parmi lesquelles trois enfants, dont Liza, âgée de 4 ans, qui avait joué dans une vidéo de Noël réalisée par Olena Zelenskaya. Le centre médical Neuromed se trouvait dans l'épicentre de l'impact. Un garçon de 7 ans y a trouvé la mort avec sa mère, ainsi qu'une autre personne. Son fils de 8 ans a été gravement brûlé et a subi plus de 30 opérations. Parmi les employé·es du centre médical, quatre personnes sont décédées : un administrateur, un directeur, un neurologue pédiatrique et un neurologue.

Pourquoi les ukrainiens victimes des bombardements ne reçoivent-ils pas les indemnités auxquelles ils ont droit ?

La famille du neurologue a demandé une indemnisation à la Caisse de retraite, mais sa demande a été rejetée car l'établissement médical ne figurait pas dans le registre des infrastructures critiques. La famille a donc décidé de se battre devant les tribunaux pour obtenir le droit à une indemnisation légale. Il convient de noter que, même si Neuromed est un établissement médical privé, le tribunal a estimé que, compte tenu de son activité principale, il appartenait, sur la base de la résolution n° 1109 du Conseil des ministres ukrainien du 9 octobre 2020, au secteur des infrastructures critiques « Santé », malgré l'absence d'inscription correspondante dans le registre des installations. Il a confirmé le droit de la famille du médecin décédé à recevoir des indemnités. Autre exemple : le 15 mars 2024, 21 personnes ont été tuées à Odessa à la suite de bombardements russes, et plus de 70 autres ont été blessées. Parmi les victimes figurait un ambulancier paramédical de la brigade d'ambulances du Centre régional d'Odessa pour les soins médicaux d'urgence et la médecine de catastrophe. Le médecin et le chauffeur de sa brigade ont été blessés. L'épouse du médecin décédé a demandé à bénéficier des prestations prévues par la loi n° 2980, mais sa demande a été rejetée par la FIU [Caisse de retraite ukrainienne] au motif que, paradoxalement, l'ambulance n'était pas considérée comme une infrastructure critique. Dans cette affaire, le tribunal a également donné raison à la famille,



affirmant que les établissements de santé sont par défaut des infrastructures critiques. De plus, dans ce cas précis, l'établissement de santé figurait même dans le registre des infrastructures critiques. On peut se demander pourquoi, dans un tel cas, la Caisse de retraite a tout de même tenté de refuser le versement d'une indemnité à la famille. Elle n'a toujours pas versé d'indemnité à la femme et conteste la décision en appel. Un autre cas est celui du bombardement de l'hôpital clinique de la ville de Kherson le 1^{er} août 2023. Un médecin ORL a été mortellement blessé. Une infirmière qui souffrait d'un traumatisme à la mâchoire a reçu des soins médicaux, a déclaré à l'époque l'administration militaire régionale. Finalement, la femme, qui travaillait comme infirmière en chef dans le service d'oto-rhino-laryngologie, a été classée dans le groupe II d'invalidité. Elle a quitté son emploi à l'hôpital et a demandé au Fonds de pension le versement d'une indemnité en vertu de la loi n° 2980, qui garantit le versement de 500 000 UAH. Cependant, la Caisse de retraite a refusé le paiement, invoquant à nouveau le fait que l'hôpital ne figurait pas dans le registre des infrastructures critiques. Dans cette affaire, le tribunal a également fait référence au fait que tous les établissements médicaux constituent des infrastructures critiques. Il a également noté que l'administration de l'hôpital clinique de la ville de Kherson préparait un dossier pour le ministère ukrainien de la santé, afin que l'établissement soit identifié et classé comme infrastructure critique. La Caisse de retraite fera à nouveau appel de cette décision. Enfin, il convient de mentionner le bombardement de Kyiv le 8 juillet 2024.

Trente-trois personnes ont été tuées, dont cinq enfants. Les Russes ont pris pour cible deux établissements médicaux: l'hôpital pour enfants Ohmatdyt, où un visiteur et un médecin ont été tués, et la maternité privée Adonis, où quatre patientes et cinq employé-es, dont une caissière, deux infirmières, un médecin échographiste et un gynécologue-obstétricien, ont été tué-es. On ignore si les familles des travailleur-euses décédé-es ont intenté une action en justice pour obtenir des prestations au titre de la loi n° 2980. Cependant, l'affaire Adonis a eu un certain retentissement. La Caisse de retraite a refusé de verser au mari de l'infirmière décédée l'aide accordée en cas de décès sur le lieu de travail et à toutes les personnes assurées, qu'elles appartiennent ou non à une infrastructure critique. Ces montants sont moins élevés, pouvant atteindre 320 000 UAH. La Caisse de retraite a refusé de verser ces indemnités, remettant en question le fait que la défunte et ses proches formaient réellement une famille. Dans ce cas, le refus a été fondé sur le fait que le mari et l'infirmière décédée avaient des permis de séjour différents. On sait que l'homme a intenté un procès contre la Caisse de retraite.

Les lacunes du ministère de la santé

Comme indiqué, la Caisse de retraite ukrainienne refuse les paiements en vertu de la loi n° 2980 principalement parce que l'entreprise où les travailleur-euses ont été tué-es ou blessé-es ne figure pas dans un registre spécial des infrastructures critiques. Dans les exemples ci-dessus, les tribunaux font appel au bon sens, arguant qu'aucun registre n'est nécessaire pour

prouver que les centres médicaux, même privés, sont des infrastructures critiques.

Cependant, tout le monde ne saisit pas la justice en cas de refus de la FIU. La situation serait beaucoup plus simple si tous les centres médicaux étaient inscrits au registre. Et c'est la tâche du département compétent, à savoir le ministère de la santé. Les établissements de santé doivent préparer les documents nécessaires à leur inscription, et le ministère de la santé doit les soumettre au Service national des communications spéciales, qui est chargé du registre.

D'après les données du ministère dont dispose Socportal, on sait qu'en mai 2025, le ministère avait inscrit 268 infrastructures critiques du secteur de la santé. Or, l'Ukraine compte plus d'un millier d'hôpitaux et deux mille polycliniques.

Le ministère de la santé a également indiqué qu'en mai, il avait connaissance de cas de décès ou de blessures de soignant·es dans deux centres médicaux inscrits au registre des infrastructures critiques. Ces incidents se sont produits dans l'exercice de leurs fonctions. Il s'agit de Kherson, où une personne est décédée et 30 autres ont été blessées, et de Kyiv, où une personne a été tuée et 30 autres blessées.

À Kyiv, selon le ministère, les victimes ou les membres de leur famille n'ont pas demandé au Fonds de retraite le versement des indemnités prévues par la loi n° 2980.

À Kherson, les membres de la famille du défunt ont demandé le versement de ces indemnités, mais leur demande a été rejetée. Le ministère de la santé ne dispose d'aucune information sur les motifs de ce refus. En d'autres

termes, il n'existe pas d'enregistrement centralisé de tous les établissements médicaux, pas de suivi des soignant·es blessé·es qui ont demandé des indemnités, et encore moins de soutien juridique de la part du ministère de la santé. Que faire pour les professionnels de santé concernés ou leurs familles ?

Pour s'assurer que les paiements prévus par la loi n° 2980 seront effectués, les professionnel·les de santé peuvent demander à tout moment à leur centre médical et au ministère de la santé si leur centre médical est inscrit au registre des infrastructures critiques. Cela peut se faire par le biais d'un recours personnel en vertu de la loi «sur l'accès à l'information publique». La demande doit être envoyée par écrit aux adresses officielles ou aux adresses électroniques du centre médical et du ministère.

Cela peut également être fait par le syndicat du centre médical. Si un simple fonctionnaire peut théoriquement être réticent à fournir ces informations, invoquant les risques liés à la loi martiale, le syndicat dispose de pouvoirs plus étendus, notamment en matière de protection sociale des travailleur·euses.

Si un événement tragique s'est déjà produit et que la Caisse de retraite refuse, invoquant l'absence du centre médical dans le registre, il est recommandé de saisir la justice. Comme le montrent les cas ci-dessus, les tribunaux considèrent généralement tous les établissements médicaux, même privés, comme des infrastructures essentielles. Il est également important que la demande soit déposée au plus tard trois ans après la survenue de l'événement tragique. Dans le cas contraire, la FIU pourrait la rejeter.

Bien que cette norme soit extrêmement injuste, la loi n° 2980 n'a été adoptée qu'en 2023 et le registre n'a commencé à être rempli qu'en 2024. Cela signifie que les victimes de la tragédie survenue en 2022 pourraient désormais perdre leur droit à des indemnités.

Actuellement, la commission compétente de la Verkhovna Rada débat de la manière de modifier la loi n° 2980 afin de garantir le versement des indemnités à toutes les victimes. Parmi les propositions figurent la suppression de la limitation à trois ans, ainsi que la prise en compte des institutions ou des établissements comme des infrastructures critiques en raison de la nature de leurs activités, plutôt que de leur inscription au registre.

C'est ce principe qui a conduit les tribunaux à considérer tous les centres médicaux comme appartenant au secteur des infrastructures critiques «Santé». Une telle approche serait dans l'intérêt non seulement des professionnel·les de la santé, mais aussi des employé·es de toutes les autres entreprises dont le travail est essentiel pour l'État.



SOLIDARITÉ
INTERNATIONALISTE

Pas de paix sans l'Ukraine, pas de paix contre l'Ukraine !

Comité français du RESU

Le 21 novembre, Donald Trump a proposé un « plan de paix » en 28 points. Il paraît avoir été écrit en Russie, sous la dictée de Vladimir Poutine. Ce plan reprend les principales exigences formulées par la Russie depuis le printemps 2022, dont :

- la reconnaissance *de facto* de l'annexion de la Crimée, de tout le Donbass, y compris les territoires non conquis par les troupes russes, et le gel des frontières à Zaporijjia et Kherson ;
- la démilitarisation de l'Ukraine par la réduction de la quasi-moitié de ses effectifs militaires et l'interdiction pour l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN ;
- l'absence de garanties de sécurité pour l'Ukraine, si ce n'est un « Il est attendu que la Russie n'envahisse pas les pays voisins... » ; aucune troupe de l'ONU ou d'une coalition européenne agréée par l'ONU ne pourrait stationner en Ukraine pour garantir un cessez-le-feu puis le respect des frontières ;
- la levée des sanctions contre la Russie, son retour au G8 et l'amnistie totale pour les crimes de guerre, les parties s'engageant à ne faire ni réclamations ni à examiner aucune plainte à l'avenir !

Dans un cynisme consommé, le point 1 du plan affirme : « La souveraineté de l'Ukraine sera

confirmée. » Mais quelle souveraineté quand, au mépris du droit international, l'État agresseur, la Russie, est légitimé dans ses conquêtes territoriales relevant d'un crime de guerre ? Quelle souveraineté quand les garants de la sécurité sont ceux qui ont bafoué les accords de Budapest de 1994, renouvelés en 2009 dans le cadre des traités Start protégeant l'Ukraine de toute agression en échange de sa dénucléarisation ?

En prédateur triomphant, Trump en profite pour demander d'encaisser les bénéfices des avoirs russes gelés qui seront investis et réclame 100 milliards de dollars à l'Europe pour la reconstruction de l'Ukraine.

Trump pose un ultimatum au président Zelensky pour qu'il signe ce plan qui, malgré ses hypothétiques modifications envisagées, n'est qu'une capitulation devant les intérêts impérialistes de Trump et Poutine.

Depuis bientôt quatre ans, les Ukrainien·nes se battent pour leur souveraineté, pour la liberté de leurs choix politiques, économiques, diplomatiques et militaires. Ils et elles se battent aussi pour leurs acquis et droits sociaux et contre la corruption. Ce sont ses syndicats, organisations, collectifs féministes, de jeunes que le Comité français du RESU soutient dans leurs luttes quotidiennes et contre l'envahisseur russe.

Une paix juste et durable doit prendre en compte ces exigences du peuple ukrainien et c'est à l'Ukraine, avec l'appui de ses alliés, de la négocier. Toutes les forces attachées au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doivent impulser une mobilisation populaire en Europe et dans le monde pour refuser le diktat des compères et complices Trump-Poutine.



Des syndicats ukrainiens à la 6^e rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Christian Mahieux¹



Près de 200 syndicalistes mandaté·es par des organisations syndicales, des collectifs syndicaux ont participé à cette rencontre, du 13 au 16 novembre. Ils et elles venaient de Palestine, d'Ukraine, du Brésil, du Pakistan, de Côte d'Ivoire, d'Italie, d'Argentine, de Centrafrique, de l'État espagnol, du Venezuela, du Sénégal, de France, de Pologne, de Grande-Bretagne, de Colombie, du Portugal, de l'Équateur, des États-Unis d'Amérique, d'Allemagne, de Suisse... Les syndicats du Soudan, du Bénin, du Togo, de la DR Congo et du Burkina Faso qui devaient participer n'ont pu le faire faute de visa². Cette

participation de militantes et militants de divers continents est rendue possible par la mise en place d'un fonds de solidarité alimentée par les organisations européennes et nord-américaines. La conclusion du manifeste qui fonde l'appartenance au Réseau est claire : « Un réseau du syndicalisme combatif, de luttes et démocratique, autonome, indépendant des patrons et des gouvernements, anticapitaliste, féministe, écologiste, autogestionnaire, internationaliste, construisant le changement par les luttes collectives, combattant toutes les formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie, etc.) ». Mais tout aussi important est le souci que ce syndicalisme internationaliste ne se limite pas à des discussions générales, mais s'ancre dans les pratiques quotidiennes ; d'où la volonté de mettre en avant le travail par secteur professionnel, celui-ci s'entendant comme partie intégrante du syndicalisme interprofessionnel.

Ces journées ont permis d'organiser des réunions par secteurs professionnels. D'autres temps ont été consacrés à approfondir les discussions autour de thèmes transversaux. Deux débats ont été organisés en séance plénière ; le premier à propos du syndicalisme en temps de guerre, avec les camarades de Palestine et d'Ukraine ; les représentants de la Coordination des professionnels et syndicats soudanais devaient également animer cette soirée, mais aucun n'a pu obtenir de visa ; le second débat, introduit notamment par des représentants de

participation au dernier moment.

1. Christian Mahieux est membre de l'Union syndicale Solidaires. Il coanime le Réseau international de solidarité et de luttes, participe aux Brigades éditoriales de solidarité et au Comité français du RESU.

2. Ce fut aussi le cas de militants et militantes du Sénégal et du Pakistan. Le NGWF du Bangladesh a dû annuler sa

syndicats de base italiens³ et une représentante du syndicat du métro de Buenos Aires⁴, portait sur les réponses syndicales à la montée de l'extrême droite. Enfin, diverses motions ont été approuvées, en soutien à des luttes syndicales et populaires ou pour dénoncer des répressions.

Trois syndicats ukrainiens étaient représentés

- Priama Diia, syndicat d'étudiants et étudiantes, représenté par Katya Gritseva ;
- Soyez comme nous sommes, syndicat du secteur médical, représenté par Yulia Lipitch-Kotchirka et Oksana Slobodyna ;
- l'union régionale KVPU de Kryvyi Rih, représentée par Yuriy Samoylov.

Ne pouvant se rendre en Italie, la section locale de Krivih Rih du syndicat des cheminots de la KVPU avait adressé un message de son président, Vyacheslav Fedorenko.

Pour les quatre camarades d'Ukraine, ce

3. La participation de nombreux «syndicats de base» italiens est un événement et s'inscrit dans le travail unitaire mené par certains d'entre eux depuis quelque temps. Étaient présents à cette rencontre du Réseau : Confederazione Unitaria di Base (CUB), Sindacato Intercategoriale Cobas (SI COBAS), Unione Sindacale Italiana (USI), Sindacato Autorganizzato Lavoratori Cobas (SIAL-COBAS), Associazione Diritti Lavoratori dei Comitati di Base (ADL COBAS), COBAS Scuola Sardegna (COBAS Sardegna), Sindacato Generale di Base (SGB) et Coordinamento del Precariato Universitario (CPU - Siena).

4. Asociación Gremial de Trabajadores del Subterráneo y Premetro, Buenos Aires, affilié à la Central de Trabajadores de la Argentina de los trabajadores (CTA-T). Au printemps dernier, l'Union syndicale Solidaires avait organisé une tournée de réunions publiques en France avec un autre camarade de ce syndicat.

fut l'occasion de rappeler en direct à des syndicalistes de différents continents la situation sur place, mais aussi de participer pleinement à la construction d'un réseau syndical international, à travers les réunions par secteurs professionnels (éducation, industrie, santé-social) ou thématiques. La séance plénière consacrée aux pays en guerre a été un moment fort. Ces quatre jours ont permis de nombreux échanges, quelques mises au point quand deux syndicats italiens paraissaient oublier le peuple ukrainien, les syndicalistes ukrainien·nes, dans leurs interventions à propos d'impérialisme, de blocs militaires, d'économies de guerre (sujets par ailleurs bien présents dans le manifeste adopté par le Réseau).

Sur son site, Soyez comme nous sommes a rendu compte, au retour de ces rencontres :

Soyez comme nous sommes a participé à la conférence du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Cette organisation internationale s'oppose à la réduction des droits du travail et sociaux, est en faveur de l'annulation des dettes extérieures des pays qui se trouvent dans un état de subordination, et s'oppose à toutes les formes de discrimination et d'agression armée.

Ses militants ont exprimé leur soutien au peuple ukrainien.

Ses convois syndicaux organisés depuis le 1^{er} mai 2022 sont l'expression de cette solidarité concrète.

Mais ce n'est pas tout: «Des syndicats ukrainiens, qui participent activement à la résistance populaire contre l'occupation du territoire et

s'opposent au libéralisme économique qui règne dans leur pays, sont membres de notre Réseau, et nous les soutenons!», lit-on dans le manifeste du réseau.

Les militantes de Soyez comme nous sommes ont parlé de la situation des infirmières en Ukraine en temps de guerre et de leur lutte pour de meilleures conditions de travail.

Le Réseau a appelé à la solidarité et à la résistance contre une telle exploitation partout dans le monde.

Cela nécessite le développement d'actions solidaires actives, coordonnées au niveau mondial, tant par catégorie que par secteur, pays et continent, souligne son manifeste.



Présentation faite au nom de Priama Diia

Malheureusement, nous ne pouvons pas aujourd'hui prononcer un discours débordant d'enthousiasme, d'espoir ou de ferveur révolutionnaire, si chers à certains de nos camarades naïfs. La situation du peuple ukrainien est grave, peut-être la plus difficile depuis le début de la guerre. Le régime bonapartiste russe, mélange toxique de fascisme, d'inégalités sociales catastrophiques et d'atomisation, reste aussi réactionnaire et ignoble que jamais. Et pourtant, le peuple semble épuisé, ses forces de résistance épuisées. Des dizaines, voire des centaines de milliers d'hommes se cachent aujourd'hui pour échapper à la violence de la mobilisation forcée.

Que faire ?

Nous sommes un syndicat étudiant aux convictions radicalement démocratiques, qui

lutte pour les droits sociaux et les intérêts de ceux qui vivent en Ukraine. Notre réponse doit donc commencer là où notre lutte trouve ses racines : dans le système d'enseignement supérieur. Et dans ce domaine, il reste beaucoup à faire.

Commençons par les problèmes sociaux et politiques, car l'un découle de l'autre. Les universités ukrainiennes ne sont pas vraiment libres. L'admission à des études gratuites est compétitive ; la plupart des étudiants doivent payer. Aujourd'hui, environ 60 % d'entre eux paient leurs études supérieures, et le gouvernement fait tout pour que les frais d'inscription soient aussi élevés que possible. En seulement deux ans, les frais de scolarité ont grimpé en flèche de 82 %, ce qui est stupéfiant. L'étudiant moyen paie désormais environ 1 000 euros par an, soit environ 80 UAH par mois, alors que le salaire minimum n'est que de 160 UAH.



Les représentantes et représentant des trois organisations syndicales ukrainiennes, Yulia Lipitch-Kotchirka, Yuriy Samoylov, Oksana Slobodyna et Katya Gritseva, avec des militantes et militants de l'Union syndicale Solidaires et de la CSP Conlutas (Brésil).

Dans le même temps, la qualité de l'enseignement, en particulier dans les sciences humaines, est alarmante. Cela s'explique en partie par la bureaucratisation et le sous-financement chronique : en 2025, le budget national de l'éducation représente à peine 6 % de celui de la France.

La situation sociale précaire des étudiants – la plupart commencent à travailler dès leur deuxième année – les empêche également de s'organiser efficacement et de participer à la prise de décision. Les syndicats étudiants officiels, absorbés par la Fédération des syndicats d'Ukraine, non seulement ne parviennent pas à initier le changement, mais calomnient activement notre syndicat, Priama Diia, et collaborent avec des organisations de jeunesse d'extrême droite.

Mais l'attaque va au-delà des droits sociaux : elle porte atteinte au droit même à l'autonomie et à l'éducation. Sous la pression de la Banque mondiale, le ministère de l'éducation et des sciences, dirigé par Oksen Lisovyi, a «réorganisé» les universités afin de réduire les dépenses publiques, sans débat public ni consultation. En conséquence, les étudiants perdent leur place dans les établissements d'enseignement. Parallèlement, les étudiants de sexe masculin, soupçonnés d'échapper à la conscription simplement parce que leur inscription leur accorde un report, sont illégalement privés de leur droit de poursuivre leurs études, une pratique particulièrement visible dans la persécution des doctorants.

Il est difficile, mais nécessaire, d'aborder ces questions en Ukraine. Sans éducation, il ne

peut y avoir de reconstruction du pays, ni d'espoir d'un avenir socialement juste. C'est pourquoi nous appelons à la solidarité et à l'action dans les domaines clés suivants pour la lutte dans l'enseignement supérieur ukrainien :

1. Le peuple porte le plus lourd fardeau de la guerre. Il défend le pays, soutient l'arrière et paie le prix le plus élevé. Les oligarques, les bureaucrates, les intellectuels nationalistes et



Katya Gritseva du syndicat étudiant Priama Diia.

les fonctionnaires tentent de vaincre le Kremlin avec des hymnes et des fanfares, comme si l'ennemi ne venait pas de bases militaires mais de Jéricho. Les travailleurs ukrainiens portent les armes et font preuve de courage; laissons les oligarques supporter les coûts: soins de santé, éducation, science, etc. Nous appelons le gouvernement à geler les frais de scolarité en redistribuant les revenus des grandes entreprises qui nous ont pillés pendant trente ans.

2. La Constitution garantit l'égalité d'accès à l'éducation. La restreindre sous prétexte de mobilisation est absurde et criminel. Nous appelons le gouvernement à affirmer que tous les étudiants inscrits ont un droit inconditionnel à être exemptés de la conscription. L'avenir de l'Ukraine n'est possible qu'en tant qu'État véritablement social doté d'une classe ouvrière éduquée.

3. La gouvernance universitaire reste étouffée par la bureaucratie. Après le Maïdan de 2014, les universités ont obtenu l'autonomie, mais sans financement ni outils efficaces pour l'exercer. Chaque dépense nécessite des rapports absurdement détaillés; les revendications des étudiants se perdent ainsi dans la paperasserie. Nous exigeons que le gouvernement accorde aux universités une large autonomie socio-financière. Sans cela, la voix des étudiants restera un simple bruit de fond.

4. Enfin, la corruption et l'inefficacité persistent parce que les bureaucrates à tous les niveaux ne se soucient pas de l'éducation, mais de

leur propre reproduction. Seuls deux groupes souhaitent véritablement de meilleures conditions sociales et une éducation de haute qualité: les étudiants et le personnel technique. Nous exigeons donc que les universités élargissent le pouvoir décisionnel des étudiants et du personnel technique à tous les niveaux de la gouvernance.

Chers camarades, nous vous remercions pour votre solidarité. Nous avons toujours ressenti le soutien indéfectible du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, qui s'est tenu aux côtés du peuple ukrainien, non seulement contre le régime fasciste russe, mais aussi contre la corruption et l'oligarchie au sein de notre propre pays. Nous espérons que cette conférence permettra d'approfondir notre compréhension mutuelle, nous aidera à mieux comprendre la situation de nos nations respectives et renforcera notre cause commune. Le syndicat étudiant indépendant Priama Diia adresse ses salutations et sa solidarité à tous les participants: le mouvement étudiant radical et progressiste d'Ukraine est à vos côtés!

Présentation du syndicat indépendant du secteur médical Soyez comme nous sommes

La guerre totale a causé des dégâts considérables au système de santé ukrainien. Des milliers d'hôpitaux ont été détruits ou endommagés, certains d'entre eux ont été complètement rasés. Les professionnels de santé sont blessés et tués dans l'exercice de leurs fonctions, dans des conditions extrêmement dangereuses. La guerre engendre un risque



constant et un manque d'accès aux services médicaux essentiels pour la population, en particulier dans les zones de front et les zones libérées, où le système de santé est soumis à une pression constante. La mobilisation, le danger constant, les bombardements et la surcharge de travail ont entraîné une pénurie de personnel médical. Ceux qui restent travaillent dans des conditions extrêmement difficiles, souvent sans fournitures, ressources et



Yuriy Samoylov de l'union régionale KVPU de Kryvyi Rih. À droite de la photo un représentant du syndicat des postiers Palestiniens (PPSWU).

soutien psychologique adéquats. Cela conduit à l'épuisement du personnel, au *burn-out* et à une détérioration de la qualité des services, ce qui, à long terme, menace la stabilité du système de santé.

Parallèlement aux défis posés par la guerre, la réforme du secteur de la santé, malgré ses objectifs stratégiques, a eu un certain nombre de conséquences négatives qui se sont particulièrement accentuées pendant la guerre. Le travail des infirmières et du personnel subalterne a été dévalorisé, leurs salaires restant faibles et leur protection sociale limitée. Les infirmières, qui remplissent des fonctions essentielles en temps de guerre, ne bénéficient souvent pas d'une rémunération adéquate, de conditions de travail convenables ou d'un soutien suffisant. Au cours du processus de réforme, de nombreux petits hôpitaux, voire des hôpitaux de district, ont été réorganisés ou fermés, ce qui a considérablement réduit l'accès aux soins de santé dans les municipalités rurales et isolées. Cette situation est particulièrement critique en temps de guerre, lorsque les besoins en infrastructures de santé augmentent et que les trajets des patients vers les grands hôpitaux sont souvent dangereux ou bloqués, ou qu'il y a tout simplement d'énormes files d'attente pour consulter un médecin dans les hôpitaux centraux. En outre, le passage à un financement basé sur le principe «l'argent suit le patient» dans le contexte de la guerre ne tient pas compte de la forte baisse du nombre de visites dans les régions situées en première ligne. En conséquence, de nombreux hôpitaux sont en mode de survie, manquant de fonds

suffisants pour conserver leur personnel, leur équipement et fournir des soins d'urgence. Nous demandons sincèrement à la communauté internationale de soutenir l'Ukraine dans la préservation de son système de santé, fondement de la vie et de la stabilité de notre société. Nous vous appelons à :

- renforcer le soutien au système de santé ukrainien ;
- faciliter la reconstruction des hôpitaux détruits et la fourniture d'équipements médicaux ;
- assurer la protection et le soutien des professionnels de santé opérant dans la zone de combat ;
- développer des programmes conjoints de réadaptation psychologique et professionnelle pour les professionnels de santé ;
- promouvoir la stabilité financière des établissements de santé ukrainiens dans les régions situées en première ligne.



Les personnels médicaux ukrainiens sont aujourd'hui en première ligne pour sauver des vies. Leur courage et leur dévouement méritent le soutien inconditionnel de l'ensemble du monde civilisé. L'Ukraine tient bon, mais nous avons besoin d'aide pour continuer à sauver des vies. L'Ukraine apprécie énormément chaque manifestation de solidarité dont elle a déjà fait l'objet. Nous sommes reconnaissants à tous les partenaires, gouvernements, organisations et bénévoles qui aident notre pays à survivre. Nous ne demandons pas de la sympathie, nous demandons du soutien afin de

pouvoir continuer à sauver des vies, à prendre soin des gens et à rétablir un avenir pacifique. Ensemble, nous pouvons préserver ce qui compte le plus : l'humanité, la dignité et la vie.

Message adressé par la section du dépôt de Kryvyi Rih du syndicat libre des travailleurs du chemin de fer d'Ukraine (KVPU)

Depuis le début de la guerre à grande échelle, le syndicat PPO VPZU KLD joue un rôle organisationnel et de soutien, agissant en tant que porte-parole du personnel ferroviaire, rassemblant les employés et défendant leurs droits sociaux et économiques.

L'invasion à grande échelle par la Fédération de Russie a eu un impact sur tous les aspects de la vie ukrainienne. Les activités syndicales n'ont pas fait exception. Les droits et libertés constitutionnels des citoyens, y compris les droits du travail, ont été restreints pendant cette période difficile pour l'Ukraine. La protection des droits sociaux et économiques des travailleurs a été reléguée au second plan, et les victoires des travailleurs devant les tribunaux ont perdu de leur pertinence et de leur importance face aux décès incessants de nos défenseurs.

Nos cheminots se sont instantanément transformés en soldats, formant un rempart contre l'agression militaire de la Russie fasciste. Aujourd'hui, nos défenseurs, qui hier encore conduisaient des trains, réparaient des voies et s'occupaient des passagers, sont en première ligne pour défendre l'ensemble de l'Europe contre la horde. Les forces armées ukrainiennes sont tout ce que nous avons, la fine

ligne entre la lumière et les ténèbres, entre les valeurs démocratiques et le régime totalitaire. Aujourd'hui, nos défenseurs ont besoin d'aide pour préserver leur vie et leur santé et protéger leurs droits socio-économiques.

Les mots «solidarité, unité, soutien», communs à toutes les organisations syndicales du monde entier, sont aujourd'hui plus pertinents et nécessaires que jamais pour la victoire de l'Ukraine et de toute la société progressiste sur le totalitarisme.

Ensemble vers la victoire !

Avec tout notre respect et notre gratitude pour votre aide.

Extrait du manifeste qui fonde l'appartenance au Réseau syndical international de solidarité et de luttes

[...] Les blocs militaires renforcent les menaces de guerre impérialiste partout dans le monde. Il faut les dissoudre (NATO, CSTO, etc.). Ce sont des instruments des impérialismes et nous combattons tous les impérialismes – américain, russe, chinois, mais aussi français par exemple. La classe ouvrière n'a pas à choisir entre les impérialismes et se doit de soutenir tous les peuples agressés. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes appelle à l'unification de l'opposition des travailleurs et travailleuses à toute intervention impérialiste et au renforcement des mouvements contre la guerre, la militarisation et l'économie de guerre.

Le génocide perpétré par l'État israélien envers les Palestiniens et les Palestiniennes, avec

le soutien actif des États-Unis d'Amérique et des régimes qui y sont alliés, est la suite de la politique raciste, colonialiste, assassine, de répression féroce et à grande échelle, menée depuis des années. Notre Réseau, à travers les organisations membres, a été présent dans nombre de mobilisations en ce sens (manifestations populaires, campagne de boycott-désinvestissement-sanctions, flottilles de la liberté, délégations sur place, syndicalistes venu·es de Palestine pour témoigner, soutien financier, etc.). Nous continuerons à répondre du mieux possible aux sollicitations des syndicats palestiniens, dont certains sont membres de notre Réseau.

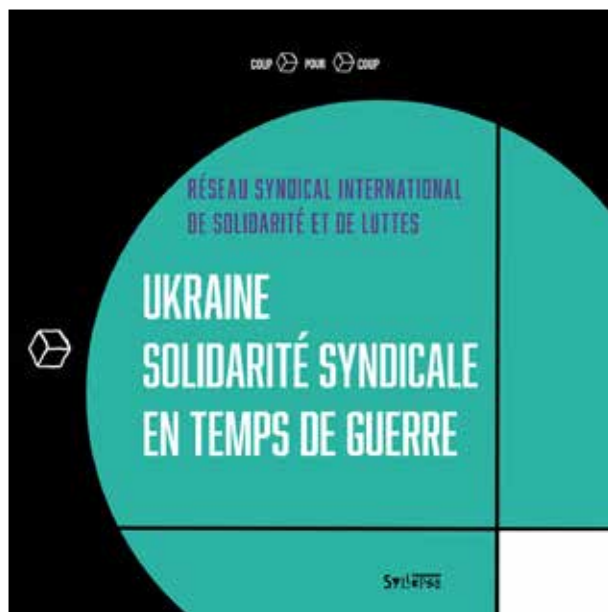
Depuis plus de trois ans, le peuple ukrainien fait face à la guerre déclenchée par le gouvernement russe. Syndicalistes, internationalistes, nous apportons notre soutien à celles et ceux qui résistent en Ukraine, mais aussi au Bélarus et en Russie, en tentant de répondre aux besoins exprimés par nos camarades syndicalistes de cette région du monde. Les convois syndicaux organisés depuis celui du 1^{er} mai 2022 marquent cette solidarité concrète. Mais cela va au-delà : des syndicats ukrainiens, qui participent activement à la résistance populaire contre l'occupation du territoire et agissent contre le «libéralisme économique» en vigueur dans leur pays, sont membres de notre Réseau et nous les soutenons !

Au Soudan, le coup d'État d'octobre 2022 a mis un terme au processus entamé par la révolution de décembre 2018 et a débouché sur la guerre aux conséquences effroyables. C'est une guerre entre deux ensembles d'opresseurs

contre les opprimé-es, un affrontement entre deux forces contre-révolutionnaires et les aspirations révolutionnaires du peuple soudanais. Les racines de cette guerre se trouvent dans la contradiction croissante entre la révolution de 2018, qui visait à renverser des décennies de dictature, et les forces contre-révolutionnaires qui ont détourné l'appareil d'État, soutenues par des puissances extérieures pour écraser cette même révolution. Dans cette situation, les syndicats indépendants poursuivent un travail important, tant de prise en charge de la population locale – dans des conditions extrêmement difficiles – que d'information vers le monde extérieur sur cette guerre.

Palestine, Ukraine, Soudan, bien d'autres régions du monde pourraient être citées. Il ne

s'agit pas ici de dresser une hiérarchie des horreurs du capitalisme, des guerres, des impérialismes... Notre syndicalisme, ancré sur les réalités de terrain, s'oppose à tous ces méfaits. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes appelle à unifier l'opposition des travailleuses et travailleurs à toute intervention impérialiste, à renforcer les mouvements contre la guerre, la militarisation et l'économie de guerre. Là encore, le syndicalisme ne doit occulter aucun sujet: quels moyens de défense collective et démocratique? Comment contrôler la fabrication d'armement? Comment organiser la reconversion de certains secteurs? Tout cela concerne les travailleurs et les travailleuses, donc le syndicalisme. [...]



Aidez-nous à faire venir des artistes ukrainien·nes en France

Ukraine CombArt

Leur pays est en guerre

Ils et elles font de leur art une arme de vie et de résistance.

En juin dernier à Kyiv, nous avons rencontré de formidables artistes ukrainien·nes : des danseurs et des danseuses, des cinéastes, des musiciens qui continuent de créer malgré le fracas des bombes (vous pouvez retrouver ici une [vidéo de ce voyage](#)). Leur talent nous a bouleversé·es. Leur courage nous a inspiré·es. Aujourd'hui, nous voulons les faire venir en France mais *nous avons besoin de vous*.

Créer sous les bombes : leur quotidien

Imaginez répéter un spectacle pendant qu'une alerte aérienne retentit. Imaginez tourner un film alors que votre famille se terre dans un abri. Imaginez danser un soir pour l'Opéra de Kyiv et vous réveiller le lendemain sans électricité, sans chauffage, en vous demandant si votre salle de répétition existe encore.

C'est leur réalité. Depuis quatre ans. Et pourtant, ils et elles n'ont jamais cessé de créer, de danser, de filmer. Parce que leur art, c'est leur

résistance. Leur façon de crier au monde : « Nous existons encore. »

Deux initiatives pour les soutenir

Nous voulons leur offrir quelques jours de répit, de création dans la paix, de rencontres avec vous.

L'Opéra de Kyiv sera accueilli à l'Opéra de Lyon pour une résidence de dix jours, du 9 au 19 mars 2026. Pour une demi-douzaine de danseurs et danseuses du corps de ballet de la capitale ukrainienne, ce sera un temps de respiration, de répétitions partagées et d'échanges, conclu par un ballet. Une scène sans sirènes, un public sans peur.



Dominique Rebaud et le corps de ballet de l'Opéra national de Kyiv après une master class en juin 2025.

Le festival DocuDays sera accueilli à Paris, au Cinéma des cinéastes, les 10, 11 et 12 avril 2026 : une sélection de documentaires ukrainiens, leurs réalisateurs et réalisatrices venues

d'Ukraine ainsi que deux organisatrices du festival de Kyiv, avec qui nous avons établi la programmation de ce week-end de projections et de débats. Leurs œuvres et leurs mots pour nous parler d'Ukraine.



Ukraine CombArt (Marianne Babich, Sophie Bouchet-Petersen, Dominique Rebaud, Marie Rebaud) et l'équipe de DocuDays à Kyiv en juin 2025.

Financer leur venue: il nous manque encore quelques milliers d'euros

Avec le parrainage de l'ambassade d'Ukraine, avec le soutien de premiers mécènes et partenaires: Opéra national de Lyon, mairie du 1^{er} arrondissement de Lyon, Cinéma des cinéastes à Paris, RESU, Collectif 69 et association Lyon Ukraine, avec les recettes de nos vide-greniers et autres activités d'Ukraine CombArt, nous avons déjà réuni une partie du budget nécessaire pour financer les voyages et l'hébergement des artistes ukrainien·nes que nous convions en France.

Avec votre aide, nous y parviendrons !

Ensemble, nous donnerons plus de visibilité à leurs talents et plus d'impact à leur message. Ensemble, nous leur montrerons que la France est à leurs côtés. Ensemble, nous affirmerons que l'art est plus fort que la guerre.

Chaque don compte.

Chaque euros et un acte de solidarité.

Du fond du cœur, merci !

Le lien pour nous aider à faire venir ces artistes ukrainien·nes en France :

www.payasso.fr/ukraine-combart/adhesions-dons

Vos dons à Ukraine CombArt, association d'intérêt général, bénéficient d'une déductibilité fiscale à hauteur de 60 %, pour laquelle nous vous adresserons un récépissé à joindre à votre déclaration d'impôts: vous versez 100 euros qui vous reviennent en réalité à 40 euros ou 1000 euros qui vous reviennent à 400 euros.



3 CONGRESO INTERNACIONAL DE EDUCACIÓN EN DURANGO

TEJIENDO E HILANDO POSIBILIDADES PARA UNA
EDUCACIÓN EMANCIPADORA HACIA LA NEM

15, 16 Y 17 DE ENERO
2026

MODALIDAD: PRESENCIAL Y VIRTUAL

CONFERENCIA

CRÍTICA A LA
ORGANIZACIÓN
INSTITUCIONAL DE LA
ESCUELA
CONTEMPORÁNEA.

DENIS KHROMYI



VIRTUAL

ACTIVISTA, PENSADOR CRÍTICO Y TRADUCTOR DE
TEXTOS EDUCATIVOS.

INTEGRANTE SINDICATO ESTUDIANTE DE
IZQUIERDA PRIMAX OGA

COFUNDADOR DE LA REVISTA ANARQUISTA
NYZOVYNA.

CONFERENCISTA EN TEMAS DE
ANTIAUTORITARISMO Y PROCESOS DE
TRANSFORMACIÓN SOCIAL.



UCRANIA

ÚNETE A WHATSAPP



SEMBRANDO ESPERANZAS PEDAGÓGICAS DESDE EL CORAZÓN DE MÉXICO

CONTACTO:

MILTON DÍAZ: 618 174 6943

BETTY ARADÓN: 6181082410

CARLOS LOREDO: 618 126 3911

CORREO: 3CONDRESINTERNACIONALDGOO@GMAIL.COM



ÉCLAIRAGES

Comment la démocratie des soldats alimente la résistance ukrainienne

Adam Novak¹

L'organisation démocratique durant la résistance n'est pas un luxe ou une faiblesse – c'est ce qui rend la victoire possible.

Les soldats ukrainiens font face à une contradiction impossible: ils défendent la démocratie tout en se voyant refuser des droits fondamentaux. Pas de calendriers de rotation. Pas de durées de service fixes. Des indemnisations inadéquates pour les blessés qui prennent des années à être traités. Des femmes qui combattent dans des uniformes conçus pour les hommes. Des soldats LGBT+ dont les partenaires ne peuvent pas leur rendre visite à l'hôpital. Des spécialistes de la réparation envoyés à des postes d'assaut. Des commandants de bataillon retirés en pleine bataille sans consulta-

1. Adam Novak est membre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU). Article publié par le site Europe Solidarité Sans Frontière et sur le site du Comité belge du RESU.

tion. Depuis près de quatre ans, les défenseurs ukrainiens luttent non seulement contre l'impérialisme russe mais aussi contre les échecs de leur propre État en matière de mobilisation, de bien-être et de responsabilité.

Pourtant, c'est précisément à travers ces luttes que la culture militaire ukrainienne démontre quelque chose que les armées autoritaires ne peuvent pas reproduire: l'organisation démocratique renforce plutôt qu'elle n'affaiblit l'efficacité au combat. Lorsque des soldats refusent collectivement des ordres stratégiquement stupides et parviennent à les faire annuler, lorsque des familles protestent pour la rotation et forcent des débats parlementaires, lorsque des femmes vétérans produisent l'équipement que l'État n'a pas fourni, lorsque le personnel LGBT+ s'organise ouvertement pour les droits de partenariat, lorsque des syndicats défendent simultanément la souveraineté nationale et les droits des travailleurs – ce ne sont pas des distractions par rapport à la nécessité militaire. Ils constituent l'avantage stratégique de l'Ukraine. Les mécanismes de rétroaction démocratiques détectent les erreurs catastrophiques. Les réseaux de solidarité horizontaux compensent les limites de la capacité de l'État. L'inclusion élargit les viviers de recrutement. La responsabilité construit la confiance qui maintient le moral à travers des années de guerre d'usure. C'est ainsi que les petites nations résistent aux empires plus grands: non par la discipline autoritaire, mais par la résilience adaptative que seule la démocratie permet.

Les soldats ukrainiens défendant Pokrovsk en janvier 2025 ont fait quelque chose



d'impensable dans les armées autoritaires : ils ont filmé une vidéo exigeant la réintégration de leur commandant, l'ont publiée publiquement et ont mis au défi la direction militaire d'annuler sa décision². L'action collective du 48^e bataillon d'assaut séparé n'était pas de l'insubordination – c'était une responsabilité démocratique en temps de guerre. Leur commandant, Lenur Islyamov, venait d'être retiré durant la défense d'un carrefour logistique critique, et ses troupes refusaient d'accepter une décision qui menaçait leur survie. Ce n'était pas un incident isolé. Des bataillons de réparation menaçant une absence collective pour mauvais déploiement à des milliers de membres de familles manifestant pour

2. *Kyiv Independent*, « 'Direct threat' – Ukraine's 48th Separate Assault Battalion denounces commander replacement », 18 janvier 2025.

la rotation³, des soldats LGBT+ s'organisant pour les droits de partenariat aux femmes vétérans produisant des uniformes que l'État n'a pas fournis⁴, la culture militaire démocratique de l'Ukraine représente un contraste fondamental avec l'autoritarisme russe – et un avantage stratégique.

La gauche occidentale comprend souvent mal la lutte ukrainienne, piégée entre des réflexes anti-occidentaux généralisés qui traitent avec suspicion quiconque combat la Russie, et des récits libéraux qui ignorent la lutte des classes en guerre ou en paix. Mais les soldats et syndicalistes ukrainiens démontrent quelque chose que le mouvement anti-impérialiste doit comprendre : l'organisation démocratique durant la résistance n'est pas un luxe ou une faiblesse – c'est ce qui rend la victoire possible. Lorsque la culture autoritaire russe produit des agents de renseignement qui mentent pour éviter l'exécution, les réseaux de renseignement démocratisés de l'Ukraine recueillent quotidiennement des dizaines de milliers de rapports provenant des citoyens⁵. Lorsque les commandants russes menacent de tirer sur les troupes en retraite, les chefs de bataillon ukrainiens demandent publiquement du repos et de la rotation. Lorsque la Russie criminalise l'existence queer, plus de 600 soldats ukrainiens LGBT+

3. *Kyiv Independent*, « 'It's their turn now' – Ukrainians call on government to demobilise exhausted soldiers fighting for nearly two years », 24 décembre 2023.

4. *Ukrainer*, « How Ukraine's Women Veterans Movement works », 1^{er} octobre 2024.

5. *War on the Rocks*, « Intelligence and the War in Ukraine : Part 2 », 19 mai 2022.

s'organisent ouvertement, portant des écussons de licorne en réponse sardonique à l'affirmation qu'ils n'existent pas⁶. Cet article examine comment la culture ukrainienne de dissidence, de responsabilité et d'organisation ascendante renforce sa résistance – et ce que cela signifie pour la solidarité anti-impérialiste.

Les spécialistes de la réparation ne sont pas de la chair à canon : la logique stratégique des protestations des soldats

Septembre 2025. Vingt-quatre militaires du bataillon de réparation de la 125^e brigade mécanique lourde séparée d'Ukraine ont annoncé qu'ils partiraient collectivement en absence sans autorisation plutôt que d'obéir aux ordres les transférant à des postes d'assaut. La plupart avaient plus de 50 ans. C'étaient des spécialistes de la réparation de drones, exploitant des ateliers auto-organisés avec des imprimantes 3D et des microscopes financés par leurs familles⁷. Volodymyr Romaniv, l'un des soldats, a expliqué l'absurdité aux médias ukrainiens :

Mon fils est diplômé d'un institut polytechnique avec un diplôme en technologie informatique. Il n'a pas encore 25 ans, a signé un contrat et s'est porté volontaire... maintenant un ordre de combat arrive – mon fils est envoyé au 218^e bataillon. Au "hachoir à viande",

6. [LGBT Military for Equal Rights of Ukraine](#).

7. *Suspilne*, «Військові ремонтного батальйону 125-ї бригади заявили, що неспроможних бійців відправляють до штурмових рот», 21 septembre 2025.



dans des compagnies de fusiliers... L'absurdité la plus grande est que maintenant c'est une guerre de drones, des spécialistes sont nécessaires. Mon fils, qui est un spécialiste, est jeté dans les tranchées⁸.

L'ordre a été annulé dans les 48 heures. Ce n'était pas de la désertion – c'était une grève militaire, et elle a réussi. La protestation du bataillon de réparation a révélé quelque chose que les analystes occidentaux manquent souvent : les soldats ukrainiens peuvent identifier des décisions stratégiquement stupides et, plus important encore, ils peuvent parfois les arrêter. Dans les forces russes hiérarchiques, de tels ordres se poursuivraient indépendamment de la folie tactique, car l'honnêteté est récompensée par l'emprisonnement ou la mort. Comme War on the Rocks l'a documenté, Poutine a limogé plus de 150 agents de renseignement début 2022 pour avoir fourni des évaluations précises, créant «une culture militaire et politique

8. [Zaxid.net](#), «У Львові військові 125-ї бригади ТрО оголосили про намір масово піти всамовільне залишення частини», 21 septembre 2025.

de fourniture de renseignements inexacts ou carrément trompeurs vers le haut», qui n'a fait qu'empirer alors que la Russie s'est retrouvée bloquée dans le sud-est de l'Ukraine, avec un coût humain et matériel énorme.

Deux mois plus tôt, en janvier 2025, le 48^e bataillon d'assaut séparé a fait face à une ingérence similaire du commandement. Quelques jours seulement après le redéploiement à Pokrovsk – l'un des champs de bataille les plus contestés – leur commandant fondateur Lenur Islyamov a été retiré. Le bataillon, composé à 90 % de volontaires, dont de nombreux Tatars de Crimée⁹ luttant pour récupérer leurs terres occupées, a publié une vidéo publique :



Changer le commandant à un moment critique est une menace directe pour la capacité de combat de l'unité et sape la confiance des combattants... Nous considérons cette décision inacceptable durant la phase active de la guerre.

Contrairement au bataillon de réparation, leur demande n'a pas été immédiatement satisfaite. Mais le fait qu'ils aient pu la formuler – que des soldats combattant l'assaut russe aient pu faire une pause pour filmer un témoignage collectif questionnant la direction militaire – démontre une culture que les armées autoritaires ne peuvent pas reproduire.

9. Les Tatars de Crimée sont un groupe ethnique turc indigène de la péninsule de Crimée. Ils ont fait face à une déportation massive par Staline en 1944 et ont été particulièrement ciblés par la répression sous l'occupation russe depuis 2014.

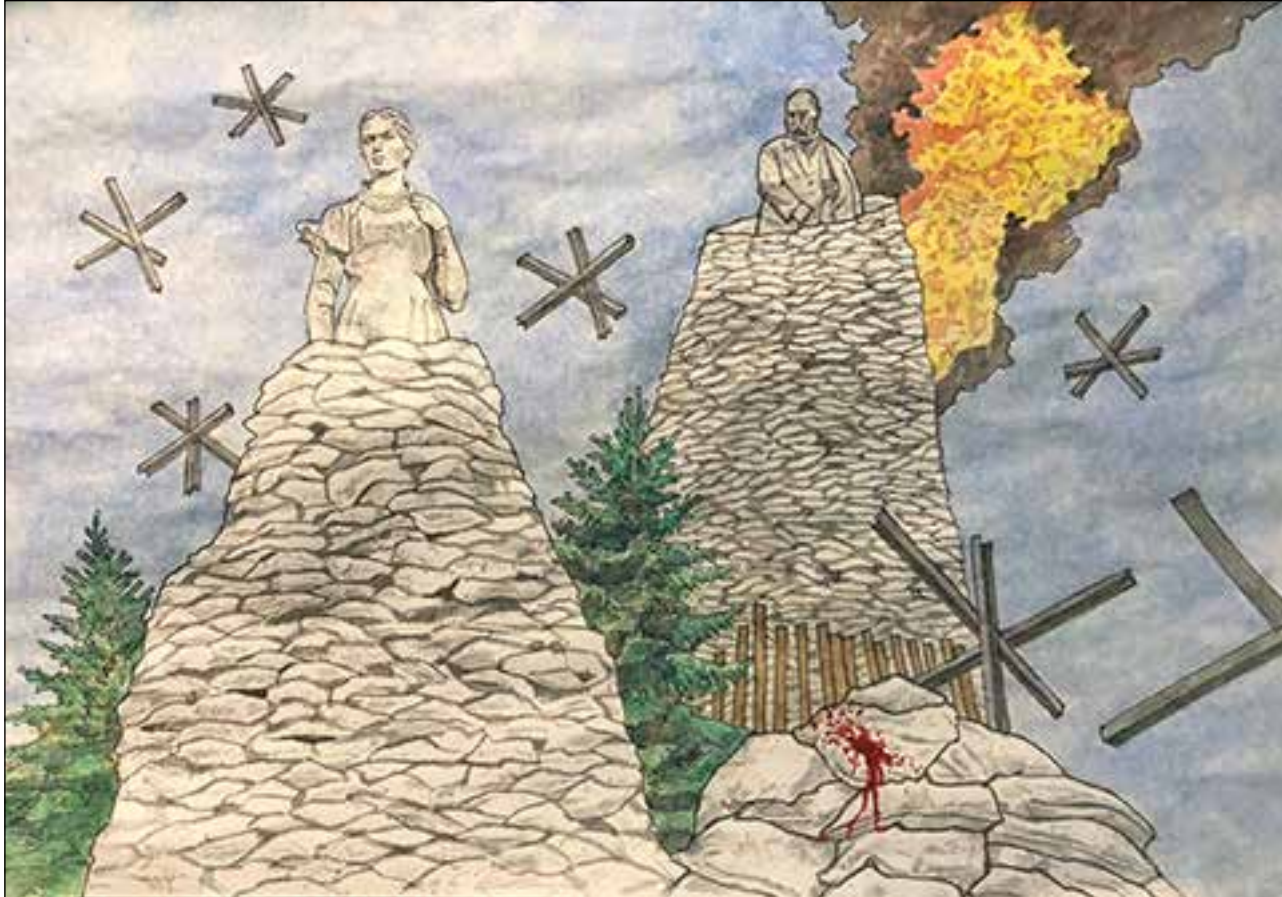
Ces protestations comptent stratégiquement. Lorsque le personnel spécialisé peut contester un mauvais déploiement, les compétences sont adaptées aux missions. Lorsque les unités peuvent défendre des commandants en qui elles ont confiance, la cohésion se renforce. Le fait qu'elles aient pu s'organiser publiquement démontre des valeurs fondamentalement différentes de la culture militaire russe.

Le succès du septembre de la 125^e brigade était temporaire. En octobre, le même bataillon de réparation – envoyé à Kupiansk ostensiblement pour «creuser des tranchées» – a plutôt reçu l'ordre de prendre des positions de combat. Durant le déploiement, ils ont essuyé des tirs. Deux ont été blessés; le conducteur principal Oleksandr Bezsmertnyi est mort durant l'évacuation. Le sergent junior Nazar Myktynsky, un pilote de drone de l'ancien 219^e bataillon, a été tué¹⁰. La trahison était complète. Pourtant, le succès de la protestation initiale compte: il a démontré que l'organisation des soldats peut fonctionner, que l'action collective peut annuler des décisions mortelles, et que la culture militaire ukrainienne permet des défis à l'autorité que les systèmes autoritaires ne peuvent tolérer.

«La centralité de l'humain, c'est aimer son personnel»: les demandes de rotation et la crise de l'épuisement

Fin 2023, les mêmes soldats qui s'étaient portés volontaires au début de l'invasion à grande échelle de la Russie en février 2022

10. [Censor.net](#), «Soldiers of the 125th Brigade's repair battalion were sent to combat positions», 9 octobre 2025.



approchaient de deux ans sans rotation. Le mari de 50 ans d'Anastasia Bulba, se remettant d'une commotion, était l'un d'entre eux. En décembre 2023, elle a rejoint plus de 100 femmes dans une tempête de neige à Kyiv, tenant des pancartes indiquant «Soldat épuisé = guerre perdue» et «Mon mari est à cette guerre depuis 636 jours.» Leur demande était précise: la démobilisation après 18 mois, pas les 36 mois proposés par le gouvernement. Comme Bulba l'a déclaré au *Kyiv Independent*: «Ils proposent 36 mois, mais ce n'est pas juste pour ceux qui sont sur la ligne de combat. Ce serait une condamnation à mort pour eux.»

Les protestations des familles – se produisant dans au moins 11 villes d'octobre 2023 à début 2025 – représentaient le premier mouvement de protestation sociale soutenu durant la guerre¹¹. Leurs slogans défiaient à la fois l'ennemi et la société ukrainienne: «C'est leur tour maintenant», «Les soldats ne sont pas en fer», «Tout le monde est responsable de la victoire.» Une mère a noté la dimension de classe de manière frappante: «Mon fils va à l'école, sur 24 élèves de sa classe, les hommes en service viennent

11. *Ukrainska Pravda*, «Women demand demobilisation of men fighting since start of full-scale war in protests across Ukraine», 27 octobre 2023.

de seulement deux familles.» Les protestations n'étaient pas antiguerre – elles étaient pro-équité. Taiisia, l'épouse d'un soldat lors d'une manifestation de février 2024, a clarifié :

La protestation ne porte pas sur l'arrêt de la guerre. Il s'agit du fait que les gars remplissent leurs devoirs civiques. Comme tout autre citoyen de notre pays, ils ne devraient pas avoir seulement des devoirs, mais aussi des droits.

Le Parlement a initialement rédigé une législation incluant une limite de rotation de 36 mois. Sous la pression du nouveau commandant en chef Oleksandr Syrskyi et du ministre de la Défense Rustem Umerov, la disposition a été retirée avant le vote d'avril 2024¹². Le raisonnement de l'armée était froidement pragmatique : la Russie surpasse l'Ukraine de sept à dix fois dans les secteurs orientaux ; faire tourner des soldats expérimentés sans remplaçants formés effondrerait les défenses. Les soldats comprenaient ce dilemme. Un soldat de la 47^e brigade près d'Avdiivka a déclaré à CNN :

Reporter l'examen de la démobilisation est injuste, mais le monde est injuste en général. La démobilisation sera possible lorsque les recrues seront formées. Correctement formées.

Mais le retrait du commandant Yurii Zalujnyi en tant que commandant en chef en février 2024 – peu après qu'il a demandé 500 000 troupes supplémentaires pour permettre la rotation – suggérerait que la question était autant

politique que militaire. Zalujnyi s'était opposé au système de rotation de six mois proposé, arguant que les conditions étaient trop imprévisibles. Pourtant, son limogeage, survenant au milieu des débats sur la mobilisation, indiquait que le président Zelensky préférerait un commandant moins disposé à exiger des ressources permettant le soulagement des soldats.

En 2025, l'épuisement a atteint des niveaux de crise. Le lieutenant-colonel Oleksandr Yurin, commandant le 7^e bataillon de fusiliers de la 65^e brigade, a parlé à *Hromadske* avec une franchise inhabituelle :

Il y a une semaine, j'ai soumis un rapport au commandant de brigade indiquant que l'unité devait être retirée de la zone de combat, réapprovisionnée en personnel et se reposer¹³.

Son bataillon, de hommes en moyenne de plus de 50 ans (le plus âgé : 59), avait perdu 160 soldats pour des raisons familiales depuis avril 2023, reçu seulement 40 remplaçants, et subi 10-15 % de pertes irrécupérables en six semaines. « Passer la troisième année sans rotations est aussi un problème », a déclaré Yurin. « La fatigue est un mauvais combattant. » Comme beaucoup de soldats en service, il a comparé les approches ukrainienne et russe : « Nous ne devrions pas imiter les Russes qui méprisent leurs soldats. Nous ne devrions pas répéter cette pratique soviétique. »

Les médecins militaires et les officiers ukrainiens ont développé un discours autour de



12. CNN, « Ukraine's parliament scraps plan to demobilise battle-weary soldiers », 11 avril 2024.

13. *Hromadske*, « Fatigue is a bad fighter: a commander about the threatening wear and tear of his unit », 10 juillet 2024.

«людиноцентричність» (la centralité de l'humain) – le principe selon lequel les organisations militaires efficaces donnent la priorité au bien-être du personnel. Cette culture – où les commandants défendent publiquement le bien-être de leurs subordonnés, où l'épuisement est reconnu plutôt que puni – diffère fondamentalement de la «grande tolérance à la souffrance et à la violence» de la culture militaire russe.

La crise de la rotation a mis en évidence les échecs de mobilisation de l'Ukraine et le partage inégal du fardeau de la société. Environ 650 000 hommes ukrainiens âgés de 18 à 60 ans sont partis pour l'Europe depuis février 2022; les riches planqués ont acheté des exemptions médicales pour 3 000 dollars (2 430 euros); environ un million de fonctionnaires détenaient des exemptions de mobilisation. Pendant ce temps, les taux de désertion ont explosé: plus de 100 000 soldats inculpés depuis 2022, avec 88 000 cas rien qu'en janvier-octobre 2024 – près du double de 2022 et 2023 combinés¹⁴. Début 2025, environ 576 soldats désertaient quotidiennement¹⁵. Ce n'étaient pas des lâches; c'étaient des hommes qui avaient servi continuellement pendant deux à trois ans tandis que la société ne partageait pas le fardeau.

L'Ukraine a répondu avec des réformes que les systèmes autoritaires ne pourraient pas mettre en œuvre, bien que leur accomplissement ait révélé une promesse démocratique

confrontée à une résistance bureaucratique. En novembre 2024, la plateforme numérique «Army+» a été lancée en vertu de la résolution gouvernementale n° 1291, permettant aux soldats de demander des transferts électroniquement sans l'approbation du commandant – les demandes étant envoyées directement au Centre du personnel des forces armées, qui doit répondre dans les 72 heures¹⁶. Mais des restrictions importantes s'appliquent: les soldats doivent servir au moins six mois dans leur unité actuelle avant de demander un transfert, ne peuvent soumettre des demandes qu'une fois par an, et les transferts de rôles de combat à non-combat restent restreints sauf avec évaluation médicale¹⁷. L'activiste Lyuba Chipovitch, qui a plaidé pour la réforme, l'a caractérisée avec précision:

C'est traiter les symptômes, et nous devons travailler sur une réforme structurelle du capital humain dans l'armée. Mais en ce moment, il est crucial de donner au personnel militaire la capacité de se transférer dans des unités où ils peuvent être plus efficaces.

Un programme d'amnistie a invité les déserteurs pour la première fois à revenir volontairement sans poursuite. Le gouvernement a initialement fixé une date limite au 1^{er} janvier 2025, puis l'a prolongée jusqu'en mars 2025. Plus de

14. *Euronews*, «Tens of thousands of soldiers have deserted from Ukraine's army», 30 novembre 2024.

15. *Eurasian Times*, «Ukraine's Military In Turmoil: 576 Soldiers Desert Daily», octobre 2025.

16. *Ministère de la défense de l'Ukraine*, «The Army+ application now features a new option allowing military personnel to submit transfer requests», 2024.

17. *Euromaidan Press*, «Ukraine starts addressing its army woes: soldiers can now change their units», 10 décembre 2024.



9 000 militaires sont revenus durant la période d'amnistie initiale, choisissant de nouvelles unités pour servir¹⁸.

Cela représente un succès minimal par rapport à l'ampleur de la crise. Le faible taux de participation à l'amnistie – 9 000 retours contre plus de 100 000 cas – démontre que le problème n'est pas un échec moral individuel. Tout simplement, la mobilisation s'effondre.

Ces réformes traitaient les symptômes plutôt que les causes – la mobilisation restait inadéquate, la rotation inexistante, l'indemnisation retardée sur des années – mais elles démontraient une réactivité démocratique impossible dans les systèmes autoritaires. Les réformes ne pouvaient se produire que parce que la société civile ukrainienne pouvait faire pression sur le gouvernement, parce que les soldats pouvaient s'organiser publiquement, parce que la désertion était comprise comme un échec systémique plutôt qu'une lâcheté individuelle.

Licornes et gilets pare-balles : l'organisation queer et féministe comme force militaire

L'écusson de licorne est apparu sur les uniformes ukrainiens en 2014 comme réponse sardonique à la propagande russe : puisque les forces de Poutine affirmaient « qu'il n'y a pas de personnes homosexuelles dans l'armée », les soldats LGBT+ ont adopté la créature mythique « inexistante » comme leur symbole. En 2022, l'insigne en forme de bouclier avec licorne était

18. [Euromaidan Press](#), « Ukraine faces critical military reform challenge as desertions soar past 100,000 », 16 janvier 2025.

devenu le symbole officiel du groupe ukrainien LGBT+ Military for Equal Rights, cousu dans les épaulettes juste en dessous du drapeau national. Plus de 600 militaires et vétérans LGBT+ s'organisent maintenant ouvertement, servant dans au moins 59 unités ukrainiennes. Leur visibilité marque un contraste profond avec l'homophobie militarisée de la Russie, où Poutine présente la guerre comme une défense contre les «valeurs occidentales dégénérées» incluant l'existence queer.

Viktor Pylypenko, le fondateur de 38 ans de l'organisation et premier soldat ukrainien ouvertement gay, a expliqué les enjeux de manière frappante :

Les morts n'ont pas besoin de droits. Si l'Ukraine perd, notre communauté – en particulier les activistes et les soldats ouvertement LGBT+ – fera face à un choix *stark* : mort, torture ou fuite... C'est probablement la première guerre où tant de soldats ouvertement LGBT+ combattent en première ligne¹⁹.

Le parcours de Pylypenko de volontaire du Donbass caché en 2014 à activiste public en 2018 retrace l'évolution démocratique de l'Ukraine.

La demande centrale de l'organisation – les droits de partenariat permettant aux partenaires des soldats LGBT+ de leur rendre visite à l'hôpital, de prendre des décisions médicales, d'hériter de biens, de recevoir des pensions militaires et d'organiser des funérailles – aborde

des vulnérabilités matérielles. Lorsque Maria Zaitseva a été tuée en service, sa partenaire Anna Hontcharova n'a pu voir le corps de Maria que parce qu'«un camarade a pris des dispositions». Maria a reçu l'Ordre du courage à titre posthume, mais la récompense est allée au «plus proche parent» – Anna n'a pas été notifiée. Cette invisibilité juridique aggrave le traumatisme du champ de bataille.

La société ukrainienne a réagi. Le soutien public aux droits de partenariat LGBT+ est passé de 44 % en janvier 2023 à 70 % et affirme que la communauté LGBTQ+ devrait avoir des droits égaux en juin 2024. En novembre 2024, Zelensky s'est engagé publiquement à signer la législation sur les partenariats civils. En mai 2025, la feuille de route d'adhésion à l'UE du Cabinet des ministres incluait «l'élaboration et l'adoption d'une loi définissant le statut juridique des partenariats enregistrés» avec une échéance au troisième trimestre 2025²⁰.

L'échéance du troisième trimestre 2025 est passée sans législation. Le projet de loi 9 103 sur les partenariats civils, introduit par la députée Inna Sovsun en mars 2023, est resté bloqué au Comité des affaires juridiques malgré des évaluations positives de cinq autres comités parlementaires²¹. Le Synode de l'Église orthodoxe d'Ukraine s'est opposé au projet de loi, décrivant les unions civiles de même sexe comme «contraires à la loi naturelle établie par Dieu» et

19. [Euronews](#), «Gay war veteran speaks out for equal rights in Ukraine's military», 18 septembre 2021.

20. [Wikipedia](#), «LGBT rights in Ukraine».

21. [Bang-Bang](#), «Tracking the civil partnerships bill in Ukraine: is it a turning point for the LGBTQ+ rights in Eastern Europe?», 17 janvier 2025.

«une menace pour la moralité publique». Malgré le soutien présidentiel, malgré un soutien public de 72 %, la législation reste bloquée.

Pourtant, en juin 2025, un tribunal de district de Kiev a émis la première reconnaissance juridique de l'Ukraine d'un couple de même sexe en tant que «famille *de facto*²²». L'affaire concernait Zoryan Kis, un diplomate, et son partenaire Tymur Levtschuk, qui vivaient ensemble depuis 2013 et se sont mariés aux États-Unis en 2021. Après que le ministère des affaires étrangères a refusé de reconnaître Levtschuk comme époux – lui refusant le droit d'accompagner Kis en affectation diplomatique – le couple a porté plainte. Le tribunal de district de Desnianskyi a statué que leur relation constituait un mariage *de facto* en vertu du droit ukrainien, citant la Constitution et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. La Cour d'appel de Kiev a confirmé la décision. Bien que s'appliquant uniquement à ce cas spécifique, il établit un précédent juridique que les futurs couples peuvent citer.

Le service de combat a changé les mentalités plus rapidement que les marches des fiertés, mais le changement législatif nécessite de se confronter avec le pouvoir. L'écart entre un soutien public de 70 % et l'inaction parlementaire révèle comment les institutions démocratiques peuvent être en retard par rapport à la culture démocratique. Les soldats LGBT+ continuent de se battre sans les protections juridiques que leur service démontre qu'ils méritent.



22. *United 24 Media*, «Ukraine LGBTQ+ Rights Advance With First Legal Recognition of Same-Sex Couple», 3 juillet 2025.

Organisation des femmes : du Bataillon invisible au féminisme armé

L'intégration des femmes ukrainiennes dans les rôles de combat a suivi des schémas similaires d'organisation de base forçant le changement institutionnel. Avant 2018, les femmes servaient comme «couturières» et «cuisinières» dans les registres officiels tout en effectuant des opérations d'assaut. Andriana Susak-Arekhta a reçu une médaille «pour courage» en tant que couturière, tout en servant en réalité comme soldat d'assaut depuis 2014. La campagne du «Bataillon invisible», fondée en 2015 par la vétérane Maria Berlinska, a documenté la participation réelle des femmes au combat par la recherche sociologique, et construit le dossier pour le changement législatif.

Hanna Hrycenko, sociologue à l'Institut de recherche sur le genre et cofondatrice du projet Bataillon invisible, décrit la transformation :

Il y a quelques années, la couverture médiatique standard consistait en photos de femmes soldats se maquillant dans les tranchées, ou en entretiens dans lesquels on leur demandait ce que leurs maris pensaient de leur travail. Heureusement, ce type de situation est maintenant rare²³.

La documentation systématique du Bataillon invisible – interviewant des femmes combattantes, cartographiant leurs rôles, quantifiant leur participation – a fourni une base empirique pour les demandes politiques.

23. *Revue à l'Envers/ESSF*, «War and equality. Five questions for Ukrainian feminists», 2024.



En septembre 2018, le Parlement a adopté la loi n° 2523-VIII accordant aux femmes l'accès à tous les rangs et postes militaires – ouvrant officiellement 63 postes de combat. En juillet 2024, plus de 67 000 femmes servaient dans les Forces armées de l'Ukraine, avec plus de 10 000 dans des rôles de combat actifs en première ligne – près de 8 % des forces totales, contre peut-être 30 000 avant l'invasion²⁴.

La critique féministe de la culture militaire ukrainienne s'étend au-delà de la demande d'accès. *Cinq thèses sur le féminisme et le militarisme*

24. [Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine](#), «How many women are in the Armed Forces of Ukraine?», juillet 2024.

d'Oksana Potapova et Irina Deducheva soutient que «l'antimilitarisme occidental (y compris sa version féministe) est louable dans son intention, mais est complètement inadapté à la situation dans certains pays colonisés». Cette position – que le pacifisme peut être un luxe indisponible pour ceux confrontés à l'impérialisme génocidaire – représente la position féministe ukrainienne dominante depuis l'invasion à grande échelle de 2022. Hrycenko note la transformation :

Il y a seulement quelques années – lorsque la guerre était confinée à l'est du pays – les féministes ukrainiennes s'opposaient à donner aux

femmes un rôle plus important dans l'armée, par pacifisme. Elles ont changé d'avis dès que des missiles ont commencé à tomber sur leurs têtes.

Le changement reflète les conditions matérielles: lorsque les soldats russes emploient systématiquement la violence sexuelle (208 affaires judiciaires documentées en août 2023, avec des activistes féministes ukrainiennes estimant les victimes réelles à des milliers ou des dizaines de milliers), lorsque l'occupation signifie le viol collectif «avec l'utilisation d'armes et en présence d'enfants», la résistance armée devient une pratique féministe.



Certaines féministes ukrainiennes plaident maintenant pour étendre la conscription aux femmes. Selon Hrycenko, «c'est un point de vue que l'on peut souvent entendre des femmes qui combattent dans l'armée ukrainienne», tandis que «les féministes "civiles" sont plus réticentes sur ce sujet». Depuis octobre 2023, les femmes ukrainiennes âgées de 18 à 60 ans travaillant dans les domaines médicaux (médecins, infirmières, sages-femmes, dentistes, pharmaciens) doivent s'enregistrer pour un éventuel service militaire, avec des exemptions uniquement pour les femmes enceintes, celles en congé de maternité, les mères célibataires, les mères de familles nombreuses, les mères s'occupant d'enfants handicapés et les épouses de militaires.

Le Mouvement des femmes vétéranes ukrainiennes (Veteranka), fondé en 2018, est passé d'environ 20 membres initiaux à plus de 1 700

en octobre 2024²⁵. En octobre 2025, plus de 70 000 femmes servaient dans les Forces armées de l'Ukraine²⁶, avec plus de 10 000 dans des rôles de combat actifs en première ligne. La croissance de l'adhésion a suivi l'intégration des femmes en temps de guerre et a reflété le travail efficace de Veteranka sur deux fronts: le plaidoyer pour l'égalité juridique et le soutien pratique là où l'État a échoué. Alors que le ministère de la défense n'a fourni aucun uniforme pour femmes jusqu'en février 2024 (été seulement; les uniformes d'hiver restent indisponibles fin 2025), l'atelier de couture de Veteranka a produit environ 700 ensembles d'uniformes gratuits adaptés aux corps des femmes. Lorsque les cas de harcèlement sexuel dans les Forces armées restaient non résolus, la pétition de Veteranka de mars 2024 a recueilli plus de 25 000 signatures exigeant une responsabilité. Lorsque les femmes vétéranes avaient besoin de cliens communautaires, Veteranka a organisé des groupes de soutien psychologique et des campagnes de collecte de fonds. Entre février 2022 et mi-2025, l'organisation a collecté plus de 90 millions de hryvnias (2,1 millions d'euros), livrant 98 véhicules, 1 961 drones et 34 000 pièces de munitions et d'équipement. Rien qu'en avril 2025, Veteranka a livré

25. [Ukrainianer](#), «How Ukraine's Women Veterans Movement works», 1^{er} octobre 2024.

26. [The Women Veterans Movement](#), «Women can do it!: Veteranka launches a large-scale awareness campaign dedicated to servicewomen», 14 octobre 2025.

1 875 976 hryvnias d'aide aux premières lignes; en mai 2025, 1 906 hryvnias²⁷.

Kateryna Pryimak, directrice de Veteranka, a décrit l'importance politique de l'organisation: «L'égalité des sexes n'est pas notre objectif ultime; c'est un marqueur du niveau de développement d'une communauté.» Lorsqu'elle a reçu le Prix franco-allemand des droits de l'homme pour la défense des droits des femmes militaires, elle a clarifié: «Aujourd'hui, les militaires sont le groupe de la société avec le moins de droits, et les femmes dans l'armée font face aux plus grandes restrictions.»

L'organisation militaire des femmes et des LGBT+ renforce la résistance de l'Ukraine d'une manière que les militaires autoritaires ne peuvent pas reproduire. Elle élargit le vivier de recrutement en rendant le service militaire viable pour les populations que la Russie exclut. Elle renforce le moral par l'inclusion – les soldats qui se battent pour une société qui les reconnaît combattent plus durement que ceux qui défendent des systèmes qui les oppriment. Elle démontre aux publics internationaux que la lutte de l'Ukraine n'est pas du nationalisme réactionnaire mais une libération démocratique. Elle tire également parti des ressources de la société civile – les ateliers de Veteranka, les services juridiques de LGBT+ Military – pour remédier aux échecs de l'État par des réseaux horizontaux.

Crise de l'indemnisation : la promesse rompue de l'État aux soldats tombés

L'État ukrainien promet aux familles de soldats tombés 15 millions de hryvnias. La réalité montre comment les pressions du temps de guerre interagissent avec les échecs institutionnels pour abandonner ceux qui ont le plus sacrifié.

L'indemnisation n'arrive pas sous forme de somme forfaitaire mais sur 40 mois: 20 % payés immédiatement, le reste en versements égaux sur plus de trois ans²⁸. Mais ce calendrier suppose que l'État reconnaisse un soldat comme mort. De nombreux soldats ukrainiens sont répertoriés comme «disparus» plutôt qu'officiellement déclarés morts. Selon la loi, la reconnaissance judiciaire du décès devient possible seulement deux ans après la fin de la guerre, et seulement par ordonnance du tribunal. Cela signifie que même dans des conditions idéales, les familles devront attendre au moins 24 mois après la guerre avant de commencer le processus d'indemnisation.

Selon la députée de la Verkhovna Rada²⁹ Sofia Fedina, la période de paiement est passée de trois à huit ans, «mais même ce chiffre n'est qu'une formalité. En pratique, de nombreuses familles ne recevront pas un centime». L'État ukrainien s'est effectivement dégagé de sa responsabilité immédiate. Le Comité international

27. [The Women Veterans Movement](#), rapports mensuels, avril-mai 2025.

28. [StopFake](#), «Fake: Ukraine Delays Repatriation of Dead to Limit Financial Obligations to Families», 12 juin 2025.

29. La Verkhovna Rada est le Parlement monocaméral de l'Ukraine, composé de 450 membres élus pour des mandats de cinq ans.



de la Croix-Rouge a documenté environ 50 000 cas de personnes disparues en février 2025 – dont 90 % de militaires d’Ukraine et de Russie combinés³⁰. En août 2025, cela était passé à 146 000 cas³¹. La définition du CICR de « disparu » inclut toute personne non comptabilisée – ceux dont les restes n’ont pas été récupérés même lorsque le décès est confirmé, les prisonniers de guerre dont la Russie ne divulguera pas l’emplacement, et les civils qui ont perdu le contact après avoir fui. Les corps ne peuvent pas être récupérés sur le territoire contrôlé par la Russie, et la Russie refuse d’autoriser les visites du CICR pour confirmer la détention de nombreux prisonniers de guerre ukrainiens³². Pour les familles, cette « perte ambiguë » aggrave le deuil : elles savent que leur proche est mort, mais sans restes ni déclaration officielle, l’indemnisation reste juridiquement impossible.

Le système d’indemnisation pour les soldats blessés fonctionne selon des principes similaires. Le gouvernement fixe l’indemnisation d’invalidité en fonction des minimums de subsistance : l’invalidité de groupe 1 reçoit 1 211 200 hryvnias (environ 28 000 euros) ; le groupe 2 reçoit 908 400 hryvnias (environ 21 000 euros) ; le groupe 3 reçoit 757 000 hryvnias (environ

17 500 euros)³³. Mais ces chiffres représentent des sommes totales potentielles, pas des paiements immédiats. Les versements s’étalent sur des années. Pendant ce temps, Fedina a reconnu qu’« une partie de l’argent destiné au personnel militaire et à leurs familles n’atteint pas ses destinataires prévus » – la corruption aggrave le retard.

Pour les volontaires étrangers combattant dans les forces ukrainiennes, la bureaucratie de l’indemnisation s’avère encore plus impossible. Le droit ukrainien exige que les familles ouvrent des comptes bancaires en Ukraine pour recevoir des paiements, cela nécessite des visas pour les pays sans régimes de visa, et des permis de résidence temporaire ou permanente. Les restrictions de change interdisent le transfert d’indemnisation à l’étranger – même les paiements de l’État pour les soldats tombés. Les familles étrangères ne peuvent effectivement pas accéder à l’indemnisation prévue par la loi à moins qu’elles ne se réinstallent en Ukraine de manière permanente³⁴.

La crise de l’indemnisation révèle comment la mobilisation en temps de guerre sans transformation économique produit une injustice systémique. La demande de Sotsialnyi Rukh de confisquer la propriété des oligarques et d’imposer des taux d’imposition de 90 % aux plus hauts revenus aborde directement cet échec :

30. [US News](#), « Red Cross Says Missing People in Ukraine and Russia War Doubles to 50,000 Over Past Year », 13 février 2025.

31. [Time](#), « Ukrainians Can’t Reach the Bodies of Their Fallen Loved Ones », 26 août 2025.

32. [MIHR](#), « 38 thousand missing Ukrainians: how to find and identify people », 16 mai 2024. Disponible sur :

33. [Babel](#), « The government has simplified the procedure for payment of benefits for the death or injury of military personnel », 25 septembre 2024.

34. [Disputes Law Firm](#), « Compensation Issue for Relatives of Killed in Action Foreign Soldiers in Ukraine ».

si l'Ukraine mobilisait les ressources économiques aussi complètement qu'elle mobilise les hommes de la classe ouvrière, l'indemnisation pourrait être immédiate plutôt qu'étalée sur une décennie. Le fait que les familles doivent attendre huit ans tandis que les oligarques évitent le service par des pots-de-vin de 37 000 dollars (30 000 euros) démontre les intérêts que l'État protège.

Guerre de classe et guerre du peuple : la critique socialiste de Sotsilanyi Rukh

Le mouvement socialiste démocratique ukrainien, en particulier Sotsialnyi Rukh a produit l'analyse la plus systématique des inégalités de mobilisation durant la guerre de 2022-2025. Leur critique met à jour une vérité fondamentale : la conscription forcée pèse systématiquement sur la classe ouvrière tandis que les classes moyennes et supérieures évitent le service.

La résolution de la conférence d'octobre 2024 de Sotsialnyi Rukh l'a déclaré clairement : « Depuis le début de l'invasion à grande échelle, le noyau de la résistance à l'agression – tant au front qu'à l'arrière – a été la classe ouvrière³⁵. » Cette observation est la base de leur critique complète des inégalités de mobilisation documentées à travers de multiples dimensions.

Les dimensions de classe se manifestent le plus clairement par l'étude des populations qui peuvent éviter le service. Avec 37 000 dollars

(30 000 euros) on achète une fausse exemption médicale auprès de médecins évitant la conscription. En août 2024, le Service de sécurité a arrêté deux chefs d'enrôlement de l'oblast de Kiev qui avaient gagné plus de 1,2 million de dollars (973 000 euros) par de tels stratagèmes. Pour ceux incapables de se permettre de tels pots-de-vin, on estime que 600 000 à 850 000 hommes ukrainiens ont fui à l'étranger malgré les interdictions de sortie, ce qui nécessitait des ressources financières importantes pour des opérations de contrebande coûtant des milliers de dollars.

Les tentatives du gouvernement de formaliser les exemptions basées sur la richesse se sont révélées explosives. Des projets de loi proposaient une « réservation économique » permettant aux entreprises d'exempter les employés en payant 20 000+ UAH (493+ euros) mensuels par travailleur. Les critiques ont averti que cela crée une guerre pour les pauvres où « ceux qui ont une stabilité financière et de l'argent pourraient effectivement "acheter leur sortie" ».

Le leader de Sotsialnyi Rukh Vitaliy Dudin, avocat du travail, a critiqué la réservation économique car elle provoque « une division au sein de la société, parce qu'elle a été développée sans tenir compte des opinions des syndicats³⁶ ». L'analyse de l'organisation relie l'inégalité de mobilisation à une structure économique plus large : « Les perspectives incertaines de la victoire de l'Ukraine découlent du fait que la seule stratégie fiable pour s'opposer à l'agresseur

35. [Links](#), *International Journal of Socialist Renewal*, « Sotsialnyi Rukh (Social Movement): The path to victory and the tasks of the Ukrainian left », octobre 2024.

36. [ESSF](#), « Ukraine: Trade Unions, Deregulation, and Social Dialogue: An Interview with Vitaliy Dudin », 2024.



– mobiliser toutes les ressources économiques disponibles pour soutenir la première ligne et les infrastructures critiques – contredit les intérêts de l’oligarchie.»

La déclaration de mars 2025 de Sotsialnyi Rukh «Pour une Ukraine sans oligarques et sans occupants» présente son programme politique le plus en détail. Le plan en dix points relie explicitement la réforme de la mobilisation à la transformation économique :

- Introduire une imposition progressive avec un taux supérieur atteignant 90 % du revenu – «Pour préserver le pays, les plus riches doivent sacrifier leurs fortunes».
- Établir un contrôle étatique sur les entreprises du secteur stratégique pour la production de masse.
- Augmenter le prestige social du personnel militaire.
- Paiement d’une compensation financière équitable aux soldats blessés.
- Restaurer la pratique du maintien du salaire moyen pour les travailleurs mobilisés, ce qui assurera aux Forces armées d’Ukraine le potentiel de personnel nécessaire.
- Financer adéquatement l’éducation et la science – «La nature hautement technologique de la guerre moderne rend le rôle des ingénieurs et des travailleurs qualifiés aussi important que celui des soldats».

La déclaration insiste sur le fait que «la mise en œuvre de ces étapes est impossible sans une rupture entre la direction du pays, les grandes entreprises et ses agents d’influence. Si même certaines de ces mesures sont mises en œuvre,

elles augmenteront la confiance du public dans le gouvernement. Les véritables garanties de la sécurité de l’Ukraine résident dans le renforcement des liens sociétaux internes.»

Les demandes centrales de mobilisation de la résolution d’octobre 2024 de Sotsialnyi Rukh étaient explicites : «Nous plaçons pour mettre fin à l’incertitude concernant la durée du service militaire, car c’est une question d’équité élémentaire.» Plus complètement : Sotsialnyi Rukh plaide pour le développement du secteur public de l’économie, subordonné aux priorités de défense et de plein-emploi, et défend les droits des conscrits et des militaires à un traitement digne, à la démobilisation après une durée de service définie, et à la réhabilitation.

La lettre publique de Dudin de mars 2022 à Zelensky s’opposant à la déréglementation du travail en temps de guerre, reliait la mobilisation à la justice économique : «De telles mesures transféreront le fardeau de la guerre des plus riches à la majorité ouvrière. Elles doivent être rejetées... Il est nécessaire de confisquer la propriété des oligarques ukrainiens pour des raisons de nécessité publique. Le capital des oligarques ukrainiens doit travailler pour l’économie³⁷.»

La mobilisation coercitive reflète et approfondit la crise de légitimité. Lorsqu’elle est combinée avec des scandales de corruption (pots-de-vin d’exemption de conscription), des évasions d’oligarques et des attaques contre les

37. [Commons](#), «Trade Unions, Deregulation, and Social Dialogue: An Interview with Vitaliy Dudin», 2024.

droits du travail, la conscription forcée aggrave l'injustice plutôt que de partager le sacrifice.

Sotsialnyi Rukh soutient que le recrutement volontaire reviendrait, s'il était lié à une mobilisation économique globale: nationaliser les capacités de production, imposer des taux d'imposition de 90 % sur les Ukrainiens les plus riches, confisquer la propriété des oligarques, maintenir les salaires des travailleurs mobilisés, garantir des durées de service définies avec une démobilisation claire. Le groupe soutient que «gagner la supériorité technologique combinée à une approche prudente des personnes est le chemin vers la victoire», et réduire les besoins en personnel grâce à l'équipement tout en traitant les soldats avec dignité crée une défense durable.



Le pacifisme comme privilège: la gauche ukrainienne rejette l'objection de conscience

La position de la gauche ukrainienne sur l'objection de conscience (OC) révèle une division fondamentale d'avec certains mouvements progressistes occidentaux. Les organisations socialistes ukrainiennes dominantes rejettent explicitement le pacifisme et ne plaident pas pour les droits d'OC, arguant que la résistance armée est nécessaire contre l'impérialisme génocidaire. Seul le petit Mouvement pacifiste ukrainien – confronté à des poursuites et à la marginalisation – continue de plaider pour les protections constitutionnelles d'OC suspendues depuis février 2022.

La position dominante de la gauche ukrainienne se cristallise dans l'expression «le pacifisme est un privilège». Anna Zyablikova, une carabinière et médecin anarcho-féministe de Kharkiv, a énoncé cela avec force :

Vous pouvez être une très bonne personne et suivre toutes les règles, mais un missile russe vous frappera quand même. Ils [les pacifistes] rejettent le sentiment d'impuissance face à l'agression militaire et se cachent derrière le pacifisme : «La guerre est mauvaise.» Nous en Ukraine n'aimons pas non plus la guerre! Je n'aime pas que j'aie dû abandonner mes rêves de carrière. Mais je ne peux pas y renoncer. Je ne peux pas me permettre de me cacher dans le pacifisme³⁸.

Sotsialnyi Rukh la plus grande organisation socialiste démocratique d'Ukraine, n'a produit aucune déclaration officielle plaidant pour les droits d'objection de conscience. Sa résolution de la conférence de septembre 2022 déclarait : «la classe ouvrière constitue le noyau de la résistance ukrainienne à l'impérialisme russe». Plusieurs membres de Sotsialnyi Rukh ont rejoint volontairement les Forces de défense territoriale et les Forces armées.

Les organisations féministes ont des positions similaires. Feminist Workshop et Bilkis n'ont pas plaidé pour les droits d'objection de conscience. Au lieu de cela, ses membres ont déclaré : «La volonté de se battre et de défendre votre pays ne dépend pas du genre.» Les membres de Bilkis servent activement dans

38. [Tempest](#), «Inside the Ukrainian Resistance», juin 2022.

l'armée. Comme la militante de Bilkis Tania Vynska l'a expliqué à *New Politics* : « Si l'Ukraine est vaincue et que la Russie conquiert l'Ukraine, cela signifierait la fin des organisations de la société civile, et surtout des groupes féministes LGBT³⁹. »

La revue *Commons* a publié abondamment sur la résistance armée, sans aborder l'objection de conscience. La revue rend hommage aux contributeurs de gauche tombés : « en 2023-2024, plusieurs auteurs de *Commons* sont morts en première ligne en défendant l'Ukraine contre l'invasion russe : le journaliste Evheny Osievsky, l'anarchiste russe Dmitry Petrov, et l'avocat Yuriy Lebedev. » Le rédacteur en chef Oleksandr Kravtchuk est mort au combat en juin 2023 à l'âge de 37 ans. La ligne éditoriale de la revue s'est systématiquement opposée à ce qu'elle appelle le « faux pacifisme déguisé sous des slogans de gauche ».

En contraste frappant, la poignée de membres du Mouvement pacifiste ukrainien plaide avec persistance pour les droits d'OC malgré les poursuites. Le secrétaire exécutif Yurii Cheliajenko a fait face à une assignation à résidence d'août à décembre 2023, à des perquisitions d'appartement et à des saisies d'appareils. L'organisation a déposé de multiples demandes à la Cour européenne des droits de l'homme au nom des objecteurs de conscience, a déclaré que l'Ukraine a suspendu le service alternatif en affirmant qu'il ne s'applique qu'en temps de paix, et a rapporté qu'en 2024-2025, des centaines de personnes font face à des

poursuites en vertu de l'article 336 (évasion de conscription) qui pourrait entraîner trois ans d'emprisonnement.

La déclaration d'avril 2022 du Mouvement pacifiste ukrainien a condamné l'invasion russe tout en critiquant la suspension par le gouvernement ukrainien des droits d'OC, appelant à la protection du « droit absolu à l'objection de conscience au service militaire, par tous les moyens légaux ». Ils ont recensé au moins 17 objecteurs de conscience condamnés à l'emprisonnement en novembre 2023, avec des chiffres croissants – principalement des Témoins de Jéhovah (ils ont parlé de plus de 700 cas en février 2024) plus des manifestants comme Dmytro Zelinsky dont le cas a atteint la Cour constitutionnelle.

La Commission de Venise⁴⁰ a émis un avis en mars 2025 constatant que les droits d'objection de conscience « ne peuvent être complètement exclus même en temps de guerre », et le Commissaire aux droits humains du Conseil de l'Europe a qualifié les poursuites d'OC de l'Ukraine d'« alarmantes ». Ces positions juridiques internationales ne trouvent aucun écho dans le discours dominant de la gauche ukrainienne. La gauche ukrainienne voit le conflit à travers des cadres anti-impérialistes plutôt que pacifistes – à mettre sur le même plan que la résistance antifasciste pendant la Seconde Guerre mondiale – faisant apparaître l'objection de conscience

39. ESSF, « Bilkis : A Ukrainian Feminist Organization », 2025.

40. La Commission de Venise, formellement la Commission européenne pour la démocratie par le droit, est un organe consultatif du Conseil de l'Europe fournissant des conseils juridiques aux États membres.

implicitement comme un abandon de la défense collective contre l'agression génocidaire.

Collectifs de solidarité: logistique anarchiste comme infrastructure de résistance

Au-delà des organisations étatiques et quasi étatiques, les réseaux horizontaux fournissent un soutien militaire crucial. Les Collectifs de solidarité (Solidarity Collectives), un groupement anarchiste ukrainien, gèrent ce que les visiteurs internationaux décrivent comme un «entrepôt secret» rempli d'équipement: gilets pare-balles (armure corporelle de niveau 4), casques, équipement de vision nocturne, détection thermique, drones, équipement médical tactique, uniformes et bottes. Le collectif accorde la priorité aux «camarades et alliés qui ont précédemment participé à des activités politiques – tels que les syndicalistes, les antifascistes, les féministes, les militants écologistes et climatiques et d'autres activistes progressistes de gauche qui ont décidé de participer volontairement à la guerre contre l'invasion russe ou qui ont été recrutés par la conscription ukrainienne⁴¹.»

L'entrepôt comprend un espace de travail dédié à la construction de drones: «Des tables de travail remplies de fers à souder, de circuits imprimés et de fils, une étagère avec des piles de petits drones qui peuvent être utilisés pour la logistique, la reconnaissance et le combat.» En collaboration avec des forces antiautoritaires tchèques et allemandes, les Collectifs de

Solidarité construisent, rassemblent et distribuent ces drones. Le collectif a livré plus d'une centaine de gilets pare-balles efficaces et «d'innombrables casques» grâce à des dons internationaux de particuliers, d'activistes et de groupements antiautoritaires à travers l'Europe.

Cette infrastructure est stratégiquement importante car les soldats ukrainiens «sont largement censés acheter leur propre équipement» – une réalité qui impose un fardeau énorme aux combattants individuels et à leurs familles. Les réseaux de solidarité horizontaux compensent les défaillances de l'État, tout en construisant des connexions antiautoritaires internationales qui transcendent les cadres nationalistes. Lorsque des activistes antifascistes en Allemagne aident à construire des drones pour des syndicalistes ukrainiens combattant la Russie, ils créent un internationalisme fondé sur la solidarité matérielle plutôt que sur des déclarations abstraites.

Comme l'a expliqué un activiste des Collectifs de solidarité: «Pour nous, il était important de montrer les perspectives de la gauche, les activités et les histoires de militants antiautoritaires sur la ligne de front. De nombreux antimilitaristes dans le passé, comme ceux qui en accusaient d'autres de militarisation de la société en Ukraine, par exemple, ont fini par prendre les armes, et nous essayons d'expliquer pourquoi⁴².» Le travail du collectif fait le pont entre l'engagement idéologique envers l'antimilitarisme et la reconnaissance matérielle



41. [Modkraft/ESSF](#), «Visiting a secret anarchist warehouse in Ukraine», 2024.

42. [ESSF](#), «Ukraine: War, inequality, neoliberalism: the challenges facing the Ukrainian left», 2024.

que résister à l'impérialisme russe nécessite une défense armée.

Défense territoriale et organisation militaire démocratique

Les Forces de défense territoriale, organisées de manière similaire à l'armée régulière mais agissant comme infanterie légère sans armes lourdes, démontrent le potentiel militaire démocratique. Elles «restent généralement dans la ville ou le village où elles ont été formées pour le défendre.» Plusieurs unités de Défense territoriale «ont défendu avec succès leurs villes contre l'armée russe régulière par elles-mêmes, sans aucun soutien ou avec très peu de soutien de l'armée ukrainienne⁴³.» Leur structure – basée localement, à forte composante volontaire, défendant les communautés plutôt qu'un territoire abstrait – permet un degré de responsabilité démocratique impossible dans les forces hiérarchiques conventionnelles.

Dans les endroits où la défense territoriale combat aux côtés de l'armée régulière, «elles sont parfois utilisées pour effectuer des attaques éclair sur les positions russes, afin de harceler les lignes ennemies et de les épuiser. Dans d'autres endroits, où les combats n'ont pas eu lieu, la Défense territoriale assure des patrouilles, servant ainsi de dissuasion pour l'armée russe qui tenterait d'envahir.» Cette flexibilité – alterner entre harcèlement offensif, opérations défensives et patrouilles dissuasives en fonction des conditions locales – nécessite une

initiative que les structures de commandement autoritaires interdisent.

Les volontaires internationaux rejoignant la Légion étrangère d'Ukraine «déclarent le plus souvent qu'ils sont venus combattre pour la démocratie et prévenir les crimes de guerre russes.» La Légion étrangère n'accepte officiellement que ceux ayant une expérience militaire, transférant les autres vers des rôles auxiliaires. Les volontaires biélorusses se sont révélés particulièrement actifs, avec «une unité biélorusse spéciale qui a maintenant la taille d'un régiment et qui fait des plans pour aller au Bélarus et y déclencher une révolution afin de renverser le dictateur biélorusse Alexandre Loukachenko après la fin de la guerre en Ukraine.»

Un organisateur anarchiste de la Défense territoriale a expliqué les enjeux de manière frappante: «Malheureusement, ce n'est pas une guerre où il y a de la place pour la pureté idéologique ou des choix. Le régime de Poutine est extrêmement autoritaire, sans liberté d'expression ou de réunion, avec la répression et le meurtre d'opposants politiques, de fausses accusations criminelles contre des activistes, y compris des anarchistes, des poursuites contre la communauté LGBTQ+. » L'analyse se poursuit: «Après le massacre de Boutcha, il est clair que mon hypothèse était trop optimiste, tous les activistes politiques (ou les personnes soupçonnées d'activisme) seraient purement et simplement assassinés. De plus, les massacres augmenteraient probablement jusqu'à l'échelle du génocide, car les propagandistes russes disent déjà ouvertement que tous ceux qui sont dans l'armée ukrainienne ou qui l'aident devraient

43. ESSF, «Operation Solidarity: The Territorial Defense forces in Ukraine and our commitment», avril 2022.

être considérés comme des « nazis » et donc purgés.»

La comparaison est délibérée : « Nous considérons cette situation comme similaire à celle des anarchistes espagnols, qui ont combattu sous le commandement opérationnel de l'armée républicaine espagnole contre la dictature de Franco, et qui ont ensuite rejoint l'armée française libre pour combattre le nazisme⁴⁴. »

Conclusions

Les soldats ukrainiens défendant leur pays contre une conquête impériale ne devraient pas avoir à se battre simultanément pour des droits fondamentaux comme la rotation, les conditions de démobilisation et la reconnaissance des partenaires. Le fait qu'ils se battent – collectivement, publiquement, par l'organisation démocratique – révèle à la fois les faiblesses persistantes de la capacité de l'État ukrainien et la force fondamentale de la culture démocratique ukrainienne. Lorsque des spécialistes en réparation peuvent arrêter des ordres stratégiquement stupides par l'action collective, lorsque les familles peuvent faire pression sur le Parlement pour aborder la question de la rotation, lorsque les soldats LGBT+ peuvent s'organiser pour la reconnaissance légale, lorsque les femmes vétérans peuvent produire des uniformes que l'État n'a pas réussi à fournir, lorsque



44. La référence est la guerre civile espagnole (1936-1939), où des anarchistes ont combattu dans les forces républicaines contre les nationalistes dirigés par Franco, et la participation ultérieure d'exilés espagnols dans la Résistance française pendant la Seconde Guerre mondiale.

les syndicats peuvent soutenir l'effort de guerre tout en s'opposant au néolibéralisme, lorsque les collectifs anarchistes peuvent construire des réseaux de solidarité internationale fournissant des drones et des équipements de protection corporelle, ces pratiques démocratiques ne sont pas des à-côté de l'efficacité militaire – elles la constituent.

Les soldats ukrainiens ont remporté plus de réformes démocratiques durant trois années de guerre totale que de nombreuses armées n'en réalisent en temps de paix. Comparons la trajectoire de l'Ukraine à des exemples historiques et contemporains. L'armée américaine ne s'est intégrée racialement qu'en 1948 – trois ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale – et a résisté aux femmes dans les rôles de combat jusqu'en 1994, cinquante ans après que les femmes aient servi massivement dans des rôles de soutien durant la Seconde Guerre mondiale. L'armée britannique a interdit le personnel LGBT+ ouvertement jusqu'en 2000. La France a conscrit des soldats pour un service indéfini durant la guerre d'Algérie (1954-1962) sans rotation, sans conditions fixes, et avec une répression brutale de la dissidence. L'armée turque a emprisonné des objecteurs de conscience tout au long des années 1990 et 2000. Les armées autoritaires comme celle de la Russie ne permettent aucune organisation indépendante des soldats – la dissidence signifie emprisonnement ou pire.

Dans ce contexte, les réalisations de l'Ukraine durant une guerre existentielle sont extraordinaires. Le système de transfert Army+, bien que limité, donne aux soldats des pouvoirs d'initiative impossibles dans les forces hiérarchiques.

Le programme d'amnistie pour désertion, bien qu'incomplet, traite l'absence comme un échec systémique plutôt que comme une lâcheté individuelle – 9 000 soldats sont revenus volontairement, quelque chose d'impensable en Russie où les déserteurs font face à une exécution sommaire. La décision judiciaire de juin 2025 reconnaissant les couples de même sexe comme des familles, bien qu'elle ne soit pas encore une législation, établit un précédent juridique durant un conflit actif. La production par Vetranka d'uniformes pour femmes a compensé l'échec de l'État par la solidarité horizontale. La protestation réussie de la 125^e brigade contre un déploiement inapproprié a démontré que l'action collective des soldats peut renverser les décisions de commandement sans détruire la cohésion de l'unité – une capacité que les armées autoritaires ne peuvent structurellement permettre.

Ces victoires restent incomplètes et contestées. L'indemnisation des soldats tombés prend huit ans pour être entièrement traitée, les familles ne recevant que 20 pour cent des 15 millions d'hryvnias [environ 350 000 euros] immédiatement. La législation sur le partenariat LGBT+ a manqué son échéance du troisième trimestre 2025. La réforme des corps continue d'être affectée par des unités dispersées et des commandants sous-entraînés. La rotation reste inexistante pour la plupart des soldats. Mais la lutte elle-même – le fait que les soldats, les familles, les vétérans et les organisations de la société civile peuvent s'organiser, protester, exiger et parfois gagner – marque la différence

fondamentale de l'Ukraine par rapport à la puissance impériale à laquelle elle résiste.

Démocratie et anti-impérialisme sont inséparables – parce que seule l'organisation démocratique permet le retour d'information, l'adaptation, la mobilisation et la solidarité qui rendent la résistance possible. Les soldats ukrainiens prouvent cette vérité de la manière la plus dure possible : en se battant simultanément pour l'indépendance de leur pays et pour leurs propres droits démocratiques, remportant des batailles sur les deux fronts que les armées en temps de paix ne parviennent pas à réaliser.

Sur le même thème

- «Ukrainiennes en armes», n° 11.
- «Soutien à une unité combattante de la résistance ukrainienne», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 11.
- «Le soutien syndical aux combattants», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 13.
- «Le syndicat des LGBTQIA+ en uniforme» n° 20.
- «Ivanka, une féministe en armes» n° 37,
- «Ceci est mon manifeste féministe militaire» n° 37.
- «La défense de notre pays fait partie de la lutte pour la justice sociale», n° 37.
- «L'armée ukrainienne a besoin d'un changement culturel pour protéger les droits des soldats», n° 38.

De Kherson à Gaza: Pastèques de tous les pays, unissez- vous !

Sophie Bouchet-Petersen¹

Il y a, dans le vaste monde, deux pays qui ont fait de la pastèque l’emblème de leur résistance à l’impérialisme et à la colonisation : l’Ukraine et la Palestine. De cette étonnante similitude des symboles, certes fortuite, on peut tirer une leçon politique nullement anecdotique : de Kherson à Gaza, une même icône nous rappelle que le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes ne saurait être à géométrie variable. L’image partagée de la pastèque devrait valoir incitation à dépasser ces solidarités enfermées chacune dans son couloir d’athlétisme, l’une tournée vers l’Ukraine mais indifférente à la Palestine, l’autre tournée vers la Palestine mais indifférente à l’Ukraine.

En Ukraine, une culture ancienne et le fruit-culte de la libération de Kherson

Le 11 novembre 2022, après près de neuf mois d’occupation russe, l’armée ukrainienne libère Kherson, capitale d’une région célèbre pour sa production de pastèques,

reconnaissables – disent les amateurs – à leur taille, à leur goût particulier, et livrées dans tout le pays avant que s’abattent sur les champs et les villes les ravages de l’invasion à grande échelle.

En août de la même année, alors que les combats faisaient rage, deux pastèques emportées par des habitants en fuite avaient été vendues aux enchères pour plusieurs milliers de hryvnias et la recette versée à l’armée ukrainienne.

Sitôt Kherson libérée, les pastèques sont partout. Les images d’un soldat ukrainien posant aux côtés d’une statue de pastèque géante, bien connue des Ukrainiens, deviennent virales. La Poste ukrainienne annonce la sortie d’un nouveau timbre à l’effigie du fruit de la victoire, qui retrouve toute sa place dans le patrimoine national et identitaire ukrainien, avec cette phrase : «Kherson est l’Ukraine» ; une enveloppe accompagne les timbres, où un soldat ukrainien replace le morceau manquant (Kherson) dans la pastèque temporairement amputée (l’Ukraine).

Pour célébrer la contre-offensive et la reconquête ukrainiennes, des émojis figurant une tranche de pastèque circulent massivement sur les réseaux sociaux ainsi qu’une version du drapeau national enrichie d’une pastèque. Un soldat ukrainien se filme une pastèque à la main devant une foule en liesse.

Nombre de clubs de foot, dont le célèbre Dynamo de Kyiv, modifient leur logo pour y intégrer des pastèques. Des arbitres se présentent sur la pelouse avec une pastèque à la place du ballon rond.

Denys Chmyhal, alors Premier ministre, publie un cliché de lui sur Twitter avec le gros fruit dans les bras. Le Parlement ukrainien ajoute une



1. Sophie Bouchet-Petersen est secrétaire générale d’Ukraine CombArt et membre du Comité français du RESU.

pastèque à son identité graphique ; d'autres institutions font de même. Un même tournant Poutine en dérision le montre avec une pastèque. En visite-surprise à Kherson tout juste libérée, le Président Zelensky confie être venu « parce qu'il avait envie de manger une pastèque ».

Dans l'allégresse de la victoire remportée à Kherson, la pastèque mania se répand dans tout le pays. *Euromaidan Press* prédit que la pastèque est à ce point délicieuse qu'elle aura bientôt son appellation d'origine contrôlée comme le cognac, le champagne, la feta.

En juin dernier, la 22^e édition du Festival international Docudays à Kyiv s'était, elle aussi, mise à l'heure de la pastèque dont nous nous passions les ballons de mains en mains le soir de l'inauguration dans la grande salle du cinéma Jovten.

Dans l'Ukraine entière, on célèbre le produit-phare de la ville jadis fondée sur un territoire du khanat de Crimée et qu'avait précédée, au 16^e siècle, la cité cosaque de Bilikhovitchi. Sa culture y avait d'ailleurs été introduite il y a des siècles par les Tatars car la proximité de sa région avec la Mer noire et son climat humide leur étaient apparus particulièrement propices. Dans les années de disette qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, les habitants du sud de l'Ukraine faisaient bouillir des pastèques pour en tirer, en l'absence de sucre, de la mélasse et de la confiture. Il fut un temps où le coup d'envoi de la saison des récoltes se faisait traditionnellement avec la retransmission à la télévision du départ d'une barge remplie de pastèques et remontant le Dniepr, avant que l'invasion russe y mette un terme.



Kherson subit aujourd'hui les bombardements incessants des troupes russes, stationnées sur l'autre rive du fleuve. La ville subit aussi cette innovation cruelle de la guerre faite aux civils par la soldatesque poutinienne : ses habitants l'appellent « safari humain » car il ne s'agit pas seulement, pour les drones de l'ennemi, de viser des objectifs militaires, des infrastructures vitales, des immeubles d'habitation, mais de cibler individuellement les passants, des personnes âgées traversant lentement une rue, des enfants jouant sur les trottoirs, des civils passant à vélo...

En Palestine, une tradition culinaire et un drapeau de substitution

«En Palestine où arborer le drapeau palestinien est un crime, des moitiés de pastèque sont brandies contre les troupes israéliennes pour représenter le rouge, le noir, le blanc et le vert de la Palestine»: ces lignes sont extraites de *L'ode à la pastèque*, de la poétesse américaine Aracelis Girmay.

Avant d'être, comme aujourd'hui, un symbole de résistance, la pastèque (qui aurait été, pour la première fois, cultivée il y a 5 000 ans en Égypte) intervient depuis longtemps dans de nombreux plats de la cuisine palestinienne traditionnelle comme le *fatit'ajrir* (à base de pastèques non encore mûries, rôties au feu de bois, mélangées à d'autres légumes et servies avec du pain sans levain) ou les petites pastèques saumurées.

Sa première apparition en remplacement du drapeau palestinien interdit remonterait à

la guerre des Six Jours de 1967, quand Israël prit le contrôle de Jérusalem, de la Cisjordanie et de Gaza. L'usage public du drapeau palestinien ayant été décrété illégal, la pastèque aux couleurs similaires avait alors fait office de subterfuge pour affirmer l'opposition à l'occupation et revendiquer une identité nationale niée. C'est dans les années 1980-1990 que la pastèque devient le symbole de l'identité palestinienne, notamment quand Israël interdit aux agriculteurs des territoires occupés de la planter.

Après une brève période de relatif assouplissement autour des accords d'Oslo de 1993, le bannissement du drapeau palestinien redevient la règle. Artistes et manifestant·es s'emparent à nouveau de la pastèque, *substitut compris de tout le monde*, qui présente en outre l'avantage de ne pas être automatiquement invisibilisé par les algorithmes des réseaux sociaux, comme l'est souvent le drapeau palestinien.

Ces dernières années, la pastèque a fait son grand retour, chez les militant·es palestinien·nes comme chez celles et ceux qui, dans le monde entier, les soutiennent. Un *Jeu de la pastèque* est créé sur TikTok par une jeune spécialiste en réalité augmentée qui reverse l'argent ainsi gagné à des associations venant en aide aux populations de Gaza (en une semaine, son filtre utilisé plus de 5 millions de fois lui avait permis de récolter plus de 20 000 dollars). Sur Instagram, de nombreux graphistes publient des photos et des dessins de pastèque illustrant le soutien au peuple palestinien. Nombre d'artistes palestinien·nes et pro-palestinien·nes s'emparent de l'iconographie de la pastèque comme Sarah



Hatahet, Sami Boukhari, Aya Mobaydeen, Beesan Arafat...

Dans les années 1980, les autorités israéliennes avaient mis fin à une exposition à laquelle l'artiste Sliman Mansour participait à Ramallah au motif que les pastèques qui y étaient représentées tombaient sous le coup de la même interdiction que celle frappant le drapeau palestinien pour cause de couleurs identiques. En 2007, l'artiste Khaled Hourani peint une tranche de pastèque pour illustrer le livre *Atlas subjectif de la Palestine* : son œuvre, intitulée *L'histoire de la pastèque*, fait le tour du monde.

En octobre dernier, la municipalité d'Ivry-sur-Seine choisit, après plusieurs condamnations par le tribunal administratif au prétexte de la «neutralité du service public», de remplacer les banderoles de soutien à la Palestine qui ornent le fronton de sa mairie par une immense pastèque. Même des Israéliens, hostiles à la politique criminelle de Netanyahu, portent en signe de protestation un autocollant en forme de pastèque avec cette inscription ironique : «Ceci n'est pas un drapeau palestinien». La pastèque s'invite aussi au Festival de Cannes lorsque des stars signifient, en l'arborant, leur soutien à la Palestine.

Émojis sur les réseaux sociaux, sculpture en forme de pastèque à Jénine, pancartes et tee-shirts dans les manifestations, fresques murales... les déclinaisons sont multiples et la pastèque signe de ralliement mondial. Le pictogramme permet de ruser avec les autorités israéliennes et d'échapper à la censure des algorithmes. L'usage de ce type de logo crypté porte un nom : l'«*algospeak*» (le droit de parler

malgré les algorithmes). Les jeunes opposants au régime chinois avaient, en leur temps, utilisé des images animées de Winnie l'Ourson pour se moquer de Xi Jinping.

Ukraine-Palestine : mêmes pastèques, même combat ?

Ukraine et Palestine partagent cet héritage de la pastèque venue d'Afrique il y a des siècles.

Ukraine et Palestine se sont emparées de ce fruit juteux pour signifier à leurs envahisseurs respectifs et au monde entier leur volonté de vivre libres.

Identitaire et nourricière, la pastèque, même si beaucoup l'ignorent, est leur bien commun. Ce pourrait être, des uns aux autres, plus qu'un vague signe de cousinage culinaire et une même ironie railleuse à destination des occupants bottés-casqués : le fondement, parmi d'autres, d'une solidarité à construire... On en est loin mais il nous faut tenir ce cap. Le cap de la pastèque.



PRISES DE POSITION

Hier la Nuit de cristal, aujourd'hui la dé-ukrainisation

Robi Morder¹

Intervention de Robi Morder au nom du Comité français du RESU, 9 novembre à Japy pour la commémoration de la Nuit de cristal².

Le comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine est intervenu ici l'année dernière

Que puis-je ajouter sinon qu'entre-temps c'est un complice de Poutine qui est arrivé au pouvoir aux États-Unis d'Amérique rejoignant le cortège déjà long de ses soutiens dictatoriaux, les fascistes du 21^e siècle.

Rappelons en effet que la guerre que l'impérialisme russe fait à l'Ukraine est non seulement une guerre de type colonial, mais possède une dimension négationniste et génocidaire. Certes, comme nous l'expliquions l'an dernier, les formes et les éléments des génocides sont à chaque fois spécifiques, mais ils peuvent être comparés. Elles en tout cas ont un point commun : la volonté d'effacer une nation, une communauté,

de l'histoire et des consciences. Le degré le plus élevé a, jusqu'à aujourd'hui, été l'extermination systématique de tous les membres du groupe avec des moyens industriels – ce fut le cas de la politique génocidaire systématique des nazis à l'encontre des Juifs mais aussi des Roms. Mais ce n'est pas le seul « modèle » de génocide, la « solution finale » elle-même avait connu des étapes préalables.

La guerre que la Russie de Poutine mène contre l'Ukraine et son peuple est une guerre à dimensions coloniale, impérialiste, génocidaire. Elle est génocidaire dans le sens où elle vise à effacer toute trace d'Ukraine et d'Ukrainiens, à les nier comme nation et peuple, à extirper ce qu'il y a d'ukrainien chez chaque individu.

Cette politique c'est la russification, déjà entamée sous le tsarisme, reprise au 20^e siècle avec les déplacements des peuples, tels celui des Tatars de Crimée déportés hors de leur territoire, cela continue avec la russification de la Crimée, les annexions de territoires occupés, le changement de nationalité, de langue, imposé pour tous leurs habitants, les enlèvements des enfants ukrainiens pour en faire de « vrais Russes », beaucoup transformés en chair à canon.

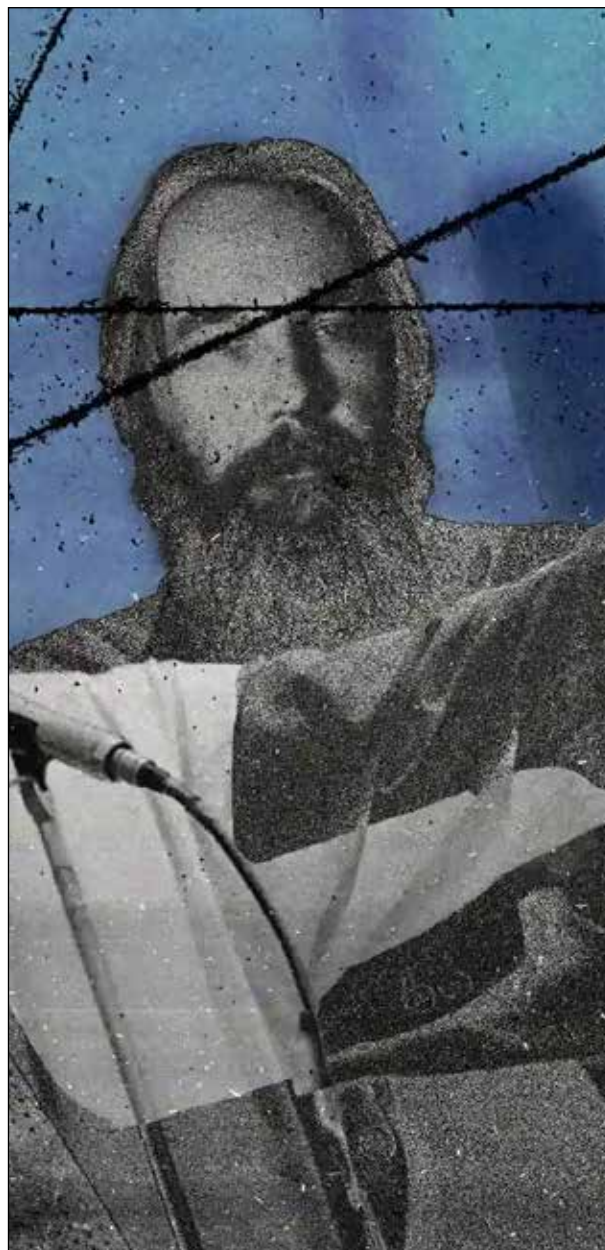
Nier l'Ukraine en tant que peuple et nation, exterminer l'Ukrainien qu'il y a dans chaque Ukrainien n'est pas qu'une déduction à partir des faits constatés, c'est une volonté affirmée publiquement par nombre de dirigeants Russes au nom de la « dénazification » de l'Ukraine et d'idéologues qui les inspirent, tel le « philosophe » Timofeï Sergueïtsev, qui écrivait en 2022 :

1. Robi Morder est membre du Comité français du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité.

2. Ceci est le texte dont la lecture a du être abrégée tant il y a maintenant d'associations présentes à ce rassemblement annuel initié par Mémorial 98

Le nom « Ukraine » ne peut être retenu comme celui d'une formation étatique entièrement dénazifiée sur un territoire libéré du joug nazi [...]. La dénazification sera inévitablement une dé-ukrainisation [...]. La dénazification de l'Ukraine est aussi son inévitable dé-européanisation.

À l'Est de l'Europe, le peuple ukrainien lutte concrètement au nom du « Plus jamais ça ! », promesse et espoir de 1945 à l'Est de l'Europe. L'Ukraine est en première ligne pour la défense des droits et libertés démocratiques des peuples face au fascisme poutinien. C'est leur sort qui s'y joue.



Comment négocier avec la Russie : tenir compte de l'histoire, du droit et surtout de l'Ukraine

Timothy Snyder¹

Hier soir, la Russie a attaqué des civil·es ukrainien·nes avec plus de cinq cents drones, missiles de croisière et roquettes. La plupart ont été abattus, mais une roquette a atteint Ternopil, dans l'ouest de l'Ukraine, frappant un immeuble d'habitation et tuant au moins vingt-cinq civil·es, dont trois enfants. Dans tout le pays, des immeubles d'habitation, des magasins, des bureaux de poste et des centrales électriques ont été incendiés. Il s'agit du dernier crime de guerre en date commis par la Russie dans le cadre de sa guerre criminelle.

Pendant ce temps, nous apprenons que Poutine et Trump (ou leurs émissaires) se sont secrètement consultés au sujet d'un règlement de la guerre qui convienne à la Russie. Compte tenu des pièges inhérents au fait de laisser un agresseur décider de l'issue de sa guerre, je

vais essayer de prendre du recul et de donner un aperçu rapide, fondé sur l'histoire, de la manière dont les négociations pourraient réellement fonctionner. Voici dix principes de base.

1. Dans des négociations efficaces, les concessions ne sont pas faites à l'avance. Personne ne sait encore ce que nous concédons (au nom des Ukrainien·nes) dans la proposition actuelle, mais dans le passé, l'administration Trump a proposé d'énormes concessions : que l'Ukraine ne rejoigne pas l'OTAN, que les Russes ne soient pas jugés pour crimes de guerre, que la Russie ne paie pas de réparations de guerre. Il est contre-productif et injuste de faire des concessions à l'avance en échange de rien, et surtout de les faire au nom d'autres personnes.

2) Les Ukrainien·nes doivent être entendus·es. Les responsables de l'État agresseur russe se réjouissent que leur position soit à la base de la proposition américaine. Les Américains devraient écouter les Ukrainien·nes. Les Russes savent pourquoi ils ont envahi l'Ukraine. Ils savent comment ils pensent pouvoir dominer l'Ukraine et détruire son indépendance. Rien n'indique que cette administration ait pris conscience des objectifs de la Russie ou comprenne suffisamment le fonctionnement des États ukrainien et russe pour reconnaître le danger. Si les Ukrainien·nes ne sont pas autorisés à souligner l'évidence, non seulement elles et eux, mais nous tous et toutes en souffrirons. Dans des articles précédents, j'ai abordé ces questions en détail.

3) Les accords qui excluent les parties concernées ont peu de chances d'aboutir. Après la

1. Timothy Snyder est historien. Publié le 19 novembre 2025 sur [Thinking about](#).



Première Guerre mondiale, les pays considérés comme agresseurs ont été pratiquement exclus des négociations importantes. Il y avait d'autres causes à la Seconde Guerre mondiale, mais celle-ci en faisait partie. La situation actuelle est bien plus dramatique : le pays qui est manifestement la victime, l'Ukraine, a été exclu. Ce qui conduit à :

4) La manière dont la guerre a commencé a son importance. Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'un des principes fondamentaux de l'ordre international est que toute agression visant à modifier les frontières d'un État est illégale. Un accord qui récompense la Russie affaiblit l'ordre international et augmente le risque de nouvelles guerres. Un accord qui défend l'Ukraine a l'effet inverse : il renforce l'ordre mondial et réduit le risque de nouvelles guerres.

5) Une guerre nucléaire serait une issue désastreuse. En résistant avec succès à la Russie, l'Ukraine réduit considérablement le risque d'une guerre nucléaire. Mais si l'Ukraine est perçue comme vaincue (par exemple, en étant contrainte d'accepter un accord injuste), d'autres pays, en Europe et en Asie, en concluront qu'ils doivent se doter d'armes nucléaires pour dissuader une future invasion russe (ou chinoise). Ce sujet fait déjà l'objet de nombreux débats. La prolifération nucléaire conduira à un monde beaucoup plus dangereux et à un risque mathématiquement plus élevé de guerre nucléaire. Pour éviter cela, l'Ukraine doit être perçue par le reste du monde comme ayant réussi à se défendre. C'est un contrôle raisonnable de tout accord proposé.

6) Les participants doivent tenir compte de leurs propres vulnérabilités. Le désir du président Trump de remporter le prix Nobel de la paix est peut-être la vulnérabilité émotionnelle la plus connue de l'histoire des relations internationales. Mais si ce désir conduit à une tentative précipitée et irréfléchie de règlement pacifique, la guerre ne fera qu'empirer. Les Russes seront ravis de soutenir une campagne de relations publiques visant à faire remporter le prix à Trump, même s'ils intensifient leur guerre contre l'Ukraine après une tentative imprudente de règlement.

7) La politique intérieure des pays a son importance. Les démocraties sont différentes des tyrannies et se battent pour des raisons différentes. La Russie se bat parce que Poutine a des idées personnelles sur sa place dans l'histoire, etc. L'Ukraine se bat parce que les Ukrainien·nes ne veulent pas être asservi·es. Il s'ensuit que pour inciter l'Ukraine à mettre fin à la guerre, il faut impliquer le peuple ukrainien, et pas seulement le président Zelensky. L'administration américaine semble partir du principe que la guerre est essentiellement un différend immobilier entre deux hommes. Mais les Ukrainien·nes ne se battent pas pour Zelensky. Elles et ils se battent pour leur vie et pour ce qu'elles et ils considèrent comme une vie décente. Contrairement à nous, elles et ils ne peuvent oublier les campagnes de meurtres de masse, les tortures à grande échelle et les enlèvements massifs d'enfants. Les «garanties de sécurité» ne sont donc pas une abstraction.

8) Des mécanismes d'application sont néces-

saires. La Russie a violé tous les accords qu'elle a conclus avec l'Ukraine. Les assurances données par Moscou selon lesquelles la Russie n'attaquera pas sont pires que dénuées de sens. Les assurances selon lesquelles nous aiderons d'une manière ou d'une autre sont également sans fondement: nous avons donné de telles assurances en 1994 lorsque l'Ukraine a renoncé à ses armes nucléaires, et elles n'ont pas aidé. Les mécanismes d'application impliquent des mesures qui sont automatiquement déclenchées par une nouvelle agression russe. Et cela n'est vraiment possible qu'au sein d'institutions. Les Ukrainien·nes ont raison de vouloir rejoindre l'OTAN. C'est une garantie de sécurité significative. La Russie attaque les pays qui ne sont pas membres de l'OTAN. Elle n'attaque pas les pays qui sont membres de l'OTAN.

9) Pour l'Ukraine, le concept crucial est celui de souveraineté. Pour la Russie, l'objectif est de faire en sorte que cette guerre aboutisse à une situation dans laquelle il n'y aurait plus d'État ukrainien souverain. Cela signifie que les négociateurs doivent faire preuve d'une grande sensibilité pour éviter toute ingérence russe dans la politique intérieure ukrainienne, par exemple en exigeant des modifications de la constitution ou l'adoption de telle ou telle loi. D'autre part, cela signifie également que les négociateurs doivent respecter les éléments fondamentaux de la politique étrangère d'un pays: choisir ses propres alliés, décider si des troupes étrangères sont stationnées sur son territoire, mener sa propre politique de défense ou étrangère. Un accord qui ne respecterait pas la souveraineté

ukrainienne sur ces points fondamentaux serait non seulement illégal et injuste, mais il récompenserait l'agression russe de la manière la plus fondamentale qui soit, garantirait sa poursuite et déstabiliserait la région et le monde.

10) La paix ne se résume pas à l'absence d'hostilités à un moment donné. La paix doit signifier la reconstruction de l'Ukraine. Si la reconstruction de l'Ukraine n'est pas au cœur d'un accord de paix, la paix ne pourra pas durer. La reconstruction offrira d'énormes opportunités commerciales aux alliés de l'Ukraine, bien plus intéressantes et prévisibles que tout ce qui existe en Russie. L'Ukraine a besoin d'une aide à long terme pour ses organisations non gouvernementales, ses régions et son gouvernement central, ainsi que d'une adhésion à l'Union européenne. Cela ne peut être réalisé si les négociateurs sont pressés. Et bien sûr, cela nécessite la participation de tous les alliés de l'Ukraine.



Dans un [précédent article](#), j'ai abordé plus en détail les problèmes susceptibles de se poser. Dans une [vidéo précédente](#), j'ai évoqué certains des problèmes sous-jacents liés aux négociations avec la Russie. J'espère que cet essai permettra de clarifier la situation actuelle, qui est source de confusion.

Cette guerre peut prendre fin, mais la logique fondamentale reste la même : il faut soutenir les Ukrainien·nes afin que la Russie ne cherche plus à détruire leur pays. C'est le fondement même. Les négociations aboutiront lorsque cet objectif aura été atteint.

Du même auteur

« Toujours être bienveillant : un slogan inattendu en temps de guerre ».

« Une troisième guerre mondiale ? Aidons ceux qui l'empêchent ! »

« Six façons d'aider l'Ukraine »

« Les "référendums" obscènes de la Russie. Un exercice médiatique d'humiliation, et un élément de crime de guerre »

« Manuel du génocide de la Russie »

Lettre à la gauche occidentale avec frustration, depuis l'Europe centrale et orientale

Galina Rymbu¹

D'ici, dans cette partie du monde, c'est comme assister à une pièce de théâtre moralisatrice jouée dans une langue qui n'a pas de mot pour nous. Vous traitez l'impérialisme comme un phénomène exclusivement anglophone, une simple structure construite à Washington, entretenue par Londres, et nulle part ailleurs.

Je dirais qu'il faut parler de votre silence, mais en réalité, il faut parler de votre bruit.

Plus précisément, tout ce bruit que vous faites autour de l'empire, de la libération et de la solidarité, alors que vous trouvez mille raisons de détourner le regard de l'impérialisme russe. Vous avez écrit des dissertations sur les crimes des États-Unis et d'Israël (et vous avez raison), mais dès que des missiles s'abattent sur Kharkiv ou Kiev, vous vous mettez à ressasser sans cesse la «provocation de l'OTAN» et les «guerres par

procuration». Vous ne percevez les nuances que lorsque l'empire est drapé de symboles et d'esthétique soviétiques ou lorsqu'il s'agit d'une entité que vous considérez comme un adversaire de l'hégémonie américaine. C'est réducteur et puéril.

Mais nous avons vécu les chars «antifascistes» de Moscou, ses occupations «fraternelles», cette forme de libération qui se termine en prisons et en déportations. L'impérialisme russe n'a pas disparu avec les tsars ni les Soviets. Il a simplement appris à parler votre vocabulaire, et vous avez été assez naïfs pour en boire chaque mot.

Quand nous le soulignons, vous nous traitez de «russophobes», comme si la mémoire et les archives historiques étaient des péchés. Vous ridiculisez nos révolutions (1968, 1989, Maïdan) en les qualifiant de «révolutions de couleur», de complots de la CIA ou de spectacles occidentaux. Vous refusez de croire que des gens comme nous puissent se soulever pour leur propre compte. À vos yeux, la libération n'est authentique que lorsqu'elle s'oppose à une entité occidentale ou lorsque les influenceurs gauchistes et crétins de la «gauche post-soviétique» et les créateurs de mêmes que vous suivez en parlent.

Pendant ce temps, des militants de gauche, des anarchistes, des féministes et des syndicalistes ukrainiens meurent en première ligne. Ils ne se battent pas pour l'OTAN, mais pour le droit à l'existence et pour l'idée fondamentale que la classe ouvrière mérite de vivre libre du joug de l'impérialisme russe. Parmi eux,

1. Galina Rymbu est une féministe, anarchiste et poète vivant en Ukraine et élevée en Russie. Article traduit et publié sur le blog de Patricio Paris, [Mediapart](#), 20 octobre 2025. Les notes et les liens sont du traducteur.



certaines étaient des syndicalistes, des socialistes², des anarchistes, des punks et des antifascistes. Désormais, leurs noms sont gravés sur des monuments commémoratifs, ignorés par le mouvement même qui, pensaient-ils, les soutiendrait. Leur mort remet en question vos théories, alors vous détournez le regard ou vous inventez les excuses les plus pitoyables.

Et puis il y a votre slogan : « Pas de guerre, mais une lutte des classes ». Facile à scander en sécurité, impossible à vivre sous les bombardements. Vous le prononcez comme une formule magique, comme si votre rhétorique suffisante pouvait arrêter l'artillerie. Mais il n'y a pas de lutte des classes pure quand les usines sont bombardées, quand les ouvriers sont déportés, quand les syndicalistes sont exécutés. La lutte des classes que vous invoquez est déjà en cours.

2. Voir *Sotsialnyi Rukh, une organisation socialiste ukrainienne*, Paris, Syllepse/RESU, 2025.

Elle a pris la forme de pauvres et de travailleurs ukrainiens qui se battent pour survivre. Vous refusez simplement de la reconnaître, parce que les morts parlent une langue que vous ne prenez pas la peine de traduire ou viennent d'un pays que vous avez toujours considéré comme « problématique », parce qu'il remettait en question la théorie soviétique à laquelle vous vous accrochez désespérément et autour de laquelle vous construisez vos personnalités.

Vous dites détester les empires, mais vous n'en visez qu'un seul. Vous vous indignez de l'hégémonie américaine tout en excusant la conquête russe. Vous idéalisiez la « multipolarité », comme si choisir un autre empire revenait à en démanteler un. Vous vous persuadez que la solidarité signifie s'opposer à l'Amérique à tout prix, même si cela implique de se ranger, dans les faits, du côté de ceux qui violent des civils, enlèvent des enfants pour les rééduquer [russification, NDT] et bombardent des hôpitaux en prétendant agir pour la libération.

Et pourtant, nous essayons toujours de trouver un terrain d'entente. Nombre d'entre nous [ici](#) soutiennent la Palestine sans équivoque. Nous sommes révoltés par l'apartheid israélien, par l'occupation et les massacres, par l'arrogance coloniale qui se dissimule derrière un discours sécuritaire et un nationalisme fallacieux. Nous le comprenons, car beaucoup d'entre nous l'ont vécu. Mais lorsque nous pénétrons dans vos espaces, lorsque nous marchons à vos côtés ou tentons de nous organiser, l'atmosphère change. Vous nous regardez avec suspicion, comme si les Européens de l'Est étaient incapables de comprendre ce que

signifie la colonisation. Vous confondez notre situation géographique avec un privilège, notre douleur avec de la propagande. Vous nous riez au nez et nous traitez de «lavage de cerveau» lorsque nous essayons de raconter l'histoire de nos familles ou d'expliquer pourquoi l'impérialisme russe reste de l'impérialisme.

Nous constatons la montée du fascisme dans vos pays et nous sommes profondément touchés. Nous savons ce que cela signifie lorsque les médias mentent, lorsque les groupes vulnérables sont pris pour cible, lorsque des personnes disparaissent, lorsque la cruauté devient une identité nationale et lorsque la vérité s'effondre sous le joug d'une idéologie dangereuse. Nous souhaitons que vous remportiez vos combats contre l'État, contre la police, contre les fascistes et les milliardaires. Et nous sommes heureux de faire tout notre possible pour vous aider. Mais la solidarité ne peut être à sens unique. Vous attendez de nous de l'empathie; vous n'apprenez jamais notre histoire, vous ne prenez jamais nos luttes au sérieux et vous ne nous considérez même pas comme des êtres humains.

Vous appelez à la révolution, mais ce que vous convoitez en réalité, c'est le contrôle du récit. Vous citez [Lénine](#) ou des révolutionnaires du Sud, mais vous ignorez les populations qui vivent les luttes que vous idéalisiez. Vous utilisez des slogans pour masquer les souffrances et détourner l'attention des victimes. Vous nous réduisez à des métaphores pour que votre monde reste d'une simplicité confortable: l'Amérique, le grand méchant, et tous les autres, simples figurants ou insignifiants.

Si votre anti-impérialisme ne s'applique que lorsque les bombes tombent en anglais, ce n'est pas de la solidarité. C'est du narcissisme déguisé en vertu, l'incarnation même de l'exception américaine.

Nous n'avons pas besoin de votre pitié. Nous avons besoin de lucidité. Nous avons besoin que vous voyiez l'empire, même lorsqu'il arbore les symboles que vous admirez et dont vous vous drapez pour tenter de paraître subversifs dans vos banlieues américaines. Car si vous en êtes incapables, si votre prétendue solidarité internationaliste s'arrête à Berlin, alors vous ne construisez pas une gauche mondiale. Vous continuez simplement à vivre dans vos propres bulles de déni.

Lettre ouverte à Zarah Sultana

Galina Rymbu¹

Chère Zarah Sultana²,

Récemment, plusieurs journalistes et militant·es de gauche m'ont contactée pour me demander mon avis sur votre position concernant la suspension du soutien politique et militaire au peuple ukrainien. Après avoir réfléchi à la manière de répondre, j'ai décidé de vous écrire une lettre personnelle. En tant que militante de gauche et féministe russe vivant en Ukraine depuis huit ans, cela me semblait plus approprié que de faire un commentaire neutre et sans relief.



Je m'adresse à vous personnellement également parce que je vois comment des personnes comme vous, qui apparaissent sur la scène politique mondiale, deviennent une source d'espoir pour de nombreuses et nombreux opprimés, dont les voix et les cris sont encore étouffés par les discours des dictateurs et les calculs «pragmatiques» des capitalistes qui préfèrent continuer à mener leurs affaires sales et sanglantes avec eux.

1. Article publié par [Media Resistance Group](#). Traduction Deepl revue par Michel Lanson et publié sur le site du [Réseau Bastille](#).

2. Zarah Sultana est codirigeante de Your Party, la nouvelle formation politique apparue en Grande-Bretagne.

Pour de nombreuses jeunes générations de militant·es de gauche, votre nom est associé à une promesse d'avenir et de progrès, car beaucoup sont lassés de la politique menée à huis clos dans les «clubs d'hommes» élitistes, auxquels nous ne serons jamais invitées. Je sais à quel point cela est important pour mes camarades au Royaume-Uni, et lors de ma visite à Londres à la veille de la pandémie, nous en avons beaucoup parlé – en lisant de la poésie politique dans des squats et en discutant dans de petits bars de l'avenir de notre planète.

De ma naissance à l'âge de 27 ans, j'ai vécu en Russie. J'ai grandi en Sibérie occidentale, dans la cité ouvrière de Tchkalovsky, dans la ville d'Omsk, au sein d'une famille pauvre de la classe ouvrière, d'origine moldave, roumaine et ukrainienne. Nous vivions en dessous du seuil de pauvreté; nous n'avions même pas les moyens de payer l'électricité, notre maison était donc souvent plongée dans l'obscurité et nous manquions de nourriture. Mes parent·es vivent toujours à Tchkalovsky, dans un endroit que les Européen·nes qui ont réussi qualifieraient probablement de «fond du panier social». Mes ami·es, mes camarades de classe et mes amant·es y vivent toujours. J'ai aujourd'hui 35 ans et je suis toujours pauvre. Je reste attachée à ma classe sociale et aux personnes qui perdent la raison dans cette «prison des nations». Depuis mon enfance, j'ai été confrontée à de multiples formes de discrimination et de persécution fondées sur mon origine ethnique, simplement à cause de mon prénom, de mon nom de famille et de mon apparence. Plus tard, j'ai vécu à Moscou et à Saint-Pétersbourg, où



j'ai étudié la littérature, puis je me suis tournée vers la recherche en « philosophie de la guerre », cherchant à comprendre les fondements de l'idée de transformer une « guerre impérialiste en guerre civile » (une évolution que l'on retrouve notamment dans ce qu'écrit Lénine sur Clausewitz).

J'ai également observé les politiques systématiques de discrimination à l'encontre des millions de personnes en Russie qui ne sont pas membres de la « nation titulaire » et dont les peuples et les cultures sont actuellement en train d'être effacés de la surface de la Terre par la Russie. De nombreuses et nombreux militants de gauche issus des mouvements anticolonialistes, qui luttent pour la survie de leurs peuples sur le territoire de la Fédération de Russie, affirment que le régime russe mène une politique délibérée d'ethnocide. Et aucune cessation des hostilités ne les arrêtera. À l'heure actuelle, le régime russe et les élites russes détruisent des dizaines de peuples vivant à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de la Fédération de Russie.

Lorsque je vivais en Russie, je me suis engagée dans le militantisme étudiant, de gauche et féministe. J'ai également écrit – et je continue d'écrire – de la poésie, cherchant des moyens de donner de la visibilité aux voix de protestation de mes camarades³ et des personnes partageant les mêmes idées⁴. Dans ma poésie, j'accorde une attention particulière au développement de l'imaginaire politique de gauche

3. [F Letter: New Russian Feminist Poetry](#).

4. [Pen Opp](#).

et à la subjectivité radicale de la contestation⁵. J'écris l'histoire de ma propre expérience, de ma famille et de ma classe sociale⁶, alors même que d'autres personnalités de gauche puissantes et influentes cherchent à se laver les mains dans un nouveau bain de sang et à renforcer le régime de Poutine à un point tel qu'il devient incompatible avec toute vie sur cette planète.

D'après mon expérience dans l'espace politique russe, j'ai constamment été confrontée à une pression et une haine immenses de la part des élites culturelles conservatrices et des forces politiques néofascistes. Après avoir écrit deux poèmes – *My Vagina* et *Great Russian Literature* – critiquant la discrimination sexuelle, l'impérialisme russe et son pouvoir patriarcal brutal renforcé par de nombreuses institutions violentes, de nombreux hommes russes enragés et des militants d'organisations néofascistes russes ont commencé à me persécuter.

La première chose qu'ils m'ont dite, c'est de «quitter la Russie et retourner dans ma Moldavie noire». Leur conseil suivant a été de rester, mais d'abandonner complètement la «littérature russe» et de faire ce que les «femmes moldaves et ukrainiennes» sont censées faire en Russie : réparer des appartements, nettoyer les sols et servir dans les maisons des riches Moscovites.

Au cours des huit années que j'ai passées en Ukraine, je n'ai jamais été victime d'une telle discrimination. Au contraire, mon expérience dans les espaces sociaux et les communautés

culturelles locales a été source de soutien et d'apaisement.

C'est pourquoi j'ai été profondément consternée d'entendre [votre récente interview](#) à la suite du [congrès anti-guerre des 4 et 5 octobre à Paris](#), dans laquelle vous disiez avoir rencontré «des orateurs/oratrices vraiment inspirant-es de Russie et d'Ukraine» qui soutiennent l'arrêt du soutien politique et militaire à l'Ukraine et estiment que «Zelensky n'est pas un ami de la classe ouvrière» ni du peuple ukrainien.

Le problème avec cette opinion, qui vous a influencé, vous et votre parti politique, est que les orateurs/oratrices que vous avez rencontrés à Paris ne peuvent pas seulement représenter ou connaître les peuples russe et ukrainien, elles et ils ne représentent même pas une force de gauche significative en Russie, en Ukraine ou dans la diaspora de gauche. La plupart des militant-es de gauche d'Ukraine, du Bélarus et de Russie se distancient des programmes politiques⁷ de ces individu-es et des organisations politiques qu'elles ou ils ont créées ([Post Soviet Left](#), [Gauche post soviétique, PSL], Mir Snizu [«Paix par le bas»]).

Un autre problème est que ces organisations utilisent cyniquement⁸ des militants issus de ce qu'on appelle les «mouvements masculins», les incels et les masculinistes radicaux dans leur «lutte politique», les présentant aux politiciens et camarades de gauche européens



5. [Zæsur. poesiekritik](#)

6. [n+1](#).

7. «Russia : The left and the anti-Putin opposition», [Links](#), 15 août 2025.

8. Galina Rymbu, «[Galina Rymbu, Nothing in Common](#)», 27 octobre 2025.

comme des «opposants et dissidents ukrainiens». Elles mobilisent ces militants pour des rassemblements dans les villes de l'UE et préparent des programmes à long terme de collaboration politique avec les mouvements masculinistes et misogynes radicaux de la diaspora. Sous prétexte de dénoncer les «violations des droits des hommes ukrainiens», ces militants propagent diverses théories du complot, affirmant par exemple publiquement que la guerre de la Russie contre l'Ukraine a en réalité été fomentée par des «femmes» dans le but d'«organiser un androicide», et diffusant des récits racistes répugnants selon lesquels l'Ukraine n'est pas réellement gouvernée par des Ukrainien·nes, mais par d'autres «peuples rusés», des «Juifs» et des «nains répugnants».

Les dirigeants de ces groupes, tels que Sergey Khorolsky, qui coopèrent avec le PSL et Mir Snizu, appellent publiquement et ouvertement à la violence physique et sexuelle contre les femmes et les filles, et incitent à la haine contre les réfugié·es ukrainien·nes, les qualifiant cyniquement d'«êtres sous-humains» qui ont quitté l'Ukraine non pas pour échapper aux bombardements, mais pour «coucher avec des migrant·es, des Arabes et des musulman·es», qu'ils méprisent également. Dans le même temps, ils ([y compris Andrey Konovalov lui-même](#)) produisent des caricatures antisémites cruelles et humiliantes de Zelensky et de journalistes ukrainien·nes libéraux ayant une identité culturelle juive. Leurs opinions politiques représentent une combinaison de discours néofascistes et d'extrême droite, de théories du complot et de méthodes interdites pour promouvoir

leur programme misogyne et anti-ukrainien, qui va bien au-delà de ce qui est acceptable, même dans le domaine de la critique politique sévère.

Aucun d'entre eux n'est un «déserteur» ukrainien et aucun n'a d'expérience du combat. Andrey Konovalov, qui se présente comme un «objecteur de conscience au service militaire», ne peut en fait être considéré comme tel, puisqu'il a quitté l'Ukraine en 2021 et que personne ici ne l'appelait sous les drapeaux. En Ukraine, les hommes de moins de 25 ans et les étudiant·es ne sont pas soumis à la mobilisation.

De plus, Andrey Konovalov, s'exprimant lors du congrès du 5 octobre et sur d'autres plateformes européennes, a affirmé qu'il y avait des répressions contre les organisations et les mouvements de gauche en Ukraine, que le mouvement de gauche était affaibli et qu'il ne pouvait pas affirmer sa volonté de dialoguer avec la Russie.

En réalité, cependant, Konovalov n'a aucun lien ni aucun contact avec les mouvements ou organisations de gauche ukrainiens, qui sont nombreux en Ukraine à l'heure actuelle et dont aucun n'est interdit. J'ai discuté avec des militant·es de plusieurs organisations, plateformes et mouvements de gauche ukrainiens, ainsi qu'avec des organisations de défense des droits humains qui documentent les violations des droits humains en Ukraine, et aucun d'entre elles ou eux n'a confirmé avoir coopéré avec le PSL, Mir Snizu ou Andrey Konovalov. De plus, elles et ils ne connaissent pas cette personne et n'ont jamais entendu parler d'elle auparavant.

Je pense également qu'il est important de noter que dans leurs déclarations publiques

et leurs contacts avec les politicien·nes européen·nes, le PSL, Mir Snizu et leurs dirigeant·es (Liza Smirnova, Alexey Sakhnin, Andrey Konovalov et d'autres) critiquent les stratégies de mobilisation en Russie, qui sont actuellement mises en œuvre par le biais d'un «système néolibéral de contrats» et transforment effectivement l'armée de l'agresseur en mercenaires motivés. Pourtant, dans leurs déclarations à un public russe, tout en critiquant la mobilisation en Ukraine, elles et ils exhortent l'Ukraine à prendre l'exemple de la Russie et à créer exactement le même système de contrats militaires «néolibéraux» et d'incitations financières pour le peuple ukrainien, afin de «résoudre le problème des droits humains». Je considère cette rhétorique comme manipulatrice, contradictoire et cynique.



Une guerre d'usure lourde et à grande échelle sans soutien suffisant de la part des alliées génère toujours des crises de mobilisation. Cependant, de nombreuses et nombreux Ukrainiens de diverses opinions politiques continuent à servir volontairement. Les Ukrainien·nes ne peuvent pas être transformé·es en une armée de mercenaires calculateurs, car pour elles et eux, il s'agit d'une guerre de libération nationale, d'une guerre anticolonialiste, d'une guerre pour la survie et la préservation de tout ce qui leur est cher.

À leur tour, l'argent et les contrats ne peuvent motiver que l'armée de l'agresseur, car malgré l'intensité de la propagande fasciste parmi ses citoyen·nes, le régime russe ne peut toujours pas offrir à son peuple des principes idéologiques clairs ou des motivations politiques



capables de pousser les larges masses pauvres à tuer leurs voisin·es simplement par conviction.

Il était également triste d'entendre comment Konovalov, dans son [discours](#) du 5 octobre, a manipulé la tragédie à Gaza et les cœurs de milliers de militants·e de gauche qui sympathisent avec le peuple palestinien. Dans son discours, il a qualifié l'Ukraine d'État cruel, comparable à Israël. Selon cette logique, cela signifie-t-il que la Russie est la Palestine ? Pourquoi les 4 500 militant·es de gauche critiques présent·es dans cette salle ont-ils non seulement mordu à cet

appât terrible, mais ont-iels également applaudi des manipulations qui n'ont rien à voir avec les réalités historiques et politiques des États mentionnés ? Que pensez-vous de cela ?

En fait, beaucoup de mes camarades parmi les militant·es de gauche russes et ukrainien·nes, qui connaissent bien la carrière politique des dirigeants du PSL et de Mir Snizu depuis la fin des années 2000 et le début des années 2010, ne sont même pas surpris·es par ce qu'ils font et disent, utilisant toutes les tribunes politiques européennes possibles. Les deux organisations sont affiliées au célèbre technologue politique russe Alexey Sakhnin, dont le travail au sein des mouvements de gauche est depuis longtemps profondément discrédité. Dans une émission récente diffusée après le congrès de Paris sur la chaîne YouTube russe [Rabkor](#), il a laissé entendre qu'il considérait principalement les politiciens comme vous et Mélenchon comme des forces et des ressources grâce auxquelles il pouvait transmettre ses idées politiques et influencer les livraisons d'armes à l'Ukraine.

Vous savez peut-être déjà que Sakhnin⁹ était auparavant l'idéologue et l'allié politique de l'organisation stalinienne radicale Borotba, qui a vu le jour en Ukraine peu avant la Révolution de la dignité (liée au Parti communiste ukrainien qui, avec l'aide des services spéciaux russes, a supervisé les « manifestations » séparatistes dans l'Est du pays et soutenu l'agression militaire russe). Il existe également des [preuves irréfutables](#) de la coopération de Borotba avec l'administration

du président russe sous la supervision de Vladislav Surkov.

Ce n'est qu'après que Borotba et le CPU, s'étant alliés aux néofascistes pro-russes, soient devenus les organisateurs d'attaques brutales contre des militant·es anarchistes pendant la Révolution de la dignité et les organisateurs de l'« [Anti-Maidan](#) » (également soutenu par les services spéciaux russes et des groupes militarisés arrivés en Ukraine depuis la Russie), qu'Alexey Sakhnin a agi en tant que principal défenseur et « promoteur¹⁰ » de ces organisations sur la scène internationale de gauche¹¹.

Dans de nombreuses interviews accordées à des médias de gauche européens, il a présenté Borotba et le CPU comme des « dissidents de gauche » et des « antifascistes » qui auraient été victimes de « répression » en Ukraine et auraient besoin de soutien. Pendant ce temps, des militants de Borotba et du CPU ont participé à des campagnes de « déstabilisation politique » en Moldavie, en alliance avec l'organisation néonazie russe Slavic Unity¹², et un nombre important de militants de ces organisations ont rejoint en 2014-2015 des groupes militarisés combattant aux côtés de la Russie dans les régions de Donetsk et Louhansk en Ukraine. Malgré cela, Sakhnine a continué à soutenir Borotba au fil des ans et, dans une interview accordée en 2021 à la radio russe Svoboda, il l'a qualifiée d'« [organisation fraternelle](#) ». Il a également publié des appels à la « solidarité antifasciste » internationale

9. Nihilist.

10. [Röda Göteborg](#).

11. [Die Linke](#).

12. [iPress](#), 22 mai 2014.

avec Vlad Voitsekhovsky¹³, un militant de Borotba qui a rejoint le bataillon fasciste Prizrak¹⁴, qui a combattu aux côtés de la Russie sous le commandement d'Alexey Mozgovoy et est tristement célèbre pour sa cruauté particulière. Alors que la majorité des militant·es de gauche ukrainien·ne ont vivement critiqué Borotba et appelé la gauche européenne à la prudence dans leur coopération avec cette organisation¹⁵. Je pense que ce n'est pas un hasard si, aujourd'hui, l'un des dirigeants du PSL et de la coalition Mir Sni-zu, qui mène un travail politique pour mettre fin aux livraisons d'armes européennes à l'Ukraine, est le staliniste convaincu Viktor Sidortchenko.



Dans [ma récente chronique](#), publiée par le collectif médiatique partisan Media Resistance Group, j'ai souligné que Viktor Sidortchenko a longtemps été fonctionnaire et secrétaire d'une des branches du Parti communiste ukrainien (CPU). Dès 2014, immédiatement après la Révolution de la dignité, Sidortchenko est devenu l'un des militants de l'Anti-Maïdan de Kharkiv et l'un des organisateurs des rassemblements pro-russes de mars de la soi-disant «milice populaire» à Kharkiv, où il a exigé un référendum et «l'autonomie économique et culturelle-historique totale» de la région¹⁶ de Kharkiv, c'est-à-dire la création d'une soi-disant «KhNR» analogue à la «DPR» et à la «LPR». Ces «rassemblements» ont été organisés par le CPU, Borotba, ainsi que par les services spéciaux russes et

des organisations militarisées néonazies pro-russes telles que Rus Triyedinya, Russian East, Great Rus et Oplot.

En 2014, les anarchistes ukrainien·nes ont analysé les activités du Parti communiste ukrainien (CPU) comme étant enracinées dans le «grand chauvinisme russe¹⁷» et ont noté que ce parti prônait la restriction des droits des LGBT, l'introduction de la peine de mort et menait des politiques antisémites, tatarophobes et ukrainophobes. Dans leur journal *Kommunist*, ils ont publié des articles racistes dans lesquels les Afro-Américain·es souffrant du chômage étaient qualifié·es de fainéant·es, et les fusillades de grévistes au Kazakhstan étaient saluées comme une «lutte contre l'impérialisme».

De nombreux dirigeants de Borotba étaient également issus du CPU, notamment Alexey Albu, [qui a appelé à l'introduction de troupes russes à Odessa](#), et le compagnon de longue date de Viktor Sidortchenko, [Alexander Fedorenko](#), connu pour sa participation à [l'attaque brutale contre des anarchistes ukrainien·nes](#) non armé·es et contre le poète le plus célèbre d'Ukraine, Serhiy Jadan, le 1^{er} mars 2014. Les camarades de Sidortchenko ont ouvert le crâne de Jadan après qu'il ait refusé de s'agenouiller devant eux et de saluer la Russie. Viktor Sidortchenko et Alexander Fedorenko restent cofondateurs de la fondation caritative Angel, qui opère toujours sur le territoire ukrainien, bien que la nature de ses activités ne puisse être déterminée à partir de sources connues.

13. [Solidarity with the Antifascist Resistance in Ukraine](#).

14. [Reft/Light](#).

15. [Avtonomia.net](#).

16. [KPRF](#).

17. [Avtonomia.org](#).

Je pense que les dirigeants du PSL et de Mir Snizu que vous avez rencontrés au congrès de Paris – et qui vous ont inspirée – ne veulent pas réellement arrêter Poutine et sont incapables d’aider les pauvres et les opprimés, que ce soit en Russie ou en Ukraine. Lorsqu’ils appellent à faire pression sur l’Ukraine en limitant les livraisons d’armes, ils savent parfaitement que Poutine ne s’arrêtera pas. Il n’a aucune intention de s’arrêter où que ce soit. Appeler l’Ukraine et ses alliés à «s’arrêter» ne peut signifier qu’une seule chose: inviter Poutine à aller plus loin, où bon lui semble. Et alors, nos écoles et nos hôpitaux ukrainiens seront bombardés, et les cruels «safaris de drones» sur les civils se poursuivront¹⁸.

Zarah, honnêtement, j’ai peur de vivre dans un monde qui ressemble à un royaume de miroirs tordus et brisés, où les misogynes deviennent des «dissidents ukrainiens» et des «défenseurs des droits humains», et où les technologues politiques du Kremlin, les tueurs, les provocateurs et les bellicistes se rebaptisent «militant·es de gauche» et «antifascistes».

Je pense que cela illustre encore clairement comment les campagnes d’influence et le *soft power* russes peuvent fonctionner. Ils manipulent notre nostalgie et notre espoir d’un avenir meilleur, nos angles morts dans la compréhension des cultures et des traditions de chacun, nos expériences et nos émotions les plus intimes – et ils bouleversent nos valeurs libératrices et radicalement démocratiques.

18. [BylineTimes](#).





Et nous ne nous sentons plus chez nous dans nos propres «mondes de gauche». Nous nous sentons sacrément mal à l'aise. Au-dessus de nos maisons, des drones volent et les éclats des bombes au phosphore illuminent le ciel. Beaucoup de mes ami·es qui ont vu des bombes au phosphore exploser au-dessus de leur tête disent que c'est incroyablement beau. Lorsqu'une bombe au phosphore explose, elle laisse dans le ciel d'innombrables petites étincelles qui traînent une traînée lumineuse – cela ressemble à un feu d'artifice. C'est fascinant. Je pense que cette image, et son effet émotionnel, capturent parfaitement l'essence même du fascisme – et de la propagande fasciste russe, qui fait aujourd'hui l'objet de vifs débats parmi de nombreuses et nombreux intellectuels influents, de Slavoj Žižek à Peter Pomerantsev. La propagande russe dans le «monde occidental» n'est plus enveloppée dans le drapeau tricolore symbolique et les rubans de Saint-Georges. Elle vous enchante, elle vous confronte à celles et ceux qui disent ce que vous avez besoin d'entendre, ce que vous voulez entendre, et ce qui pourrait plaire à vos électeurs et électrices. Et elle tue.

J'ai peur de vivre dans un monde où le fascisme russe peut si facilement pénétrer les pensées, les paroles et les cœurs de nos camarades de lutte. Où il peut si facilement s'emparer des îlots de liberté qui nous sont chers et saper nos réseaux déjà fragiles de lutte internationale, de confiance et de solidarité. Je ne veux pas vivre dans un tel monde. Ce n'est pas mon «monde d'en bas». Et je le combattrai. Parce que c'est moi, et non les technologues politiques du

Kremlin, qui suis vraiment «d'en bas», et que je pense aux peuples. C'est pourquoi je choisis de m'exprimer d'une manière qui n'est ni belle ni confortable.

Zarah, si nous nous rencontrions un jour en personne, j'aimerais beaucoup vous dire que l'Ukraine a véritablement ses propres traditions profondes, complexes et incroyablement riches de lutte de gauche et radicalement démocratique, profondément enracinées dans sa culture et sa vie quotidienne.

Historiquement, toutes les cultures politiques de gauche ukrainiennes diffèrent profondément des cultures impériales, bolcheviques et stalinienne. L'Ukraine d'Ivan Franko, de Lesya Ukrainka, Mykhailo Drahomanov et Nestor Makhno existe toujours. Et elle se perpétue dans l'Ukraine de Davyd Tychytchan, [Marharyta Polovynko](#) et [Artur Snitkus](#). Dans l'Ukraine de Maksym Butkevych, Artem Chapeye, [Vladyslav Starodubtsev](#) et d'autres camarades qui résistent aujourd'hui à l'agression russe et construisent de vastes réseaux horizontaux de solidarité internationale de gauche avec les anti-autoritaires¹⁹ ukrainien·nes.

Cette Ukraine est inconnue et incompréhensible pour la plupart des militant·es de gauche russes – et pour ceux des Ukrainien·nes qui agissent aujourd'hui comme s'ils étaient leurs protégés. C'est une Ukraine avec de fortes traditions anarchistes d'auto-organisation et de démocratie radicale – des traditions qui survivent toujours, malgré les occupations, les colonisations, les crises et les conflits internes.

19. [Anti-authoritarian volunteers network](#).

Je crois que tout dialogue international sur la résistance en Ukraine et sur les possibilités de soutien militaire et politique de l'étranger devrait commencer par un récit sur ces traditions – et sur celles et ceux qui se battent pour elles en ce moment même. Mais vos camarades désarmé-es, Konovalov et Smirnova, restent silencieuses/silencieux sur ces traditions et sur la résistance locale de gauche. Il me semble que cela s'explique non seulement par le fait qu'eils se situent eux-mêmes structurellement et discursivement dans un «cadre russe», mais aussi parce que ce silence est, pour elles et eux, délibéré et stratégique. Il leur permet de nier la subjectivité du véritable peuple ukrainien et de la véritable gauche ukrainienne, en présentant tout ce que nous faisons et pensons comme une «soumission à l'OTAN». Et nous connaissons déjà un dictateur arrogant et ses sbires qui aiment également construire de tels cadres lorsqu'il s'agit de l'Ukraine et de l'action politique de ses peuples.

Je ne veux pas vous demander votre empathie ou votre solidarité. J'ai vécu la majeure partie de ma vie dans l'un des empires les plus brutaux et les plus conservateurs de cette planète, n'appartenant pas à la «nation titulaire» et étant en même temps une personne queer et intersexuée qui a connu la condition féminine et la pauvreté radicale. Et je comprends trop bien où se situe le point de tension politique – celui où demander de l'empathie ou de la solidarité devient impossible, voire humiliant.

Pendant trop longtemps, on m'a fait croire que je n'étais «personne», que je devais me soumettre à «tout le monde», que je devais

respecter les règles d'un monde où la politique est faite uniquement par des hommes puissants – et quelques femmes – derrière des portes closes dans des salles froides, où, comme l'a écrit mon poète antifasciste préféré du Royaume-Uni, Sean Bonney, l'air est glacial et solitaire, car «ce sont les fascistes qui y respirent»:

car tranquilles et sûrs sont les bras des cruels
et tranquille et sûr est l'esprit de l'imbécile
ces esprits qui haïssent et ces esprits qui
dorment
et ces esprits qui tuent et ceux qui pleurent

Je comprends que la dure réalité est la suivante: vous ne vous battez pas à nos côtés.

Et nous nous battons – même sans vous.

Intimidations impérialistes

Ukraine Solidarity Network (USA)¹

Les intimidations impérialistes sont rarement aussi ouvertes et sans vergogne. Donald Trump exige que l'Ukraine accepte son plan de capitulation avant le jour de Thanksgiving, le 27 novembre, sous peine de perdre le peu de soutien américain qui lui reste, à savoir le renseignement satellitaire sur les positions militaires russes et la vente d'armes à l'Ukraine via des acheteurs européens. Trump a mis fin à toute autre aide militaire et économique à l'Ukraine lorsqu'il est revenu au pouvoir en janvier.



Trump se défile toujours lorsqu'il s'agit de faire pression sur la Russie. Toute la pression a été exercée sur l'Ukraine pour qu'elle capitule. Ledit plan de «paix» de Trump lui a donné l'excuse pour ne pas appliquer les sanctions secondaires contre les pays achetant du pétrole russe qui devaient entrer en vigueur le 21 novembre.

Ce plan est la quatrième version du plan de paix, fondamentalement identique à celui qu'il a proposé cette année. Il soutient les objectifs de guerre de la Russie et retire tout soutien américain à l'Ukraine. Cette version a été négociée entre les représentants américains et russes sans la présence des Ukrainiens. Il est présentée comme un accord définitif à prendre

ou à laisser. Parmi les 28 points, on trouve notamment :

- L'Ukraine désarme. Son armée est réduite à 600 000 soldats, soit 40 % de ses effectifs actuels. Les forces russes présentes dans les territoires ukrainiens occupés par la Russie ne sont soumises à aucune restriction.
- L'Ukraine ne peut accueillir aucune troupe étrangère sur son sol. Le déploiement par la Russie de forces mercenaires nord-coréennes et étrangères dans les territoires ukrainiens occupés n'est soumis à aucune restriction.
- L'Ukraine ne peut recevoir aucune aide militaire ni aucune arme extérieure. La Russie peut continuer à recevoir des armes de l'Iran et de la Corée du Nord, ainsi que des composants essentiels pour son équipement militaire de la Chine, sans aucune restriction.
- La guerre d'agression menée par la Russie est récompensée par la reconnaissance par l'Ukraine et les États-Unis des territoires pris de force comme faisant partie du territoire russe, avec en prime 2500 miles carrés de terres du Donbass actuellement sous contrôle ukrainien. Ce que le plan de «paix» ne mentionne pas, c'est que ce transfert de territoire placera 250 000 Ukrainiens supplémentaires sous occupation russe, en plus des plus de 3 millions d'Ukrainiens déjà soumis au régime répressif de la Russie dans les territoires actuellement occupés.
- La Russie obtient l'amnistie pour ses crimes de guerre, à commencer par le crime de guerre suprême qu'est l'agression, dont découlent tous les autres crimes de guerre,

1. 23 novembre 2025.

comme l'a proclamé le Tribunal militaire de Nuremberg en 1946 et comme l'a consacré le droit international, de la Charte des Nations unies de 1946 au Statut de Rome de 1998 instituant la Cour pénale internationale. La Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre Vladimir Poutine et son commissaire aux droits de l'enfant pour le crime de guerre consistant à avoir enlevé des dizaines de milliers d'enfants ukrainiens, et contre quatre hauts dirigeants militaires pour les crimes de guerre consistant à avoir délibérément bombardé des civils et des infrastructures civiles loin des lignes de front, ainsi que pour la détention, la torture, le viol et l'exécution de prisonniers de guerre ukrainiens et de civils fidèles à l'Ukraine vivant dans les territoires occupés. L'amnistie couvrirait les opérateurs de drones russes FPV (First Person View), qui mènent des «safaris humains» pour assassiner des civils ukrainiens dans les villes et villages proches des lignes de front et s'en vantent dans les films *snuff* qu'ils publient sur les réseaux sociaux en ligne.

■ Plutôt que de dire «la Russie n'envahira pas les pays voisins», le plan stipule que «la Russie ne devrait pas envahir les pays voisins, et que l'OTAN ne s'étendra pas davantage». Ce soi-disant plan de paix est truffé d'ambiguïtés et de lacunes favorables à la Russie.

■ «Un dialogue entre la Russie et l'OTAN, sous la médiation des États-Unis, sera organisé pour traiter toutes les questions de sécurité.» Le commandant suprême de l'OTAN est américain et les États-Unis sont désormais alliés

à la Russie. Ce «dialogue» serait unilatéral, l'Ukraine en étant exclue.

■ Les sanctions contre la Russie seront levées et les oligarques américains et russes reprendront leurs relations commerciales.

■ «100 milliards de dollars d'actifs russes gelés seront investis dans les efforts menés par les États-Unis pour la reconstruction et l'investissement en Ukraine. Les États-Unis recevront 50 % des bénéfices de cette initiative.» [...]

■ «Un groupe de travail conjoint États-Unis-Russie sur la sécurité sera créé afin de faciliter et de garantir la mise en œuvre de toutes les dispositions du présent accord.» L'Ukraine est à nouveau exclue, tout comme ses alliés européens.

■ «L'Ukraine organisera des élections dans 100 jours.» Cela fait écho à la rhétorique russe sur la «dénazification», c'est-à-dire le changement de régime au profit d'une marionnette russe. Des élections libres et équitables en Russie ne font pas partie de l'accord.

■ Pas de cessez-le-feu tant que cet accord final n'aura pas été signé par la Russie et l'Ukraine. L'Ukraine a appelé à un cessez-le-feu afin de créer les conditions propices à des négociations fructueuses en vue d'un règlement de paix durable. La Russie insiste sur un règlement final avant un cessez-le-feu. Ce plan de paix confirme la position de la Russie.

■ La mise en œuvre de l'accord sera surveillée et garantie par un Conseil de paix présidé par Trump. Cette disposition est similaire au Conseil de paix présidé par Trump pour son plan de «paix» à Gaza.

Le plan en 28 points de Trump pour l'Ukraine ressemble beaucoup à son plan en 20 points pour Gaza. Aucun des deux ne fait respecter le droit international, ne protège les victimes ou ne tient les auteurs de l'agression coloniale et de l'occupation pour responsables. Tous deux punissent les victimes et récompensent les agresseurs. Tous deux excluent les colonisés de la gouvernance des territoires occupés.

En n'exerçant pas leur droit de veto lorsque le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté le plan d'occupation étrangère de Gaza, la Russie et la Chine se sont rendues complices de l'occupation coloniale de Gaza. Aujourd'hui, la Russie, son partenaire silencieux, la Chine, et les États-Unis se partagent l'Ukraine pour la piller de manière impérialiste. Les deux accords reflètent les préoccupations typiquement trumpiennes en matière de promotion immobilière et d'affaires commerciales. [...]

L'Ukraine est destinée à devenir une source de main-d'œuvre bon marché et ultra-exploitée, d'extraction de minéraux et de combustibles fossiles, et de transit de pipelines de carburant, tandis que les oligarques américains et russes gagnent de l'argent en Russie, comme le prévoit le plan Trump, «dans les domaines de l'énergie, des ressources naturelles, des infrastructures, de l'intelligence artificielle, des centres de données, des projets d'exploitation minière de terres rares dans l'Arctique et d'autres opportunités commerciales mutuellement avantageuses».

L'Ukraine Solidarity Network (USN) dénonce cette tentative d'imposer un accord qui

n'est pas acceptable pour le peuple ukrainien. L'USN continue de soutenir le droit du peuple ukrainien à l'autodétermination et à décider lui-même des conditions acceptables pour un accord de paix.

L'USN continuera à apporter un soutien moral, politique et matériel au peuple ukrainien dans sa résistance à l'invasion russe, à l'occupation des terres ukrainiennes et à la domination brutale exercée sur les populations des territoires occupés par la Russie. L'USN continuera à soutenir la guerre de résistance de l'Ukraine, son droit à déterminer les moyens et les objectifs de sa propre lutte, et son droit à obtenir les armes dont elle a besoin auprès de toute source disponible.

- Nous exigeons le retrait total et complet des troupes russes de l'ensemble du territoire ukrainien.
- Nous soutenons la résistance armée et non armée des Ukrainiens contre l'invasion russe.
- Nous soutenons les sanctions économiques contre la machine de guerre russe, y compris son élite politique, militaire et économique, son accès au système financier international, ses importations de technologies liées à l'armement et ses exportations de combustibles fossiles qui financent et alimentent la machine de guerre russe.*
- Nous exigeons que tous les Russes incarcérés pour résistance à la guerre et dissidence politique soient libérés.
- Nous exigeons que les dizaines de milliers d'enfants kidnappés soient renvoyés en Ukraine.



- Nous exigeons que les dizaines de milliers de civils ukrainiens des territoires occupés par la Russie, incarcérés pour s'être opposés à l'occupation, soient libérés et renvoyés en Ukraine.
- Nous soutenons l'octroi de l'asile aux États-Unis aux Ukrainiens, Russes, Biélorusses, Palestiniens, Soudanais, Haïtiens, Vénézuéliens, Afghans et à toutes les personnes qui cherchent à échapper à la répression politique et à la guerre.
- Nous nous opposons à l'amnistie des criminels de guerre russes.
- Nous exigeons l'annulation de toutes les dettes étrangères illégitimes et injustes de l'Ukraine.
- Nous exigeons la confiscation des avoirs russes à l'étranger afin de soutenir l'autodéfense militaire, les services sociaux et la reconstruction d'après-guerre de l'Ukraine.
- Nous exigeons que la Russie verse des réparations pour financer la reconstruction complète de l'Ukraine après la guerre.
- Nous nous opposons à la politique américaine qui consiste à imposer un programme économique néolibéral à l'Ukraine aujourd'hui et pour sa reconstruction après la guerre. La lutte des Ukrainiens pour l'autodétermination, la démocratie et la justice sociale se poursuivra.
- Nous soutenons les luttes politiques des syndicats ukrainiens, des organisations de femmes, des initiatives environnementales et des organisations politiques progressistes pour renverser les politiques néolibérales

antisociales et anti-travailleurs du gouvernement ukrainien, pour étendre les droits sociaux, démocratiques et du travail, pour éliminer la corruption publique et pour mettre en œuvre une reconstruction juste et écologique de l'Ukraine.

- Nous continuerons à organiser des campagnes d'aide matérielle et d'éducation publique reliant les syndicats, les organisations civiques et les organisations politiques progressistes aux États-Unis à leurs homologues en Ukraine.

Nous exhortons tous les opposants à l'impérialisme à se joindre à nous.

La question des sanctions est complexe et controversée parmi les militants engagés dans la lutte de l'Ukraine. Il est particulièrement important que nous ne nous accommodions pas de la politique prédatrice de l'État impérialiste américain. Le Réseau discutera de ces questions à mesure que la trahison de l'Ukraine se déroulera, en collaboration avec nos camarades ukrainiens dont la vie et la liberté nationale sont en jeu.

CARNETS
DE GUERRE

Sommes-nous à un tournant ?

Antoine Rabadan¹

Je vous propose aujourd'hui cette [vidéo de France 24](#) où les débatteurs me semblent bien poser les éléments essentiels de compréhension de ce qui s'apparente à un tournant.

Je dis qui s'apparente car ce qui, à mes yeux, prévaut c'est l'émergence subite d'une instabilité, d'ailleurs plus géopolitique que militaire, des marqueurs de cette guerre. Or, il n'est pas sûr que cette instabilité, que d'aucuns analysent comme un tournant, soit appelée à durer et donc à donner crédit à l'idée d'un tournant. D'abord parce que la réalité du terrain, malgré les frappes que subissent les civils ukrainiens et les avancées russes sur le front, n'induit, en soi, en aucune façon, que la Russie ait *réellement* enclenché une dynamique opérationnelle d'enfoncement des défenses ukrainiennes. Nous subissons, à ce sujet, toujours une pression de l'intox russe, malheureusement surestimée par nos médias, sur, par exemple, ce que signifie leur occupation d'une partie de Pokrovsk. Et sur ce que signifierait que les Ukrainiens décident de s'en retirer, comme ils font depuis des mois, pour se repositionner plus loin en défensive.

Or, il faut déjà rappeler ceci : « La version ukrainienne de la BBC rappelle que la bataille

de Pokrovsk dure depuis plus vingt mois. "Après la chute d'Avdiïvka en février 2024, l'armée a réorienté son offensive de grande envergure au nord-ouest, vers Pokrovsk. Elle a mis six mois pour progresser de quelque 40 kilomètres, et elle a atteint la banlieue de Pokrovsk à l'automne 2024." » À l'époque, « certains analystes prédisaient que l'agglomération serait occupée dans les deux mois suivants. Mais les forces armées ukrainiennes ont réussi à refouler l'ennemi dans la banlieue de Pokrovsk au début de 2025² ».

Ensuite ceci : « Dans leur ensemble, les médias ukrainiens s'efforcent de relativiser les événements à Pokrovsk. "Les Russes voulaient prendre la ville pour le 33^e anniversaire de l'indépendance" [en août 2024], rappelle sur son site l'hebdomadaire *Dzerkalo Tyjnia*. De plus, selon les évaluations de divers analystes, de 30 000 à 40 000 soldats russes auraient perdu la vie dans les combats à Pokrovsk et, à terme, ce chiffre pourrait dépasser le nombre d'habitants que comptait la ville avant la guerre, soit environ 50 000. »

« Habituellement, commente le politologue Kyrillo Sazonov pour le quotidien *Gazeta*, quand l'occupant lance une offensive en un point, on constate une accalmie relative ailleurs, mais pas cette fois. Poutine sait que le temps ne joue pas en sa faveur, donc il jette des montagnes de chair à canon tout de suite, à Pokrovsk, Myrnohrad et Houliaïpole [dans la région de Zaporijjia]. »

« Voilà à quoi ressemble la situation dans les zones clés du front, constate Sazonov. Pour

1. Antoine Rabadan est membre du RESU à Montpellier.

2. www.courrierinternational.com/article/guerre-en-ukraine-prise-de-pokrovsk-moscou-pavoise-kiev-dement_236972.

nous, le principal problème reste la pénurie de personnel, que l'on compense par les drones, mais pas à 100 %. Pour l'ennemi, le problème majeur reste le manque de temps. La pendule de l'économie ne joue pas en sa faveur. La question essentielle est toujours de savoir qui va craquer en premier. L'Ukraine a déjà prouvé plus d'une fois qu'elle ne craquait pas. Il faut le prouver une fois de plus³.»

Pour résumer, avant d'y revenir prochainement, la prise de Pokrovsk, inéluctable, ne dérogerait pas à ce qui est de règle, en l'état de l'armée russe, et que l'on a vu lors de la prise d'Avdiivka en février 2024 : l'armée russe grignote du terrain, avec des poussées d'accélération, comme en ce moment sur Pokrovsk, et des prises de... ruines en le payant au prix fort. Il n'en reste pas moins que cette armée n'est pas en état de passer à la vitesse supérieure et d'obtenir des gains de km² massifs. Elle n'a ni la masse humaine ni les capacités opérationnelles (moyens matériels, nombre de combattants formés au combat et qualité tactique) de faire d'une prise comme celle, hier, d'Avdiivka et, prochainement, de Pokrovsk, une victoire en termes de percée, la seule chose qui fait une victoire. À quoi, on peut ajouter que la Russie n'a plus le temps long pour elle qu'elle s'octroyait, il y a peu encore, puisque la systématisation des frappes ukrainiennes sur les centres vitaux de son économie de guerre dessinent de plus en plus qu'une grave crise économique et, qui sait, sociale, va raboter les fondamentaux de ses opérations sur le terrain ukrainien.



3. *Courrier international*, n° 1829, 20-26 novembre 2025.

De tout ceci et de bien d'autres choses dont j'aurais l'occasion, je l'espère, de vous entretenir, on peut retenir que l'actuel plan de paix de Trump-Poutine, c'est ainsi qu'il faut le lire (voir la vidéo), participe d'un trompe-l'œil de ces duettistes néofascistes : celui de croire, ou plutôt de faire croire, que fondamentalement l'Ukraine est en train de perdre la guerre et que c'est le moment de lui imposer la loi des empires coalisés (avec, au demeurant, une puissance impériale bien bancal de la Russie dont témoigne sa guerre poussive en Ukraine).

Il y a là un grossier contresens que nos médias ont tort de prendre pour argent comptant, à pouvoir heuristique : les difficultés de l'Ukraine, bien que douloureuses et liées à des vulnérabilités réelles, en particulier, en moyens humains à mobiliser, ne sont cependant pas essentiellement militaires, je viens d'en parler, mais, il faut le dire, politiques et diplomatiques. Politiques, pour ce qui est des affaires de corruption qui émergent en ce moment, héritage empoisonné de la Russie stalinienne, que le régime ukrainien ne se donne pas les moyens de combattre au grand dam d'une société civile dont on a vu, l'été dernier, et on voit encore que, malgré la guerre, elle se mobilise contre les carences du pouvoir en la matière. Grande différence, n'est-ce pas, ne l'oublions pas, avec ce qui se passe dans une dictature toute proche. Difficultés politiques mais aussi géopolitiques de l'Ukraine, car, pour en rester à cette question de la corruption, elle a ouvert une fenêtre d'opportunité pour que les deux dirigeants néofascistes présentent ce plan de « paix » qui est un aveu foudroyant de complicité interimpérialiste pour

que l'envahisseur russe puisse gagner sur l'échiquier diplomatique ce qu'il ne peut pas gagner sur le terrain militaire.

Le fait est que la manœuvre du tandem américano-russe, pour mystificatrice du réel militaire qu'elle est, n'en crée pas moins son propre réel: celui d'une menace pour la paix, sans guillemets, en premier lieu pour les pays et les peuples européens dont l'Ukraine est la pointe avancée. Ce qui pourrait advenir de la capitulation de l'Ukraine recherchée à travers le plan susdit, c'est, contre ce que serinent les irresponsables pacifistes de gauche aux côtés, oui tout à côté, des boutefeux néofascistes européens, un encouragement à refermer la double tenaille impérialiste, trumpiste et poutinienne, sur l'Europe. Une Europe, en sous-capacité, en l'état, de faire face aux complices et combinés possible (probable?) désengagement militaire américain/engagement militaire russe contre des pays de l'Est européen avec leurs incidences catastrophiques en cascade, politiques et militaires, que cela aurait pour que puisse leur être opposée une dissuasion/opérativité efficiente de défense.

Grave problématique que les œillères et une politique de l'autruche invraisemblable de certaines gauches escamotent dans l'assomption stupéfiante de faire le jeu des deux impérialismes, qui plus est néofascistes tendanciellement fascistes, contre le droit des peuples à... échapper à leurs démarches totalitaires dont la cinquième colonne s'ébroue en plein cœur de l'Europe. Troisième tenaille, si je puis dire, que les simplismes de gauche préfèrent taire en se cachant derrière les propos chocs du chef

d'état-major des armées françaises face auxquels la seule réponse politique responsable de gauche, en forme de question appelant vraies réponses, est: que fait-on pour que nos peuples soient en mesure de se défendre d'une agression militaire contre l'un quelconque des peuples européens?

Ce que l'on sait du refus de ce type de gauches démissionnaires d'elles-mêmes de mobiliser pour l'autodéfense du peuple ukrainien montre qu'il n'y a pas à s'étonner des actuels éclats de voix à trémolos pseudo-pacifistes de leurs dirigeants, qu'il n'y a rien à attendre d'elles en matière d'internationalisme. Et que c'est de cela qu'il faut partir pour mobiliser afin de leur imposer d'avoir le courage de s'engager contre les guerres, , et donc, si on est les antifascistes qu'on dit être, de s'engager, incontournable, dans la préparation, y compris militaire, de la riposte aux guerres militaires comme antisociales, que portent les fascismes internationaux, à commencer par le nôtre. Encore faut-il avoir le courage et la lucidité, qui sont, à l'heure qu'il est, de façon inouïe, gradués degré zéro dans les gauches campistes, de voir que le danger de la Russie est un danger fasciste. Lequel, ça crève les yeux, est déjà à l'oeuvre, dans toute sa barbarie totalitaire, en Ukraine (sur le front, contre les zones civiles et dans les territoires occupés) et, par l'annihilation mortifère de toutes les libertés, en Russie même.

Il y a des batailles de gauche pour la «paix» qui désarment face aux fascismes, comme Trump et Poutine voudraient désarmer les Ukrainien·nes.

BOÎTE
ALERTE

Poésie ukrainienne dans la guerre

Vladimir Claude Fišera

Yaryna Tchornohouz, *C'est ainsi que nous demeurons libres*, Paris, Le Tripode, 2025

Dans le numéro 51 de la revue *À l'index* j'ai publié ma traduction d'un poème de Yaryna Tchornohouz, *Si nous survivons tous les deux*. Voici que paraît en français son second recueil publié en ukrainien *C'est ainsi que nous demeurons libres* (en ukrainien le titre est différent: «Dasein: oborona prisutnosti» soit «Dasein: défense de la présence», Kyiv, Vichola, 2023) chez l'éditeur parisien Le Tripode, cotraduit par la jeune poétesse ukrainienne bilingue français-ukrainien Ella Yevtouchenko (auteure de *Au coeur de la maison*, Bruno Doucey, 2023) et par Frédéric Martin, le directeur du Tripode qui vient de devenir le directeur des éditions Robert Laffont. Entre-temps, Yaryna a reçu pour ce recueil le prix national Taras Chevtchenko de littérature ukrainienne.

Yaryna Tchornohouz, née en 1995 à Kyiv, petite-fille d'un écrivain célèbre du même nom, a étudié la langue et la littérature ukrainiennes mais aussi la philosophie à l'Université de Kyiv où elle fut doctorante. Elle a travaillé comme traductrice de l'anglais vers l'ukrainien notamment de la poétesse britannique Sylvia Plath.

Après la naissance de sa fille en 2014, elle s'y est consacrée pendant cinq ans. Elle décide ensuite de se porter volontaire dans le Donbass, d'abord comme infirmière. Elle perd son mari au front en 2020 et décide alors de s'engager dans l'armée comme soignante dans un bataillon de première ligne puis comme seule femme caporal-chef d'un bataillon de reconnaissance de l'infanterie de marine, poste qu'elle occupe jusqu'à ce jour.

Elle a combattu dans les pires batailles comme Marioupol et Bakhmout. Décorée de deux médailles pour bravoure et sauvetage, elle se remarie avec un militaire qui est depuis huit ans au front. Elle est devenue une personnalité militaire (représentant à l'occasion son pays à l'étranger) mais aussi littéraire reconnue.

Dans ce recueil, elle écrit pour dire son choix de combattre: «Je veux chanter, tant que je peux / la liberté» or, «chaque femme abrite une



combattante / qui devra seule traverser les ténèbres» dans ce «vestibule de l'enfer pour les braves». Mais «aucune de nous ne déposera les armes» malgré «la nuit dans ce ciel» où «habite la douleur» alors que «le monde s'est réduit à ce morceau de terre que l'on défend» avant de libérer la rivière du Donets du Nord. Sans pour autant que l'on sache «comment vivre avec l'empreinte des morts sur nos / corps». La poésie, elle, «n'est plus vraie quand elle / ne saigne pas». Quant à la guerre: «après cela» il faudra «rester capable / d'un simple sourire».

Olga Braguina, *Mon pays est en guerre*

Olga Braguina, née à Kyiv en 1982, y a fait des études de traduction et de linguistique. Elle traduit de l'anglais, de l'allemand et du polonais vers l'ukrainien et le russe. Bilingue ukrainien-russe, elle est l'auteur de six recueils de poésie, désormais écrits uniquement en ukrainien, ainsi que d'un recueil de nouvelles et d'un roman. Elle est traduite en de nombreuses langues. Quand la guerre actuelle commença par l'invasion de l'armée russe en février 2022, après plusieurs semaines d'intenses bombardements, elle se réfugia avec sa mère en Europe centrale, notamment en République tchèque. Quelques mois plus tard, elles revinrent définitivement à Kyiv¹.



Mon pays est en guerre et je veux un fromage
fermier et un beignet à la vanille
voyager en Europe et ne pas voir le panneau
«Ici vous êtes en sécurité»
et qu'on soit en sécurité partout et pas seulement
derrière la ligne de front invisible
de ce côté un missile peut tomber et plus loin
il n'y a pas de sirènes anti-aériennes
les meilleurs fromages fermiers et beignets à
la vanille sont à Prague
on est allés au cimetière où Kafka est enterré
avec ses parents car sa sœur est morte en
camp de concentration, lanternes et fleurs,
des plaques sur le mur qui commémorent des
gens qui ne nous disent rien mais qui
sont morts en camps de concentration, pas
de sûreté nulle part près des meilleurs
beignets à la vanille
si quelqu'un n'aime pas votre nom de famille
ou votre langue vous devenez
un nom sur une plaque sur ce mur
qu'on retrouve sur les vidéos de cette ville
pleine d'hôtels chers et de touristes
Je regarde les mendiants qui tendent la main
sur les boulevards
courbés, à genoux maladroitement parmi
toute cette richesse, j'aurais trouvé cela si
exaspérant
même si nous n'avions jamais eu cette guerre

1. Source : *World Literature Today*, University of Oklahoma, septembre 2024.

Le cinéma d'Ukraine après-Maïdan

Laurent Vogel¹

Dans cette [vidéo](#), Anthelme Vidaud présente les principales caractéristiques du cinéma ukrainien dans les années qui suivent le soulèvement de Maïdan. Un cinéma porté par une jeune génération, et notamment par de nombreuses femmes, qui aborde les questions de la société ukrainienne et permet de mieux connaître celle-ci, au-delà des clichés et des stéréotypes. Cette vidéo fait partie d'une série qui abordera ensuite le cinéma produit après l'invasion totale de 2022 et présentera aussi quelques films que nous conseille tout particulièrement Anthelme.

Anthelme Vidaud a été attaché audiovisuel à l'Institut français à Kyiv de 2011 à 2013. Il a ensuite rejoint le Festival international du film d'Odessa, d'abord en tant que coordinateur de programmation, puis comme directeur de la programmation de 2015 à 2020.

Il est l'auteur d'un livre consacré au cinéma ukrainien : *Ciné-Ukraine. Histoire(s) d'indépendance* publié en 2022 aux éditions Warm.



Interview d'Anthelme Vidaud par Brigid Grauman (24 novembre 2025).

1. Laurent Vogel est membre du Comité belge du RESU.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous



le pouvoir des samizdats et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris) et Utopia Rossa (Rome), les sites À l'encontre (Lausanne), Trasversales (Madrid) et Europe solidaire sans frontières, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue Alternatives Sud, ainsi que le blog Entre les lignes entre les mots (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».